

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU  
27 MAI 2010**

**PROCES-VERBAAL VAN DE GEMEENTERAADSZITTING VAN  
27 MEI 2010**

Etaient présents/Waren aanwezig : M. De Decker, Bourgmestre-président/Burgemeester-voorzitter;

M. Desmedt, Mme/Mevr. Dupuis, MM. Cools, Sax, Dilliès, Mmes/Mevr. Verstraeten, Maison, Gol-Lescot, échevins/schepenen;

Mme/Mevr. Gustot, MM. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Martroye de Joly, Mme/Mevr. Cattoir-Jacobs, M. de Halleux, Mme Fraiteur, MM. de Le Hoye, Broquet, Mme/Mevr. Charlier, MM. de Heusch, Desmet, Mmes/Mevr. Fremault, de T'Serclaes, M. Biermann, Mme/Mevr. François, MM. Vanraes, van Outryve d'Ydewalle, Mmes/Mevr. Roba-Rabier, Delwart, MM. De Bock, Toussaint, Mme/Mevr. Bakkali, MM. Wyngaard, Kirkpatrick, Hayette, Mme Francken, conseillers/raadsleden;

Mme/Mevr. Theys, secrétaire communal/gemeentesecretaris.

----

Absents en début de séance/Afwezing bij aanvang van de zitting : Mme/Mevr. Gustot, M. de Le Hoye, Mmes/Mevr. Fremault, de T'Serclaes, MM. Vanraes, van Outryve d'Ydewalle, Mme/Mevr. Roba-Rabier.

Se sont fait excuser/Hebben zich verontschuldigd : MM. Cohen, Wynants, Brotchi, Fuld, Vlémincq.

- La séance est ouverte à 20h 15. De zitting begint om 20u 15. -

----- Le Conseil, De Raad. -----

Objet A. **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 22 avril 2010.**

Le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 22 avril 2010 est déposé sur le bureau. S'il ne donne pas lieu à des remarques avant la fin de la séance, il sera considéré comme approuvé à l'unanimité.

Onderwerp A. **Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 22 april 2010.**

Het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 22 april 2010 werd ter inzage gelegd. Indien er voor het einde van de zitting geen opmerkingen zijn, zal het beschouwd worden als éénparig goedgekeurd.

**- M. de Le Hoye entre en séance -  
- M. de Le Hoye komt de zitting binnen -**

Objet 2A – 1 : **Personnel administratif.- Création d'un cadre des Inspecteurs de la Propreté publique.**

**M. Beyer de Ryke** souhaite à titre personnel, émettre quelques réserves à propos de ce dossier.

L'intéressé considère que l'on vit dans une société de plus en plus sécuritaire, même si souvent, les circonstances nous y obligent, lorsqu'elles mettent gravement la sécurité de tous en jeu.

Celui-ci préfère de loin la prévention à la répression et souhaiterait, à ce titre, voir plutôt des cours de civilité dispensés dans les écoles ou une campagne de propreté, lancée par la Commune.

En second lieu, sachant qu'il est spécifié que ce sont des balayeurs qui seront requalifiés, M. Beyer fait part de son sentiment de gêne à cet égard, en ce que ces ouvriers vont potentiellement être retransformés en agents verbalisateurs, sachant que l'on dispose d'agents de police qui peuvent être chargés de cette tâche en cas d'excès.

Par ailleurs, il rappelle que l'échevin en charge du dossier avait concédé que les mesures envisagées entraîneront un coût financier et souhaite précisément savoir quelle en est l'estimation et s'il est opportun d'alourdir davantage le déficit communal.

**M. Hayette** fait observer qu'il n'a pour sa part aucune réserve à émettre et qu'il préfère même la solution consistant à élargir le cadre du personnel qu'à le réduire.

L'intervenant souhaite néanmoins, comme cela avait été demandé en commissions, que l'Assemblée puisse disposer d'une description des tâches attribuées au personnel à recruter, ainsi que quelques éléments liés à la désignation du jury et au processus de sélection.

**Mme Charlier** considère qu'il s'agit d'une bonne initiative, face au comportement incivique de certains et que d'autre part, la prévention n'empêche pas la répression.

**Mme François** demande si les personnes seront responsables de l'amélioration de la propreté dans certains quartiers spécifiques ou si leur rôle se limitera à une simple mission de surveillance ?

**M. l'échevin Desmedt** rappelle qu'à l'heure actuelle, deux agents seulement sont chargés de cette mission, ce qui ne donne pas les résultats escomptés.

Le service des Espaces Verts a dès lors souhaité créer un cadre spécialisé dont la qualification sera néanmoins un peu plus poussée que celle d'un balayeur.

Quant à la question du coût, l'échevin fait observer qu'il n'est pas favorable à une augmentation rapide du cadre du personnel de quatre fonctions supplémentaires, étant entendu également que les deux agents actuels pourront être réaffectés ailleurs, afin de remplacer les personnes qui partent à la pension.

A la question de M. Hayette quant au processus de sélection, M. l'échevin Desmedt rappelle que le déroulement des épreuves se fait toujours d'une manière limpide et sous la surveillance des organisations syndicales.

**M. l'échevin Dilliès** complète la réponse en rappelant que dans le domaine de la prévention, il a notamment fait le tour de pratiquement toutes les écoles secondaires afin de présenter le balayeur du quartier, ce qui a entraîné des résultats assez significatifs aux abords immédiats de certains établissements scolaires.

Parallèlement, on a également sollicité la collaboration des stewards horodateurs et des agents de prévention, ce qui a augmenté la présence sur le terrain de près de 20 personnes.

Ces derniers agissent également de manière informative et préventive, puisqu'ils ont notamment pour mission d'offrir un petit sac à déjections à toute personne accompagnée d'un chien.

L'échevin fait observer que l'on attache donc une grande importance au volet éducatif et préventif mais que parallèlement, force est de constater que d'aucuns ne comprennent que "l'attaque au portefeuille" et que l'incivisme ne fait que se développer.

**- Mmes de T'Serclaes et Roba-Rabier entrent en séance -**

**- Mevr. de T'Serclaes en Roba-Rabier komen de zitting binnen -**

**M. Beyer de Ryke**, signalant qu'il préfère voir un agent de police verbaliser qu'une personne appartenant à un service parallèle, **M. le Président** répond que les policiers ont d'autres tâches à accomplir. Même si lors d'un flagrant délit, ils se doivent bien sûr de verbaliser, l'on ne peut objectivement les concentrer sur ce genre d'incivilités.

**M. Biermann** se réjouit de ce qu'il s'agit ici d'agents communaux auxquels on délègue ce genre de responsabilité et ce pouvoir de sanction, soulignant qu'il devient de plus en plus fréquent que des prérogatives communales soient déléguées à des entreprises privées.

Objet 2A - 1 : **Personnel administratif.- Création d'un cadre des Inspecteurs de la Propreté publique.- Conditions de recrutement et de promotion.**

Le Conseil,

Vu la demande du Service de la Propreté publique de créer un cadre des Inspecteurs de la Propreté publique, distinct du cadre ouvrier, vu la nature des tâches (constitution de dossiers administratifs et compétence en matière d'amendes administratives);

Considérant qu'il y a lieu de prévoir un cadre composé de trois inspecteurs et d'un inspecteur en chef;

Considérant que les inspecteurs pourraient être recrutés au niveau C ou D selon leur diplôme, avec possibilité de promotion de D vers C, et de C vers C4 pour l'inspecteur en chef, afin de se conformer aux conditions d'accès applicables aux formations "sanctions administratives" dispensées par l'E.R.I.P.;

Attendu qu'il y a dès lors lieu de prévoir des conditions de recrutement, de nomination et de promotion, ainsi que les programmes d'examen;

Vu le protocole d'accord obtenu en séance du Comité Particulier de Négociation du 26 avril 2010;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide, de compléter la Charte sociale par les dispositions suivantes :

1. De créer un cadre administratif des Inspecteurs de la Propreté composé de :

Niveau C :

1 Assistant administratif-chef (Inspecteur de la Propreté en chef)

Niveau C ou D :

3 Assistants administratifs -

Adjoint administratifs (Inspecteurs de la Propreté)

2. "Livre 9.- Conditions particulières d'admission aux emplois du cadre administratif – Inspecteurs de la propreté.

Titre I.- Recrutement.- Conditions d'admissibilité.

**Article 109.-** Nul ne peut être nommé à un emploi du cadre administratif s'il ne réunit les conditions générales et particulières d'admissibilité et ne subit avec succès les épreuves d'admission prescrites.

**Article 110.-** § 1er.- Le candidat à l'emploi d'assistant administratif – inspecteur de la propreté doit être porteur d'un titre d'études donnant accès aux emplois de niveau C.

§ 2.- Le candidat à l'emploi d'adjoint administratif – inspecteur de la propreté doit être porteur d'un titre d'études donnant accès aux emplois de niveau D et d'une expérience utile pour la fonction à remplir de 5 ans dans une commune.

§ 3.- Pour être nommé définitivement en fin de stage, l'inspecteur de la Propreté publique doit avoir participé à la formation "sanctions administratives" dispensée par l'E.R.I.P.

**Article 111.-** Classement hiérarchique des grades par niveau :

**- niveau C**

assistant administratif chef - Inspecteur de la Propreté en chef	promotion
assistant administratif - Inspecteur de la Propreté	promotion ou recrutement

**- niveau D**

adjoint administratif - Inspecteur de la Propreté	recrutement
---	-------------

Titre II.- La promotion

**Article 112.-** Peut être promu au grade d'assistant administratif chef – Inspecteur en chef de la propreté, l'assistant administratif – Inspecteur de la propreté qui compte une ancienneté de grade de 3 ans et qui subit avec succès les épreuves prescrites à l'article 14.

Cette promotion se fait dans l'ordre de nomination au grade d'assistant administratif – Inspecteur de la Propreté.

**Article 113.-** Peut être promu au grade d'assistant administratif – Inspecteur de la propreté, l'adjoint administratif – Inspecteur de la propreté qui compte une ancienneté de grade d'au moins 3 ans et qui subit avec succès les épreuves prévues à l'article 116.

Titre III.- Programme des épreuves.

**Article 114.-** Le programme du concours d'admission au stage au grade d'assistant administratif – Inspecteur de la propreté est arrêté comme suit :

1) Epreuve écrite portant sur la connaissance de la 1<sup>ère</sup> langue

(minimum requis : 36/60)

Rédaction d'un rapport sur base d'un cas donné

2) Epreuve orale (minimum requis : 24/40)

Entretien sur des questions en rapport avec la fonction et d'ordre général.

**Article 115.-** Le programme du concours d'admission au stage au grade d'adjoint administratif – Inspecteur de la propreté est arrêté comme suit :

1) Epreuve écrite portant sur la connaissance de la 1<sup>ère</sup> langue

(minimum requis : 36/60)

Rédaction d'un rapport sur base d'un cas donné

2) Epreuve orale (minimum requis : 24/40)

Entretien sur des questions en rapport avec la fonction et d'ordre général.

**Article 116.-** Le programme de l'examen de promotion au grade d'assistant administratif – Inspecteur de la propreté est arrêté comme suit :

1) Epreuve écrite (minimum requis : 36/60)

Législation en matière de sanctions administratives (contenu de la formation dispensée par l'E.R.I.P.)

2) Epreuve orale (minimum requis : 24/40)

Entretien sur des questions en rapport avec la fonction et d'ordre général".

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2A - 1 : **Administratief personeel.- Vaststelling van een kader van Inspecteurs Openbare reinheid.- Wervings- en bevorderingsvoorwaarden.**

De Raad,

Gelet op de vraag van de dienst Openbare reinheid houdende de vaststelling van het kader van de Inspecteurs Openbare reinheid gescheiden van het kader der werklieden, om reden van de aard der taken (samenstelling van administratieve dossiers en bevoegdheden inzake administratieve sancties);

Overwegende dat het noodzakelijk is een kader te voorzien, bestaande uit drie inspecteurs en een hoofdinspecteur;

Overwegende dat de inspecteurs in niveau C of D zouden kunnen aangeworven worden volgens hun diploma, met mogelijkheid tot bevordering van D tot C, en van C tot C4 voor de hoofdinspecteur, teneinde zich te conformeren aan de toelatingsvoorwaarden van toepassing voor de opleidingen "administratieve sancties" verzorgd door de G.I.P.;

Overwegende dat er dient voorzien te worden in de voorwaarden van aanwerving, benoeming en bevordering, evenals de examenprogramma's;

Gelet op het protocolakkoord bekomen in zitting van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 26 april 2010;

Gelet op de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit, het Sociaal Handvest met volgende bepalingen aan te vullen :

1. Een administratief kader van Inspecteurs Openbare reinheid vast te stellen, bestaande uit :

Niveau C

1 Administratief hoofdassistent  
(Hoofdinspecteur Openbare reinheid)

Niveau C of D

3 Administratief assistent -  
Administratief adjunct  
(Inspecteurs Openbare reinheid)

2. "Boek 9.- Bijzondere toelatingsvoorwaarden tot betrekkingen van het administratief kader - Inspecteurs Openbare reinheid.

Titel I.- Werving.- Toelatingsvoorwaarden.

**Artikel 109.-** Niemand kan benoemd worden tot een betrekking van het administratief kader, zo hij niet de algemene en bijzondere toelatingsvoorwaarden vervult en met succes de voorgeschreven toelatingsproeven aflegt.

**Artikel 110.-** § 1.- De kandidaat voor de betrekking van administratief assistent - Inspecteur Openbare reinheid moet houder zijn van het studiegetuigschrift dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau C.

§ 2.- De kandidaat voor de betrekking van administratief adjunct - Inspecteur Openbare reinheid moet houder zijn van een studiegetuigschrift dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau D en beschikken over een nuttige ervaring, voor de functie, van vijf jaar bij een gemeentebestuur.

§ 3.- Om vastbenoemd te worden na de stage, dient de Inspecteur Openbare reinheid aan de opleiding "administratieve sancties" verzorgd door de G.I.P. te hebben deelgenomen.

**Artikel 111.-** Hiërarchische rangschikking der graden per niveau :

<b>niveau C</b>		
administratief hoofdassistent - Hoofdinspecteur Openbare reinheid	bevordering	
administratief assistent - Inspecteur Openbare reinheid	bevordering of werving	
<b>niveau D</b>		
administratief adjunct	- Inspecteur Openbare reinheid	werving

Tittel II.- De bevordering.

**Artikel 112.-** Kan bevorderd worden tot de graad van administratief hoofdassistent-Hoofdinspecteur Openbare reinheid, de administratief assistent - Inspecteur Openbare reinheid die een graadanciënniteit telt van 3 jaar en met succes de voorgeschreven proeven voorzien in artikel 14 aflegt.

De bevordering geschiedt volgens de orde van benoeming tot de graad van administratieve assistent – Inspecteur Openbare reinheid.

**Artikel 113.-** Kan bevorderd worden tot de graad van administratief assistent - Inspecteur Openbare reinheid, de administratief adjunct - Inspecteur Openbare reinheid die een graadanciënniteit telt van 3 jaar en met succes de voorgeschreven proeven voorzien in artikel 116 aflegt.

Tittel III.- Programma van de proeven.

**Artikel 114.-** Het programma van het vergelijkend toegangsexamen tot de proeftijd van de graad van administratief assistent - Inspecteur Openbare reinheid, wordt als volgt vastgesteld :

1. Schriftelijke proef over de kennis van de eerste taal (vereist minimum : 36/60)

Opstellen van een rapport over een voorgesteld onderwerp.

2. Mondelinge proef (vereist minimum : 24/40)

Onderhoud over kwesties inzake de functie en van algemene aard.

**Artikel 115.-** Het programma van het vergelijkend toegangsexamen tot de proeftijd van de graad van administratief adjunct - Inspecteur Openbare reinheid, wordt als volgt vastgesteld :

1. Schriftelijke proef over de kennis van de eerste taal (vereiste minimum : 36/60)

Opstellen van een rapport over een voorgesteld onderwerp.

2. Mondelinge proef (vereiste minimum : 24/40)

Onderhoud over kwesties inzake de functie en van algemene aard.

**Artikel 116.-** Het programma van het bevorderingsexamen tot de graad van administratief assistent - Inspecteur Openbare reinheid, wordt als volgt vastgesteld :

1. Schriftelijke proef (vereiste minimum : 36/60)

Wetgeving inzake administratieve sancties (inhoud van de opleiding verzorgd door de G.I.P).

2. Mondelinge proef (vereiste minimum : 24/40)

Onderhoud over kwesties in verband met de functie en van algemene aard.

Een afschrift van onderhavige beraadslaging zal aan de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegestuurd worden, voor goedkeuring.

Objet 2A - 2 : **Personnel technique.- Conditions d'accès au grade d'assistant technique.- Modification.**

Le Conseil,

Vu la demande du département des Travaux d'élargir les conditions d'accès au grade d'assistant technique aux candidats porteurs d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur, pouvant justifier d'une expérience utile de 5 ans;

Vu le protocole d'accord obtenu en séance du Comité Particulier de Négociation du 26 avril 2010;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide, à l'unanimité, de remplacer l'article 68 § 6 de la Charte sociale par le texte suivant :

"Le candidat à l'emploi d'assistant technique (dessinateur ou contrôleur-adjoint) doit être porteur soit d'un titre d'études techniques en rapport avec la fonction, donnant accès aux emplois de niveau C, soit d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur, complété par une expérience pratique de minimum 5 ans dans la fonction à exercer".

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2A - 2 : **Technisch personeel.- Toelatingsvoorwaarden tot de graad van technisch assistent.- Wijziging**

De Raad,

Gelet op de vraag van het departement van de werken om de toelatingsvoorwaarden tot de graad van technisch assistent uit te breiden tot de kandidaten houder van een diploma van hoger secundair onderwijs die 5 jaar nuttige ervaring bewijzen;

Gelet op het protocolakkoord bekomen in zitting van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 26 april 2010;

Gelet op de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit, eenparig, artikel 68 § 6 van het Sociaal handvest door de volgende tekst te vervangen :

"De kandidaat tot een betrekking van technisch assistent (tekenaar of adjunct-controleur) moet houder zijn, ofwel van een technisch studietitel die toegang verleent tot betrekkingen van niveau C, ofwel van een bewijs van hoger secundair onderwijs, aangevuld met een praktische ervaring van minimum 5 jaar in de uit te oefenen functie".

Een afschrift van onderhavige beraadslaging zal aan de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegestuurd worden, voor goedkeuring.

Objet 2A – 3 : **Personnel d'entretien.- Fixation du nouveau cadre contractuel.**

**Mme Charlier** considère qu'il s'agit d'une bonne chose de créer des cadres, comme dans le cas des pré-gardiennats dont le point sera évoqué plus loin dans l'ordre du jour, mais s'inquiète du fait que cela concerne des personnes du niveau le plus bas et des contractuels, souhaitant qu'il y ait davantage de statutaires à ce niveau.

**M. l'échevin Desmedt** répond que dans les circonstances actuelles, il y a de plus en plus de contractuels mais tient à rassurer l'intéressée en ce qu'il n'y a jamais de personne qui soit licenciée sans raison, sous le prétexte qu'elle ne soit pas statutaire.

Ces personnes bénéficient des mêmes conditions de travail que les agents statutaires et il ne lui semble pas spécialement évident d'être agent statutaire pour occuper des emplois de ce genre ou certains autres.

Objet 2A - 3 : **Personnel d'entretien.- Nouveau cadre contractuel.**

Le Président fait l'exposé suivant :

"En séance du 13 avril 2010, le Collège des Bourgmestres et Echevins a arrêté le projet d'un nouveau cadre contractuel pour le personnel d'entretien pour un volume de prestations total de 2001 h 45/semaine réparti sur les différents bâtiments communaux. Ce nouveau cadre contractuel a été établi sur base des règles de calcul en vigueur dans les établissements de l'Etat, afin de déterminer objectivement la durée des prestations en fonctions des surfaces à nettoyer et pour les travaux de cuisine. Cette proposition a obtenu l'accord des organisations syndicales au Comité Particulier de Négociation en date du 26 avril 2010".

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu le protocole d'accord obtenu en séance du Comité Particulier de Négociation du 26 avril 2010;

Vu l'ordonnance du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Décide, d'établir le cadre contractuel du personnel d'entretien comme indiqué ci-après :

AFFECTATION	GRADE	FONCTION	NOMBRE ET HORAIRE
Maison Communale	Responsable d'équipe	Concierge	1 – 38h
	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 30h
	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	3 – 25h
89, rue Beeckman	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 18h45
27, rue Auguste Danse	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 13h
21, rue Victor Gambier	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 25h
	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 20h
20, rue Xavier De Bue	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 10h
860, chaussée d'Alsemberg	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	3 – 22h30
			1 – 15h00
Mess Police, Square Marlow	Ouvrier Auxiliaire	Préposé	1 – 32h30
Bibliothèque Centre	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 17h30
Bibliothèque Montjoie "Le Phare"	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	2 – 38h
	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 12h30
Bibliothèque Néerlandophone	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 12h30
Cimetière	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 22h30
24, rue de Stalle	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 10h
Salle 1180 (nettoyage)	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 20h
La Sauvagère ( + Tir )	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 13h30
Bureaux du Service de la Culture	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 15h
Centre Culturel (salle + loges)	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 25h
Centre de Santé	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 15h
Magasin Voirie	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 13h
Plantations	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 15h
Crèche de Saint Job	Ouvrier	Cuisinier	1 – 38h
	Ouvrier	Buandier	1 – 24h
	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	2 – 24h
Halte accueil Saint Job	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 18h
Crèche du Chat	Ouvrier	Cuisinier	1 – 25h
	Ouvrier	Buandier	1 – 25h
	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 25h
Crèche du Globe	Ouvrier	Cuisinier	1 – 38h
	Ouvrier	Buandier	1 – 38h
	Ouvrier Auxiliaire	Aide-cuisinier	1 – 38h 1 – 35h 1 – 24h
	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	7 – 24h
Halte accueil du Globe	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 25h



Crèche du Homborch	Ouvrier	Cuisinier	1 – 25h
	Ouvrier	Buandier	1 – 25h
	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 38h
Centre Derrider	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	1 – 38h
Repas à domicile	Ouvrier Auxiliaire	Préposé	2 – 31h
<b>Centres de Retraités</b>			
Neerstalle	Ouvrier Auxiliaire	Préposé	1 – 33h30
Carmélites	Ouvrier Auxiliaire	Préposé	1 – 33h30
Vanderkindere	Ouvrier Auxiliaire	Préposé	1 – 33h30
Kriekenput	Ouvrier Auxiliaire	Préposé	1 – 33h30
Wolvendael	Ouvrier Auxiliaire	Préposé	1 – 33h30
Salle 1180 (uniquement repas)	Ouvrier Auxiliaire	Préposé	1 – 15h
Total			<b>1551H45</b>
Sans affectation fixe	Ouvrier Auxiliaire	Nettoyeur	450h
Total général			<b>2001H45</b>

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

### Onderwerp 2A - 3 : Onderhoudspersoneel.- Nieuw contractueel kader.

De Voorzitter geeft de volgende uiteenzetting :

"In zitting van 13 april 2010, heeft het College van Burgemeester en Schepenen het voorstel van een nieuw contractueel kader voor het onderhoudspersoneel vastgesteld voor een totaal prestatievolume van 2001 u 45 per week verspreid over de verschillende gemeentelijke gebouwen. Het nieuw contractueel kader werd vastgesteld volgens de berekeningsregels van toepassing voor de instellingen van de Staat, teneinde op objectieve wijze de duur van de prestaties te bepalen in functie van te onderhouden oppervlakte en de keukenwerkzaamheden. De syndicale organisaties gingen akkoord met dit voorstel in zitting van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 26 april 2010".

De Raad,

Gelet op de voormelde uiteenzetting;

Gelet op het protocolakkoord, afgesloten in zitting van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 26 april 2010;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Beslist, eenparig, het administratief en technisch kader te wijzigen in overeenstemming met de als bijlage toegestuurde documenten :

LOCATIE	GRAAD	FUNCTIE	AANTAL EN DIENSTROOSTER
Gemeentehuis	Ploegverantwoordelijke	Huisbewaarder	1 – 38u
	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 30u
	Hulparbeider	Schoonmaker	3 – 25u
Beeckmanstraat, 89	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 18u45
Auguste Dansestraat, 27	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 13u
Victor Gambierstraat 21	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 25u
	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 20u
Xavier De Buestraat 20	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 10u
Aalsebergsesteenweg 860	Hulparbeider	Schoonmaker	3 – 22u30
			1 – 15u00

Refter Politie, MarlowSquare	Hulparbeider	Aangestelde	1 – 32u30
Bibliotheek Centrum	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 17u30
Bibliotheek Montjoie "Le Phare"	Hulparbeider	Schoonmaker	2 – 38u
	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 12u30
Nederlandstalige Bibliotheek	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 12u30
Begraafplaats	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 22u30
Stallestraat 24	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 10u
Zaal 1180 (onderhoud)	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 20u
La Sauvagère (+ schietstand)	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 13u30
Kantoren van de dienst Cultuur	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 15u
Cultureel Centrum (zalen + loges)	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 25u
Gezondheidscentrum	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 15u
Magazijn wegenis	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 13u
Groendienst	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 15u
Kinderdagverblijf "Saint Job"	Arbeider	Kok	1 – 38u
	Arbeider	Wasser	1 – 24u
	Hulparbeider	Schoonmaker	2 – 24u
Baby halte "Saint Job"	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 18u
Kinderdagverblijf "Chat"	Arbeider	Kok	1 – 25u
	Arbeider	Wasser	1 – 25u
	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 25u
Kinderdagverblijf "Globe"	Arbeider	Kok	1 – 38u
	Arbeider	Wasser	1 – 38u
	Hulparbeider	Hulpkok	1 – 38u 1 – 35u 1 – 24u
	Hulparbeider	Schoonmaker	7 – 24u
Baby halte "Globe"	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 25u
Kinderdagverblijf "Homborch"	Arbeider	Kok	1 – 25u
	Arbeider	Wasser	1 – 25u
	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 38u
Centrum Derrider	Hulparbeider	Schoonmaker	1 – 38u
Thuismaaltijden	Hulparbeider	Aangestelde	2 – 31u
<b><u>Seniorencentra</u></b>			
Neerstalle	Hulparbeider	Aangestelde	1 – 33u30
Karmelieten	Hulparbeider	Aangestelde	1 – 33u30
Vanderkindere	Hulparbeider	Aangestelde	1 – 33u30
Kriekenput	Hulparbeider	Aangestelde	1 – 33u30
Wolvendael	Hulparbeider	Aangestelde	1 – 33u30
Zaal 1180 (enkel maaltijden)	Hulparbeider	Aangestelde	1 – 15u
Totaal			<b><u>1551U45</u></b>
Zonder vaste locatie	Hulparbeider	Schoonmaker	450u
Algemeen totaal			<b><u>2001U45</u></b>

Een afschrift van onderhavige beraadslaging zal aan de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegestuurd worden, voor goedkeuring.

**Objet 2D – 1 : Fabriques d'église catholiques et autres communautés religieuses.- Comptes de 2009.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Attendu que les comptes pour 2009 qui ont été transmis par les administrations religieuses se clôturent comme suit :

FABRIQUES D'ÉGLISE	COMPTES		
	EN EXCEDENT	EN DEFICIT	REMARQUES
Sacré-Cœur	12.063,03	-	-
Notre-Dame de La Consolation	21.370,45	-	-
Saint-Job	13.678,79	-	-
Saint-Marc	13.706,20	-	-
Sainte-Anne	794,81	-	-
Eglise Protestante d'Uccle	33,53	-	-
Saint-Pierre (*)	-	9.977,24	-

Attendu que nous formulons les remarques suivantes (\*) :

- le compte 2009 se clôture en déficit suite au report du déficit du compte de l'année 2008 (€ 23.296,26) à l'article 51 des dépenses de ce compte;

- le déficit du compte 2008 s'expliquait par des travaux de rénovation à l'un des biens de la fabrique d'église et l'absence de loyers durant cette période de travaux;

- les communes ne sont pas tenues d'intervenir dans les déficits des comptes des administrations religieuses.

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle les comptes 2009 des administrations religieuses.

**Onderwerp 2D – 1 : Katholieke kerkfabrieken en andere godsdienstige gemeenschappen.- Rekeningen van 2009.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809;

Gelet op de Ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het desbetreffend decreet;

Gelet op artikelen 6 en 18 van de Wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Aangezien de rekeningen voor 2009 die ons door de godsdienstige besturen overgemaakt werden zich als volgt afsluiten :

KERKFABRIEKEN	REKENINGEN		
	IN OVERSCHRIJDING	TEKORT	OPMERKINGEN
Heilig Hart	12.063,03	-	-
Onze-Lieve-Vrouw van Troost	21.370,45	-	-
Sint-Job	13.678,79	-	-
Sint-Marcus	13.706,20	-	-
Sint-Anna	794,81	-	-
Protestantse Kerk van Ukkel	33,53		
Sint-Pieter (*)	-	9.977,24	-

Aangezien wij de volgende opmerkingen maken (\*) :

- de rekening 2009 van de Kerkfabriek met een tekort zich afsluit ten gevolge van een report van een tekort van het dienstjaar 2008 (€ 23.296,26) onder artikel 51 van de uitgaven van deze rekening;

- het tekort van de rekening legt uit door de herstellingswerken aan een van goederen van de kerkfabriek en de afwezigheid van de huurprijzen tijdens deze periode van werken;

- de gemeenten zijn niet verplicht in de tekorten van de kerkfabrieken tussen te komen;

Beslist een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voorgedijoverheid goed te keuren rekeningen voor 2009 van de godsdienstige besturen.

**Objet 3 – 1 : Propriétés communales.- Nouvelle loi communale, article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Prise pour information des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, alinéa 3, tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives au choix du mode de passation, par procédure négociée sans publicité préalable, et à la fixation des conditions des marchés de travaux, en application de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins suivantes :

- 11 mai 2010 - Appartement sis rue du Doyenné, 63 : aménagement de la terrasse - € 10.000 (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 922/724-60/87 - Emprunt;

- 11 mai 2010 - Maison sise avenue Montjoie, 173 : rénovation de l'installation de chauffage - € 23.000 (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 922/724-60/87 - Emprunt.

**Onderwerp 3 – 1 : Gemeente-eigendommen.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Kennisneming van de beslissingen van het college van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3, zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen inzake de gunningswijze via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking en de vastlegging van de voorwaarden van de opdracht voor aanneming van werken in toepassing van artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen :

- 11 mei 2010 - Appartement in de Dekenijstraat, 63 : inrichting van het terras - € 10.000 (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 922/724-60/87 - Lening;

- 11 mei 2010 - Huis in de Montjoielaan, 173 : renovatie van de verwarmingsinstallatie - € 23.000 (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 922/724-60/87 - Lening.

**- M. van Outryve d'Ydewalle entre en séance -  
- M. van Outryve d'Ydewalle komt de zitting binnen -**

**Objet 3 – 2 : Régie foncière.- Languettes de terre à la limite des parcelles communale et privée, rue de la Pêcherie.- Octroi de prêts à usage immobiliers.- Accord de principe.**

Le Conseil,

Attendu qu'à la limite de la parcelle sur laquelle s'édifient les 25 logements de la Régie foncière, rue de la Pêcherie, une languette de terre, d'une superficie de 17,86 m<sup>2</sup> d'après bornage, est plantée de végétation et sert de jardinet aux occupants de l'immeuble limitrophe, qui l'entretiennent à leurs frais depuis des années;

Attendu que la conclusion d'un prêt à usage immobilier, pour un temps indéterminé, régulariserait l'état de fait en maintenant les bonnes relations de voisinage;

Attendu que l'association des copropriétaires voisins s'engagerait à poursuivre l'entretien et le nettoyage régulier du terrain, en échange de la gratuité de l'occupation;

Attendu, de même, qu'une languette d'une surface de 5,37 m<sup>2</sup> serait utile pour la Régie foncière afin de faciliter l'accès technique des lieux, et que pour ce faire, un prêt à usage serait également conclu avec la même copropriété;

Vu la nouvelle loi communale, en particulier l'article 232;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et échevins,

Décide :

1) de consentir à l'association des copropriétaires de l'immeuble sis 75, rue de la Pêcherie, un prêt à usage, pour une durée indéterminée mais avec faculté de résiliation moyennant préavis au profit du prêteur, portant sur une bande de terrain communal de 17 centiares 86 dixmillièmes, partie de la parcelle cadastrée 2<sup>e</sup> division, n° E 122 A 4;

2) d'octroyer un tel prêt à titre gratuit, en contrepartie de l'obligation pour l'emprunteur d'entretenir régulièrement et de nettoyer à ses frais, la languette de terre décrite ci-dessus, sans supprimer ou déplacer les clôtures, haies et arbustes qui s'y trouvent plantés au moment de la conclusion du contrat, ce pendant toute la durée de celui-ci;

3) de signer à titre d'emprunteur, avec la même association, un prêt à usage à durée indéterminée, pour une languette de 5 ca 37 dma, partie de la parcelle cadastrée E 121 L;

4) d'adopter les projets de contrat de prêt à usage sous seing privé.

Onderwerp 3 – 2 : **Gemeente-eigendommen.- Stroken grond aan de grens van gemeentelijke en private percelen in de Visserijstraat.- Toekenning van bruikleenovereenkomsten van onroerende goederen.- Principeakkoord.**

De Raad,

Aangezien er op een strook grond - aan de grens van het perceel waarop de 25 woningen van het Bedrijf voor Grondbeleid worden gebouwd in de Visserijstraat - met een oppervlakte na afbakening van 17,86 m<sup>2</sup>, vegetatie staat en deze strook gebruikt wordt als tuintjes voor de bewoners van het aangrenzend gebouw die het reeds jaren op eigen kosten onderhouden;

Aangezien de afsluiting van een bruikleenovereenkomst van een onroerend goed voor een onbepaalde duur de feitelijke toestand zou regulariseren met behoud van de goede verstandhouding;

Aangezien een vereniging van mede-eigenaars het voort zal onderhouden en het terrein regelmatig schoon zal maken in ruil voor de gratis bezetting ervan;

Aangezien een strook van de oppervlakte van 5,37 m<sup>2</sup> nuttig zou zijn voor het Bedrijf voor Grondbeleid om de technische toegang tot de plaatsen te vergemakkelijken en er hiervoor eveneens een bruikleenovereenkomst afgesloten zou kunnen worden met hetzelfde mede-eigendom;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 232;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

1) aan de vereniging van mede-eigenaars van het gebouw in de Visserijstraat 75 een bruikleenovereenkomst toe te kennen, voor een onbepaalde duur maar met een opzegmogelijkheid middels een opzegtermijn ten bate van de lener, voor een strook van een gemeentelijk terrein van 17 centiare 86 decimilliare, een gedeelte van het perceel gekadastraerd 2<sup>de</sup> afdeling, nr. E 122 A 4;

2) de bovenvermelde strook grond gratis te lenen aan de ontlener die in ruil deze strook regelmatig zal onderhouden en schoonmaken op zijn kosten en geen afsluitingen, hagen en struiken zal verwijderen of verplaatsen die er zich op bevinden bij de ondertekening van de overeenkomst en tijdens de volledige duur van deze overeenkomst;

3) met dezelfde vereniging een bruikleenovereenkomst als zijde ontlener af te sluiten voor een onbepaalde duur van een strook van 5 ca 37 dma, een gedeelte van het perceel gekadastraerd E 121 L;

4) de ontwerpen van de onderhandse bruikleenovereenkomsten goed te keuren.

Objet 3 – 3 : **Régie foncière.- Sinistre avec responsabilité civile, rue de Stalle, 160.- Réparation des dommages subis par la Commune.- Approbation de la proposition de règlement amiable.**

Le Conseil,

Attendu que le fait de l'entrepreneur chargé de la construction d'un immeuble sur la propriété limitrophe, a causé un glissement dans le terrain appartenant à la Commune, rue de Stalle, 160, entraînant l'effondrement des terres et du mur de séparation entre les deux propriétés, la perte d'un stock de dolomie ainsi que l'inondation du terrain communal par l'eau et les boues de pompage;

Qu'afin de réparer ces dégâts, l'entrepreneur devait accéder au terrain communal, pomper l'eau de la nappe phréatique, et effectuer divers travaux de remblai ou de soutènement;

Qu'une autorisation lui a, dès lors, été donnée d'occuper le terrain communal, totalement pendant cinq mois, ensuite partiellement pendant les sept mois suivants;

Attendu que les diverses questions à régler, à savoir :

- 1) la reconstruction d'une séparation entre les deux propriétés,
- 2) le remboursement de la dolomie engloutie dans la fouille,
- 3) le remblayage, le nivellement et la remise en état du terrain communal,
- 4) l'occupation du terrain communal,
- 5) la réorganisation du service de la Propreté publique,
- 6) l'inondation du terrain communal par l'eau et les boues de pompage,

ont été débattues lors d'une réunion rassemblant l'entrepreneur, le promoteur, le service Urbanisme et la Régie foncière d'Uccle, ainsi que leurs assureurs et experts respectifs;

Attendu que la reconstruction de la séparation entre les propriétés (point 1) est entièrement à la charge de l'entrepreneur, et que le choix de cette séparation a été fait en accord avec le service Urbanisme;

Que les cinq premiers mètres de la clôture séparative entre les terrains, consistent en un mur mitoyen, et que l'entrepreneur a accepté de prendre en charge intégralement la reconstruction de cette partie;

Que la remise en état du terrain communal (points 3 et 6) fait partie intégrante de l'entreprise, tant du fait de l'occupation temporaire du terrain, que du fait de sa remise en pristin état suivant l'état des lieux de tout chantier de construction;

Que le montant de la dolomie (point 2) a été estimé par le service communal de la Propreté publique, à 243,21 €;

Que le montant de l'occupation totale puis partielle du terrain communal (point 4) a été estimé, principalement par les assureurs et leurs experts, sur base de dossiers antérieurs similaires et des surfaces relatives, à un forfait de 4.500,00 € pour l'occupation totale du terrain lors des cinq premiers mois, et à 1.093,63 € par mois pour les mois suivants, soit un total de 7.655,38 € au 31 mars 2010;

Que les montants précités sont repris sur les procès-verbaux ci-annexés établis par le bureau d'expertise Wermenbol & Partners S.A., qui propose deux règlements amiables et transactionnels pour les sommes de 4.743,21 € et 7.655,38 €, soit un total de 12.398,59 €;

Vu la nouvelle loi communale, en particulier l'article 232;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

1) d'approuver les propositions de règlement amiables et transactionnels pour les sommes de 4.743,21 € et 7.655,38 €, soit un total de 12.398,59 €, sous réserve de la prise en charge par l'entrepreneur d'éventuels dégâts constatés lors du récolement d'état des lieux;

2) de poursuivre la location mensuelle pour un prix de 1.093,63 € par mois, depuis le 1er avril 2010 jusqu'à la libération du terrain communal.

**Onderwerp 3 – 3 : Bedrijf voor Grondbeleid.- Schade met burgerlijke aansprakelijkheid, Stallestraat 160.- Herstelling van schade opgelopen door de Gemeente.- Goedkeuring van het ontwerp van de minnelijke schikking.**

De Raad,

Aangezien de aannemer belast met de constructie van een gebouw op het aangrenzend eigendom een grondverschuiving heeft veroorzaakt in het terrein dat eigendom is van de gemeente in de Stallestraat 160 met als gevolg de inzakking van grond en de scheidingsmuur tussen de twee eigendommen, het verlies van een voorraad dolomiet en de overstroming van het gemeentelijk terrein door water en modder van het pompen;

Aangezien de aannemer het gemeentelijk terrein moest betreden om het water van de grondwaterspiegel weg te pompen en om allerlei aanvullings- of stuttingswerken uit te voeren om deze schade te kunnen herstellen;

Aangezien hem een toelating werd verleend om het gemeentelijk terrein te bezetten gedurende vijf maanden, vervolgens gedeeltelijk gedurende de volgende zeven maanden;

Aangezien de volgende zaken :

- 1) de heropbouw van een scheiding tussen de twee eigendommen,
- 2) de terugbetaling van de dolomiet die in de put is gevallen,
- 3) de aanvulling, nivellering en herstelling van het gemeentelijk terrein,
- 4) de bezetting van het gemeentelijk terrein,
- 5) de reorganisatie van de dienst Openbare Reinheid,

6) de overstroming van het gemeentelijk terrein door water en modder van het pompen, werden besproken tijdens een vergadering met de aannemer, de promotor, de dienst Stedenbouw, het Bedrijf voor Grondbeleid van Ukkel en hun respectievelijke verzekeraars en experts;

Aangezien de heropbouw van de scheiding tussen de eigendommen (punt 1) volledig ten laste is van de aannemer en de keuze van deze scheiding in samenspraak met de dienst Stedenbouw werd gemaakt;

Aangezien de eerste vijf meter van de afsluiting tussen de terreinen bestaat uit een gemeenschappelijke muur en de aannemer heeft aanvaard om de heropbouw van dit gedeelte volledig ten laste te nemen;

Aangezien de herstelling van het gemeentelijk terrein (punten 3 en 6) integraal deel uit maakt van de aanneming, zowel uit het feit van de tijdelijke bezetting van het terrein als uit het feit van de herstelling in de vorige staat volgens de plaatsbeschrijving van elke bouwverf;

Aangezien het bedrag van de dolomiet (punt 2) door de gemeentedienst Openbare Reinheid werd geraamd op € 243,21;

Aangezien het bedrag van de totale en vervolgens gedeeltelijke bezetting van het gemeentelijk terrein (punt 4) werd geraamd, in hoofdzaak door de verzekeraars en hun experts, op basis van vorige gelijkaardige dossiers en oppervlakten, op een forfait van € 4.500,00 voor de totale bezetting van het terrein tijdens de eerste vijf maanden en op € 1.093,63 voor de volgende maanden, ofwel een totaal van € 7.655,38 op 31 maart 2010;

Aangezien de voormelde bedragen opgenomen zijn in de toegevoegde processen-verbaal, opgesteld door het expertisebureau ma sa dat twee minnelijke schikkingen voorstelt voor de bedragen € 4.743,21 en € 7.655,38, ofwel een totaal van € 12.398,59;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 232;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

1) zijn goedkeuring te verlenen aan de ontwerpen van de minnelijke schikkingen voor de bedragen € 4.743,21 en € 7.655,38, ofwel een totaal van € 12.398,59, onder voorbehoud van de tenlasteneming door de aannemer van eventuele schade die vastgesteld wordt bij de vergelijking van de plaatsbeschrijving;

2) de maandelijkse verhuring voort te zetten voor de prijs van € 1.093,63 per maand, vanaf 1 april 2010 tot de vrijgave van het gemeentelijk terrein.

**Objet 4A – 1 : Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, § 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,



Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestres et échevins suivantes :

- 27 octobre 2009 - P.P.A.S. n° 65 - Noeud ferroviaire du Moensberg : levés topographiques - € 20.000 (T.V.A. comprise) - Article 930/747-60/86 - Emprunt;
- 27 octobre 2009 - P.P.A.S. n° 66 Château d'Or - Bourdon - Bigarreux : levés topographiques - € 20.000 (T.V.A. comprise) - Article 930/747/60-86 - Emprunt;
- 9 mars 2010 - Maison communale : renforcement des planchers et des toitures et remplacement des toitures en ardoises - € 67.116,57 (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/96 - Emprunt;
- 13 avril 2010 - Achat d'un lutrin - € 3.372,75 (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85 - Emprunt;
- 13 avril 2010 - Achat d'une armoire pour produits dangereux pour le service de la Propreté - € 3.826,63 (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85 - Emprunt;
- 27 avril 2010 - Parking Saint-Pierre : colmatage des fissures dans la dalle de béton armé - € 2.156,22 (T.V.A. comprise) - Article 424/724-60/85 - Fonds de réserve;
- 27 avril 2010 - Ecole du Val Fleuri : remplacement de deux barres anti-panique - € 1.464,10 (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 27 avril 2010 - Ecole de Saint-Job : réfection des escaliers vers la cour de récréation des maternelles - € 50.000 (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 4 mai 2010 - Ecole du Homborch : rafraîchissement de la conciergerie (travaux dans la cuisine et la salle de bains) - € 15.000 (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 4 mai 2010 - Piscine Longchamp : fourniture et pose d'une barrière de protection anti-vandalisme - € 6.413 (T.V.A. comprise) - Article 764/724-60/85 - Emprunt;
- 4 mai 2010 - Achat de mobilier urbain 2010 (barrières, bacs à plantes) - € 16.000 (T.V.A. comprise) - Article 421/741-52/84 - Emprunt;
- 11 mai 2010 - Ecole de Saint-Job : réparation du plafond de la salle de gymnastique - € 81.070,00 (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 11 mai 2010 - Ecole de Saint-Job : mise en peinture du plafond de la salle de gymnastique - € 80.000 (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 11 mai 2010 - Achat de véhicules 2010 (2 petites camionnettes 2 places) - € 26.000 (T.V.A. comprise) - Article 137/743-52/84 - Emprunt;
- 11 mai 2010 - Fourniture et pose de coussins berlinois - € 80.130,44 (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82 - Emprunt;
- 11 mai 2010 - Achat de mobilier de bureau (Lot I : Mobilier de direction) - € 8.330,85 (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/96 - Emprunt;
- 18 mai 2010 - Bâtiment rue Auguste Danse, 25 : réaménagement des locaux des archives - € 30.000 (T.V.A. comprise) - Article 137/723-60/96 - Fonds de réserve et emprunt;
- 18 mai 2010 - Salle de sport du Zwartebeek : remplacement du carrelage mural des douches et faux plafonds - € 30.000 (T.V.A. comprise) - Article 764/724-60/85 - Emprunt;
- 18 mai 2010 - Achat de mobilier de bureau (Lot II : Armoires de bureau et armoires vestiaires) - € 33.000 (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/96 - Emprunt;
- 18 mai 2010 - Eglise de Saint-Job - Réparations diverses (corniches) : vérification des zingueries et peinture des boiseries - € 80.000 - 790/724-60/85 - Emprunt.
- 25 mai 2010 - Achat de matériel de téléphonie : remplacement des smartphones PGU - € 3.517,43 (T.V.A. comprise) - Article 137/742-54/85 - Fonds de réserve.

Onderwerp 4A – 1 : **Openbare werken.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 27 oktober 2009 - BBP nr 65 - Spoorwegknooppunt Moensberg : topografische opmetingen - € 20.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 930/747-60/86 - Lening;
- 27 oktober 2009 - BBP nr 66 Gulden Kasteel - Horzel - Vleeskersen : topografische opmetingen - € 20.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 930/747/60-86 - Lening;
- 9 maart 2010 - Gemeentehuis : versteviging van de vloer en daken en vervanging van het dakwerk in schalies - € 67.116,57 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/96 - Lening;
- 13 april 2010 - Aankoop van een mobiel spreekgestoelte - € 3.372,75 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85 - Lening;
- 13 april 2010 - Aankoop van een kast voor gevaarlijke producten voor de dienst Reinheid - € 3.826,63 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85 - Lening;
- 27 april 2010 - Parking Sint-Pieter : opvullen van de scheuren in het gewapend beton - € 2.156,22 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 424/724-60/85 - Reservefonds;
- 27 april 2010 - Val Fleurischool : vervanging van twee anti-paniekafsluitingen - € 1.464,10 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;
- 27 april 2010 - School van Sint-Job : herstelling van de trappen naar de speelplaats van de kleuterschool - € 50.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;
- 4 mei 2010 - Homborchschool : oprissing van de conciërgewoning (werken in de keuken en de badkamer) - € 15.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;
- 4 mei 2010 - Zwembad Longchamp : levering en plaatsing van een anti-vandalismeafsluiting - € 6.413 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/724-60/85 - Lening;
- 4 mei 2010 - Aankoop van stadsmeubilair 2010 (afsluitingen, plantenbakken) - € 6.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/741-52/84 - Lening;
- 11 mei 2010 - School van Sint-Job : herstelling van het plafond van de turnzaal - € 81.070,00 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;
- 11 mei 2010 - School van Sint-Job : schilderen van het plafond van de turnzaal - € 80.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;
- 11 mei 2010 - Aankoop van voertuigen 2010 (2 kleine bestelwagens 2 plaatsen) - € 26.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/743-52/84 - Lening;
- 11 mei 2010 - Levering en plaatsing van baankussens - € 80.130,44 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82 - Lening;
- 11 mei 2010 - Aankoop van bureaumeubilair (Lot I : Directiemeubilair) - € 8.330,85 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/96 - Lening;
- 18 mei 2010 - Gebouw Auguste Dansestraat, 25 : herinrichting van de archieflokalen - € 30.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/723-60/96 - Reservefonds en lening;
- 18 mei 2010 - Sporthall Zwartebeek : vervanging van de muurbetegeling van de douches en valse plafonds - € 30.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/724-60/85 - Lening;
- 18 mei 2010 - Aankoop van kantoormeubilair (Lot II : bureaustoelen en kleerkasten) - € 33.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/96 - Lening;

- 18 mei 2010 - Kerk van Sint-Job - Verschillende herstellingen (dakgoten) : nazicht van het zinkwerk en schilderen van het houtwerk - € 80.000 - 790/724-60/85 - Lening.
- 25 mei 2010 - Telefonie : vervanging van de smartphones PGU - € 3.517,43 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/742-54/85 - Reservefonds.

**Objet 4A – 2 : Réfection de trottoirs.- Exercice 2010.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation de marché, de la demande de subsides, des conditions d'octroi des subsides et du mode de financement.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 400.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires du budget 2010 pour la réfection de trottoirs;

Attendu que le Collège propose la réfection des trottoirs des artères suivantes :

- Cauter;
- Rue Pierre de Puyselaer;
- Avenue de Boetendael;
- Chaussée d'Alseberg entre la gare de Calevoet et la chaussée de Saint-Job;

Attendu que les travaux comprendront principalement :

- le démontage des trottoirs et des bordures existantes;
- les terrassements;
- la pose d'une nouvelle fondation;
- la reconstruction des trottoirs en pavés de béton;

Attendu que ces travaux font partie du plan triennal d'investissement 2010-2011-2012 approuvé par le Conseil communal du 22 avril 2010 définissant les dossiers pour lesquels les subsides de la Région de Bruxelles-Capitale sont demandés. Le taux des subsides demandés pour ce dossier est de 70 %;

Attendu que le marché est un marché à bordereau de prix, c'est-à-dire que les prix unitaires s'appliquent à des quantités présumées, les travaux pourront être réalisés jusqu'à épuisement du montant de l'adjudication;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 399.244,76 €, TVA comprise. Cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget 2010;

Attendu que conformément à l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides notre administration doit fournir une copie des autorisations régionales requises préalablement à l'exécution des travaux (permis d'urbanisme), ainsi qu'un programme d'entretien pour les 5 années qui suivent la réception définitive des travaux repris ci-dessus;

Attendu que ces travaux consisteront en une rénovation des trottoirs identique à l'existant. Conformément à l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juin 2003 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, Chapitre II, article 3, § 1, les actes et les travaux ne modifiant pas les caractéristiques essentielles du profil en travers, le renouvellement des fondations et du revêtement des chaussées, bermes, bordures et trottoirs, à l'exception des changements de revêtements constitués principalement de pierres naturelles, sont dispensés de permis d'urbanisme, ce qui est le cas pour ce dossier;

Attendu que le plan quinquennal d'entretien des trottoirs s'établit comme suit :

- 1ère année : 1.000,00 € TVAC;
- 2ème année : 1.250,00 € TVAC;
- 3ème année : 1.500,00 € TVAC;
- 4ème année : 2.000,00 € TVAC;
- 5ème année : 2.500,00 € TVAC;

Attendu que les dépenses seront imputées à l'article 421/124-06/82 du budget ordinaire relatif à l'entretien des trottoirs qui est inscrit chaque année;

Attendu que l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides mentionne également que le Conseil communal doit s'engager sur l'honneur de ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir au préalable l'autorité subsidiante et certifier que le projet n'a pas n'a pas bénéficié de subsides dans les vingt années qui précèdent;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- 1) d'approuver la dépense de 399.244,67 €, TVA comprise;
- 2) d'approuver des documents d'adjudication devant régir les travaux du présent lot;
- 3) d'approuver le mode de passation du marché, qui sera l'adjudication publique et fixer les renseignements concernant les capacités financières, économiques et techniques des entrepreneurs, à savoir :
  - une déclaration concernant le chiffre d'affaire global et en travaux de l'entreprise au cours des trois derniers exercices;
  - des titres d'études et professionnels de l'entrepreneur et/ou des cadres de l'entreprise et, en particulier, du ou des responsables de la conduite des travaux;
  - une liste des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée de certificats de bonne exécution. Ces certificats indiquent le montant, l'époque et le lieu de d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
  - une déclaration mentionnant la composition d'une équipe type qui sera chargée de l'exécution des travaux ainsi que la liste du matériel qui sera en service;
  - attestation ONSS;
  - le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrégation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3 ou plus.
- 4) de marquer son accord sur la conclusion d'un emprunt pour financer la dépense non couverte par subsides.
- 5) de solliciter des subsides auprès de la Région de Bruxelles-Capitale (70 %);
- 6) de confirmer qu'en vertu de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 12 juin 2003 - Chapitre II, article 3, § 1, il n'y a pas lieu d'obtenir un permis d'urbanisme pour les travaux envisagés, à savoir le renouvellement des trottoirs;
- 7) d'approuver le présent plan quinquennal d'entretien des trottoirs (exercice 2010) qui seront rénovés avec l'aide des subsides de la Région bruxelloise;
- 8) de prévoir les crédits nécessaires aux budgets ultérieurs relatifs à l'entretien des trottoirs;
- 9) de s'engager sur l'honneur de ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir au préalable l'autorité subsidiante;
- 10) de certifier que la Commune n'a pas bénéficié de subsides pour ce projet dans les vingt années qui précèdent la demande de subsides.

**Onderwerp 4A – 2 : Herstelling van voetpaden.- Dienstjaar 2010.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht, de vraag van subsidies, de toekenningsvoorwaarden van de subsidies en de financieringswijze.**

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2010 een bedrag van 400.000,00 € voorziet op artikel 421/731-60/82 voor het herstellen van voetpaden;

Aangezien dat het College het herstellen van de voetpaden van de volgende straten voorstelt :

- Caüter;
- Pierre de Puysseleerstraat;
- Boetendaellaan;
- Alsebergsesteenweg tussen het station van Calevoet en de Sint-Jobsesteenweg;

Aangezien dat de werken hoofdzakelijk zullen omvatten :

- het uitbreken van de voetpaden en van de bestaande boordstenen;
- de uitgravingen;
- het plaatsen van een fundering in mager beton;
- het plaatsen van een nieuwe voetpadbedekking in betonstraatstenen;

Aangezien dat deze werken deel maken uit de driejaarlijkse investeringsdotatie 2010-2011-2012 goedgekeurd door de gemeente Raad op datum van 22 april 2010 dat de dossiers beschrijft waarvoor subsidies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden gevraagd. De tarief van de gevraagde subsidies voor dit dossier is 70 %;

Aangezien dat de raming van de uitgave voor deze werken 399.244,76 €, BTW inbegrepen, bedraagt;

Aangezien dat deze uitgave geboekt zal worden op artikel 421/731-60/82 van de begroting 2010;

Aangezien dat overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers, voor de aanvraag om subsidie, moet onze administratie een afschrift van de gewestelijke vergunningen die voorafgaan aan de uitvoering van de werken (stedenbouwkundige vergunning), alsook een onderhoudsprogramma voor de volgende vijf jaren volgend op de definitieve oplevering, leveren;

Aangezien dat deze werken zullen bestaan uit een vernieuwing van de voetpaden gelijkvormig aan de bestaande. Overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 12 juni 2003 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, Hoofdstuk II, Artikel 3, § 1, de handelingen en de werken die geen wijzigingen inhouden van de essentiële kenmerken van het dwarsprofiel, de vernieuwing van de fundering en de wegbedekking, berm, kantstenen en voetpaden met uitzondering van de wijzigingen van de wegbedekkingen in natuursteen zijn vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning, wat het geval is voor dit dossier;

Gezien dat het vijfjarig onderhoudsplan als volgt werd opgesteld :

- 1ste jaar : 1.000,00 € BTW;
- 2de jaar : 1.250,00 € BTW;
- 3de jaar : 1.500,00 € BTW;
- 4de jaar : 2.000,00 € BTW;
- 5de jaar : 2.500,00 € BTW;

Aangezien dat de uitgaven zullen geboekt worden op het artikel 421/124-06/82 van de gewone begroting betreffende het onderhoud van voetpaden asfalt dat ieder jaar ingeschreven wordt;

Aangezien dat het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers, voor de aanvraag om subsidie, vermeld eveneens dat de gemeenteraad een verbintenis op erewoord dat goed gedurende twintig jaar, te rekenen vanaf de dag waarop de subsidie werd toegekend, niet wordt vervreemd of de bestemming ervan wordt gewijzigd, zonder dat de subsidiërende overheid hiervan vooraf op de hoogte werd gesteld en dat de Gemeente geen subsidies heeft ontvangen voor dit project binnen de twintig jaar die de aanvraag van subsidies voorafgaan.;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- 1) de uitgave van 399.244,76 €, BTW inbegrepen, goed te keuren;
- 2) de aanbestedingsdocumenten die deze werken beheersen goed te keuren;
- 3) de gunningswijze door openbare aanbesteding goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de financiële, economische en technische draagkrachten van de aannemer, te weten :
  - een verklaring betreffende de totale omzet en de omzet in werken van de onderneming over de laatste drie boekjaren;
  - studie- en beroepskwalificaties van de aannemer en/of van het ondernemingskader, in het bijzonder, van de verantwoordelijke(n) voor de leiding van de werken;
  - een lijst van de werken uitgevoerd tijdens de laatste vijf jaar, en gestaafd door getuigschriften van goede uitvoering. Deze werken bevatten het bedrag, het tijdstip en de plaats van uitvoering van de werken en geven duidelijk weer of deze uitgevoerd werden volgens de regels van de kunst en of ze op regelmatige wijze tot een goed einde werden gebracht;
  - een verklaring waarin de samenstelling van een typeploeg die zal belast worden met de uitvoering van de werken alsook een lijst van het materieel dat in dienst zal zijn, vermeld is;
  - een getuigschrift van de R.S.Z.;
  - de inschrijvers zullen aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken voldoen, categorie C, klasse 3 of meer;
- 4) zijn akkoord te verlenen om een lening aan te gaan om de uitgave, niet gedekt door subsidies, te financieren;
- 5) subsidies aan te vragen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 6) te bevestigen dat, in toepassing van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 12 juni 2003 - Hoofdstuk II, Artikel 3, § 1, er geen sprake is om een stedenbouwkundige vergunning te moeten bekomen voor de betreffende werken, te weten de vernieuwing van de voetpaden;
- 7) het huidig, vijfjarig onderhoudsplan, die zal hersteld worden met behulp van subsidies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 8) de nodige kredieten voor de onderhoud van de voetpaden te voorzien op de latere begrotingen;
- 9) een verbintenis op erewoord dat goed gedurende twintig jaar, te rekenen vanaf de dag waarop de subsidie werd toegekend, niet wordt vervreemd of de bestemming ervan wordt gewijzigd, zonder dat de subsidiërende overheid hiervan vooraf op de hoogte werd gesteld;
- 10) verzekeren dat de Gemeente geen subsidies heeft ontvangen voor dit project binnen de twintig jaar die de aanvraag van subsidies voorafgaan.

**Objet 4A – 3 : Amélioration de revêtements routiers en asphalte pour l'exercice 2010.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation du marché et du mode de financement.**

Le Conseil,

Attendu que le budget communal prévoit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires pour 2010, un crédit de 1.875.000 €;

Attendu que le Collège propose un premier lot et que celui-ci comprendra l'amélioration des revêtements routiers en asphalte des artères suivantes de notre réseau routier :

Phase 1 :

- Cauter;
- Rue Pierre de Puyselaer;
- Rue des Myosotis;

Phase 2 :

- Avenue des Eglantiers (chaussée de Waterloo - avenue Napoléon);
- Avenue Fond'Roy (avenue Jacques Pastur - Drève de Carloo);

Phase 3 :

- Rue Franz Merjay;
- Place Guy d'Arezzo;
- Avenue Montjoie (Eglise - chaussée de Waterloo);
- Rue Général Lotz (rue Vanderkindere - avenue Molière);
- Avenue Molière (rue Général Lotz - rue Gabrielle);

Phase 4 :

- Avenue du Jonc;
- Rue du Bambou;
- Avenue de l'Echevinage;
- Avenue du Manoir (avenue Kamerdelle - avenue des Statuaires);
- Rue Jean-Baptiste Labarre;
- Rue Joseph Bens (rue Gatti de Gamond - avenue des Sept Bonniers);
- Rue Rouge;

Phase 5 :

- avenue de la Gazelle (rue Engeland - Homborchveld);

Attendu que ces travaux comprendront principalement le rechargement des revêtements hydrocarbonés existants après raclage de la couche d'usure existante, le démontage des taques de voirie et avaloirs en mauvais état et le remplacement de ces accessoires défectueux par des nouveaux, l'adaptation des taques de voirie en bon état au niveau projeté du nouveau revêtement;

Vu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 1.063.736,87 €, (TVA et 10 % pour révision et imprévus compris). Cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget 2010;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

1) d'approuver de la dépense de 1.063.736,87 €, TVA et 10 % pour révision et imprévus compris;

2) d'approuver des documents de l'adjudication publique devant régir les travaux du présent lot avec la possibilité conformément à l'article 17, § 2, 2 b) de la loi du 24 décembre 1993 de renouveler le marché sur une période de 3 ans après la conclusion du marché initial;

3) d'approuver le mode de passation du marché, qui sera l'adjudication publique et fixer les renseignements concernant les capacités financières, économiques et techniques des entrepreneurs, à savoir :

a) une déclaration mentionnant le chiffre global et le chiffre d'affaires en travaux de voirie de l'entreprise au cours des trois derniers exercices (les bilans ne sont pas pris en compte);

b) des titres d'études et professionnels de l'entrepreneur ou/et des cadres de l'entreprise et, en particulier, du ou des responsables de la conduite des travaux;

c) la liste des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années (au moins 3 chantiers routiers de même nature), cette liste étant appuyée de certificats de bonne exécution pour les travaux les plus importants; les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ne sont pas acceptés. Ces certificats indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;

d) une déclaration mentionnant la composition d'une équipe type qui sera chargée d'exécuter ces travaux ainsi que la liste du matériel qui sera en service;

e) une attestation ONSS;

f) les soumissionnaires doivent satisfaire aux conditions de l'agrégation d'entrepreneur de travaux, Catégorie C, classe 4 ou plus;

4) de marquer son accord sur la conclusion d'un emprunt.

Onderwerp 4A – 3 : **Verbetering van wegbedekkingen in asfalt voor het dienstjaar 2010.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze en de financieringswijze.**

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2010 een bedrag van 1.875.000 € voorziet op artikel 421/731-60/82;

Aangezien dat het College een lot voorstelt die de verbetering van de wegbedekkingen in asfalt van de volgende straten van ons wegennet zal omvatten :

Fase 1 :

- Cauter;
- Pierre de Puysseleerstraat;
- Vergeet-mij-nietjesstraat;

Fase 2 :

- Wilderozelaarslaan (Waterloosesteenweg - Napoléonlaan);
- Vronerodelaan (Jacques Pasturlaan - Carloodreef);

Fase 3 :

- Franz Merjaystraat;
- Guido van Arezzoplein;
- Montjoielaan (Kerk - Waterloosesteenweg);
- Generaal Lotzstraat (Vanderkinderestraat - Molièrelaan);
- Molièrelaan (Generaal Lotzstraat - Gabriellestraat);

Fase 4 :

- Biezenlaan;
- Bamboestraat;
- Schepenijlaan;
- Riddershofstedenlaan (Kamerdellelaan - Beeldhouwerslaan);
- Jean-Baptiste Labarrestraat;
- Joseph Bensstraat (Gatti de Gamondstraat - Zeven Bunderslaan);
- Rodestraat;

Fase 5 :

- Gazellelaan (Engelandstraat - Homborchveld);

Aangezien dat deze werken voornamelijk de overlaging van de bestaande koolwaterstofhoudende bedekking na afschraping van de bestaande bovenlaag, het uitbreken van wegenisdeksels en slikkers in slechte staat en het vervangen van deze defecte benodigdheden door nieuwe, de aanpassing van de wegenisdeksels in goede staat aan het ontworpen peil van de nieuwe wegbedekking zullen omvatten;

Gezien dat de raming der uitgave voor deze werken 1.063.736,87 €, BTW en 10 % herziening en onvoorziene inbegrepen, beloopt en dat deze uitgave zal geboekt worden op artikel 421/731-60/82 van de begroting 2010;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

1) de uitgave van 1.063.736,87 € BTW en 10 % herziening en onvoorziene inbegrepen, goed te keuren;

2) de aanbestedingsdocumenten van de openbare aanbesteding die deze werken beheersen goed te keuren; met de mogelijkheid, overeenkomstig het artikel 17, § 2, 2 b) van de wet van 24 december 1993 tot verlenging met een periode van 3 jaar, na het afsluiten van de oorspronkelijke opdracht;



3) de gunningswijze door openbare aanbesteding goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de financiële, economische en technische draagkrachten van de aannemer, te weten :

a) een verklaring met vermelding van de totale omzet en de omzet in wegenwerken van de onderneming over de laatste drie boekjaren (de balansen worden niet in aanmerking genomen);

b) de studie -en beroepskwalificaties van de aannemer en/of van het ondernemingskader, in het bijzonder, van de verantwoordelijke(n) voor de leiding van de werken;

c) de lijst van de werken uitgevoerd tijdens de laatste vijf jaar, (ten minste drie gelijkaardige wegwerken) en gestaafd door getuigschriften van goede uitvoering voor de belangrijkste werken, de processen-verbalen van de voorlopige en definitieve oplevering worden niet aangenomen. Deze getuigschriften bevatten het bedrag, het tijdstip en de plaats van uitvoering van de werken en geven duidelijk weer of deze uitgevoerd werden volgens de regels van de kunst en of ze op regelmatige wijze tot een goed einde werden gebracht;

d) een verklaring waarin de samenstelling van een typeploeg die zal belast worden met de uitvoering van de werken alsook een lijst van het materieel dat in dienst zal zijn, vermeld is;

e) een getuigschrift van de R.S.Z.;

f) de inschrijvers moeten aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken voldoen, categorie C, klasse 4 of meer;

4) zijn akkoord te verlenen om een lening aan te gaan.

**- Mme Fremault entre en séance -**  
**- Mevr. Fremault komt de zitting binnen -**  
**- M. de Heusch sort -**  
**- M. de Heusch gaat buiten -**

**Objet 4A – 4 : Règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux.- Adoption du nouveau règlement.**

Le Conseil,

Considérant que le présent règlement remplace et abroge le règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique adopté par le conseil communal du 22 juin 2006;

Considérant que le présent règlement prévoit une augmentation du taux de taxation au mètre carré de 0,25 € passant à 0,75 € /m<sup>2</sup> et que ce taux a été calculé sur base des taux appliqués par les 19 communes bruxelloises et qu'il se situe à présent dans la moyenne bruxelloise;

Attendu qu'en séance du 23 mars 2010, le Collège des Bourgmestre et Echevins a adopté le nouveau règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique;

Attendu que le placement de conteneurs sur la voie publique est également inclus dans ce règlement et qu'il y a donc lieu d'abroger le règlement sur le placement de conteneurs sur la voie publique voté par le Conseil communal du 28 juin 2001;

Vu les articles 112, 114 et 117 de la nouvelle loi communale,

Décide :

a) d'adopter le nouveau règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux;

b) d'abroger le règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique voté par le Conseil communal du 22 juin 2006;

c) d'abroger le règlement sur le placement de conteneurs sur la voie publique voté par le Conseil communal du 28 juin 2001.

Onderwerp 4A – 4 : **Belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg ter gelegenheid van werken.- Aanneming van het nieuwe reglement.**

De Raad,

Overwegende dat onderhavig reglement het belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg aangenomen in de gemeenteraad van 22 juni 2006 vervangt en opheft;

Overwegende dat onderhavig reglement een verhoging van het belastingtarief per vierkante meter voorziet van € 0,25 naar € 0,75/m<sup>2</sup> en dat dit tarief berekend is op basis van de tarieven die toegepast worden door de 19 Brusselse gemeentes en dat het zich nu bevindt in het Brusselse gemiddelde;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 23 maart 2010 het nieuwe belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg heeft aangenomen;

Overwegende dat het plaatsen van containers op de openbare weg eveneens opgenomen is in dit reglement en dat het dus aangewezen is het reglement betreffende het plaatsen van containers op de openbare weg goedgekeurd door de gemeenteraad van 28 juni 2001 op te heffen;

Gelet op de artikels 112, 114 en 117 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

a) het nieuwe belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg ter gelegenheid van werken aan te nemen;

b) het belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg goedgekeurd door de gemeenteraad van 22 juni 2006 op te heffen;

c) het reglement betreffende het plaatsen van containers op de openbare weg goedgekeurd door de gemeenteraad van 28 juni 2001 op te heffen.

Objet 4A – 4 : **Modification du règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux.**

Le Conseil,

Vu que le règlement précédent vient à expiration le 31 décembre 2013;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 23 décembre 1986 et du 24 décembre 1996 relatives à l'établissement, au recouvrement et au contentieux des taxes communales;

Vu les lois des 15 et 23 mars 1999 et l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure de réclamation contre une imposition communale;

Vu la situation financière de la Commune;

Après avoir délibéré,

Arrête :

**REGLEMENT**

Article 1 :

Il est établi, à partir du 1er janvier 2011 et pour un terme expirant le 31 décembre 2017, une taxe relative à l'occupation temporaire de la voie publique par tout objet, quelle que soit la nature de ce dernier, à l'occasion de travaux de quelque nature qui soient.

Par "tout objet", on entend notamment: les échafaudages, les grues-tours, les camions-grue, les conteneurs, les roulottes, les toilettes de chantiers, les conteneurs bureau, les montes-charge, les élévateurs, les silos, les matériaux.

Par "travaux", on entend notamment, les travaux de construction ou reconstruction, de démolition, de transformation, de rénovation et d'entretien d'immeubles; les travaux de jardinage et les entreposages de matériaux.

Par "voie publique", on entend la voirie publique en ce compris notamment les accotements, les trottoirs, les sentiers, les places publiques.

Article 2 :

§ 1. Toute occupation de la voie publique par tout objet de quelque nature que ce soit nécessite une autorisation préalable du Bourgmestre.

§ 2. Cette autorisation doit être sollicitée par écrit auprès de l'administration communale (service Voirie - 25 rue Auguste Danse 1180 Bruxelles) au moins 7 jours ouvrables avant le début de l'occupation.

Dans cette demande, le redevable déclare le début et la fin prévue de l'occupation, la nature /l'objet de l'occupation ainsi que la superficie qui sera occupée.

§ 3. Toute prolongation doit également faire l'objet d'autorisation et doit être déclarée au moins 5 jours ouvrables avant l'expiration de l'autorisation. Elle contient les mentions prévues au § 2.

§ 4. En l'absence d'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique il sera présumé que l'occupation aura débuté le premier jour du mois au cours duquel elle aura été constatée par les agents communaux habilités à cette fin.

Article 3 :

Est redevable de la taxe :

1. Le demandeur, personne physique ou morale, de l'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique;

2. Le propriétaire des objets, quelle que soit la nature de ces derniers, présents sur la voie publique dans l'hypothèse où l'occupation temporaire de la voie publique n'a pas fait l'objet d'une demande d'autorisation telle que visée à l'article 2;

3. Le propriétaire, le possesseur, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier du bien immeuble au profit duquel l'occupation temporaire de la voie publique s'effectue et ce, dans l'hypothèse où l'occupation temporaire de la voie publique n'a pas fait l'objet d'une demande d'autorisation et que le propriétaire des objets présents sur la voie publique n'est pas connu de l'administration communale.

Article 4 :

§ 1. La taxe est exigible par jour calendrier d'occupation, toute journée commencée étant comptée pour une journée entière.

§ 2. La taxe est due à partir du premier jusqu'au dernier jour d'occupation de la voie publique. .

§ 3. La superficie prise en compte pour le calcul de la taxe sera délimitée par le plus petit rectangle incluant l'ensemble des objets quelle que soit la nature de ces derniers, occupant la voie publique.

§ 4. Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour un mètre carré.

Article 5 :

§ 1. Le taux de la taxe est fixé à 0,75 € par mètre carré de surface occupée par jour calendrier d'occupation avec un minimum de 20,00 €.

§ 2. Pour les conteneurs bureau, de chantier, les élévateurs ou monte charge et les échafaudages :

- Conteneurs bureau : 25 € par container et par jour calendrier.

- Conteneurs de chantier: 20 € par container et par jour calendrier.

- Élévateur ou monte-charge avec stockage de matériaux de 5m<sup>2</sup> maximum: forfait de 8 € par jour calendrier.

Les surfaces de stockage excédant 5 m<sup>2</sup> seront calculées conformément à l'article 5 §1.

- Échafaudages (dont la partie inférieure est située à moins de 2 mètres du sol) sans zone de stockage :

1/ longueur jusqu'à 6,00m : forfait: 8€ par jour calendrier.

2/ par mètre de longueur supplémentaire: forfait de 1,00€ par jour calendrier.

3/ Pour l'application de 1/ et 2/, toute fraction de mètre est comptée comme un mètre entier.

4/ la largeur maximale est déterminée dans l'autorisation en fonction de la largeur du trottoir.

Article 6 :

§ 1. La fin de l'occupation temporaire de la voie publique doit être notifiée par écrit à l'administration communale (Service de la Voirie- rue Auguste Danse 25) au minimum 5 jours ouvrables afin la fin de celle-ci.

§ 2. A défaut, il sera présumé que l'occupation aura pris fin le dernier jour du mois au cours duquel elle aura été constatée pour la dernière fois par les agents communaux habilités à cette fin.

Article 7 :

§ 1. L'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique est délivrée à titre précaire et révocable sous forme d'un titre personnel et incessible qui n'engage pas la responsabilité de la commune.

§ 2. La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice fautif ou non de l'activité visée par l'autorisation.

§ 3. L'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique peut être retirée à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige et ce, sans indemnité.

A défaut d'exécuter l'injonction de libérer la voie publique, il sera procédé à l'enlèvement d'office aux frais des personnes visées à l'article 3.

Article 8 :

Sont exonérés de la taxe, les occupations temporaires de la voie publique :

1. A l'occasion de constructions ou transformations d'immeubles réalisées par la Société de Logement de la Région Bruxelloise ou par une Société Immobilière de Service Public;

2. A l'occasion de constructions ou transformations d'immeubles par les administrations, établissements et services publics pour autant que lesdits immeubles soient affectés à un service public ou d'utilité publique;

3. A l'occasion travaux exécutés sur des immeubles ayant été endommagés suite à une catastrophe naturelle, un incendie ou une explosion de gaz.

Article 9 :

La taxe est payable au comptant. Une invitation à payer est envoyée au redevable mensuellement.

Lorsque le paiement de la taxe aura été éludé, le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Article 10 :

Les déclarations incorrectes, incomplètes ou imprécises de la part d'un redevable entraînent une majoration d'office de la taxe d'un montant égal à la taxe prévue initialement.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la date de l'envoi de la notification, pour faire valoir par écrit ses observations.

Le montant de cette majoration sera perçu par la voie d'un enrôlement.

Article 11 :

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 12 :

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 13 :

Les règles relatives au recouvrement, aux intérêts moratoires, aux poursuites, aux privilèges, à l'hypothèque légale et à la prescription en matière d'impôts d'état sur le revenu sont applicables à cette taxe.

Article 14 :

Le redevable qui s'estime indûment imposé, peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestres et Echevins d'Uccle.

La réclamation doit être faite par écrit, motivée et remise ou présentée par envoi postal dans les six mois de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou de celle de la lettre d'invitation à payer.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais l'introduction d'une réclamation ne le dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans les délais prescrits.

Article 15 :

Le présent règlement entre en vigueur après publication et abroge le même jour le règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique délibéré par le Conseil communal du 22 juin 2006.

Sans préjudice de ce qui précède, les chantiers qui ont débuté avant l'entrée en vigueur du présent règlement restent soumis au règlement voté par le conseil communal du 22 juin 2006 et ce, jusqu'à leur terme.

Onderwerp 4A – 4 : **Wijziging van het belastingreglement op de tijdelijke bezetting van de openbare weg ter gelegenheid van werken.**

De Raad,

Aangezien het vorige reglement op 31 december 2013 verstrijkt;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wetten van 23 december 1986 en van 24 december 1996 betreffende de instelling en de invordering van gemeentebelastingen;

Gelet op de wetten van 15 en 23 maart 1999 en het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure inzake bezwaarschriften tegen een gemeente-belasting;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Na beraadslaging,

Beslist :

**REGLEMENT**

Artikel 1 :

Vanaf 1 januari 2011 tot 31 december 2017 wordt er een belasting geheven op de tijdelijke bezetting van de openbare weg door om het even welk object, ter gelegenheid van werken van elke aard.

Onder "om het even welk object" wordt met name bedoeld : stellingen, torenkranen, vrachtwagenkranen, containers, kampeerwagens, werf toiletten, bureaucontainers, goederenliften, heftoestellen, silo's, materiaal.

Onder "werken" wordt met name bedoeld werken om gebouwen te bouwen, herbouwen, af te breken, te verbouwen, te renoveren en te onderhouden; tuinwerken en de opslag van materiaal.

Onder "openbare weg" wordt bedoeld de openbare weg met inbegrip van met name bermen, stoepen, paden, openbare ruimtes.

Artikel 2 :

§ 1. Elke bezetting van de openbare weg door om het even welk object vereist een voorafgaande toelating door de burgemeester.

§ 2. Deze toelating moet schriftelijk aangevraagd worden bij het gemeentebestuur (dienst Wegen - Auguste Dansestraat 25, 1180 Brussel) ten minste 7 werkdagen voor het begin van de bezetting.

In deze aanvraag verklaart de belastingplichtige het begin en het voorziene einde van de bezetting, de aard/het voorwerp van de bezetting en de bezette oppervlakte.

§ 3. Voor elke verlenging moet eveneens een toelating gevraagd worden, ten minste 5 werkdagen voor het verstrijken van de toelating. De aanvraag hiervoor bevat dezelfde elementen als in § 2.

§ 4. Indien er geen toelating voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg is afgeleverd, zal aangenomen worden dat de bezetting een aanvang heeft genomen op de eerste dag van de maand waarin de daartoe bevoegde gemeentelijke agenten de bezetting hebben vastgesteld.

Artikel 3 :

Moet de belasting betalen :

1. De aanvrager van de tijdelijke bezetting van de openbare weg, natuurlijk persoon of rechtspersoon;

2. De eigenaar van om het even welke objecten die op de openbare weg aanwezig zijn, in het geval er voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg geen toelating is aangevraagd zoals bepaald in Artikel 2;

3. De eigenaar, bezitter, erfpachteropstalhouder of vruchtgebruiker van het onroerend goed waarvoor de tijdelijke bezetting van de openbare weg plaatsheeft en dit in het geval er voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg geen toelating is aangevraagd en dat de eigenaar van de op de openbare weg aanwezige objecten ongekend is door het gemeentebestuur.

Artikel 4 :

§ 1. De belasting is invorderbaar per kalenderdag van de bezetting, waarbij elke aangevangen dag geteld wordt als een hele dag.

§ 2. De belasting is verschuldigd vanaf de eerste tot en met de laatste dag van de bezetting van de openbare weg.

§ 3. De in rekening gebrachte oppervlakte voor de belasting wordt begrensd door de kleinste rechthoek die het geheel omvat van om het even welke objecten die de openbare weg bezetten.

§ 4. Voor de berekening van de oppervlakte wordt elke breuk van een vierkante meter geteld als een vierkante meter.

Artikel 5 :

§ 1. De belasting is vastgesteld op € 0,75 per vierkante meter oppervlakte en per kalenderdag van de bezetting, met een minimum van € 20,00.

§ 2. Voor bureaucontainers, werfcontainers, heftoestellen of goederenliften en stellingen :

–Bureaucontainers: € 25 per container en per kalenderdag.

–Wurfcontainers: € 20 per container en per kalenderdag.

–Heftoestellen of goederenliften met materiaalopslag van ten hoogste 5 m<sup>2</sup>: forfait van € 8 per kalenderdag.

Oppervlakten voor opslag die de 5 m<sup>2</sup> overschrijden worden overeenkomstig artikel 5 § 1 berekend.

–Stellingen (waarvan het onderste deel op minder dan 2 meter van de grond is) zonder opslagzone :

1. Tot 6,00 m lang: forfait van € 8 per kalenderdag.

2. Per bijkomende meter lengte: forfait van € 1,00 per kalenderdag.

3. Voor de toepassing van punten 1 en 2 wordt elke breuk van een meter geteld als een hele meter.

4. De maximale breedte wordt in de toelating bepaald in functie van de breedte van het trottoir.

Artikel 6 :

§ 1. Het einde van de tijdelijke bezetting van de openbare weg moet schriftelijk aan het gemeentebestuur gemeld worden (dienst Wegen, Auguste Dansestraat 25), en dit ten minste 5 werkdagen voor het einde ervan.

§ 2. Bij gebrek daaraan wordt de bezetting verondersteld beëindigd te zijn op de laatste dag van de maand waarin de bezetting het laatst vastgesteld is door de hiertoe bevoegde gemeentelijke agenten.

Artikel 7 :

§ 1. De toelating voor een tijdelijke bezetting van de openbare weg wordt bij wijze van gunst afgeleverd en is intrekbaar. De toelating is op persoonlijke titel, is onoverdraagbaar en houdt voor de gemeente geen aansprakelijkheid in.

§ 2. De gemeente is niet aansprakelijk voor schade die veroorzaakt wordt door het al dan niet foutief uitoefenen van de door de toelating beoogde activiteit.

§ 3. De toelating van tijdelijke bezetting van de openbare weg kan op elk moment ingetrokken worden indien het algemeen belang dat vereist, en dit zonder schadevergoeding.

Indien geen gevolg wordt gegeven aan het bevel om de openbare weg vrij te maken, zal dat ambtshalve en op kosten van de in artikel 3 bedoelde personen gebeuren.

Artikel 8 :

Tijdelijke bezettingen van de openbare weg zijn in de volgende gevallen vrijgesteld van de belasting:

1. Ter gelegenheid van de bouw of verbouwing van gebouwen door de Huisvestingsmaatschappij van het Brussels Gewest of door een Plaatselijke Openbare Vastgoedmaatschappij;

2. Ter gelegenheid van bouw- of verbouwwerken aan gebouwen door besturen, instellingen en openbare diensten voor zover deze gebouwen bestemd zijn voor een openbare dienst of een openbaar nut;

3. Ter gelegenheid van werken aan gebouwen die beschadigd zijn ten gevolge van een natuurramp, een brand of een gasexplosie.

Artikel 9 :

De belasting dient contact betaald te worden. Maandelijks wordt een uitnodiging om te betalen gestuurd naar de belastingplichtige.

Indien de betaling van de belasting ontdoken is, zal de betaling van de belasting gebeuren door middel van een kohier.

Artikel 10 :

Onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangiftes vanwege een belastingplichtige brengen een ambtshalve vermeerdering van de belasting met zich mee gelijk aan het aanvankelijk voorziene bedrag van de belasting.

Alvorens tot een ambtshalve taksering over te gaan betekent het College van Burgemeester en Schepenen per aangetekend schrijven de motieven om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop deze taksering gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen en het bedrag van de belasting zijn bepaald.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen, te tellen vanaf de dag waarop de betekening is verstuurd, om zijn opmerkingen schriftelijk te kennen te geven.

Het bedrag van deze vermeerdering zal door middel van inkohiering geïnd worden.

Artikel 11 :

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 12 :

De belasting moet binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet worden betaald.

Artikel 13 :

De regels rond invorderingen, moratoire interesten, vervolgingen, voorrechten, wettelijke hypotheek en verjaringen inzake Rijksbelastingen op de inkomsten, zijn van toepassing op deze belasting.

Artikel 14 :

De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen van Ukkel.

Het bezwaar moet schriftelijk gebeuren, met redenen omkleed zijn en overhandigd of per post verzonden worden binnen de drie maanden na de afgifte van het aanslagbiljet of de brief met de uitnodiging om te betalen.

De indiener van het bezwaar moet de betaling van de belasting niet bewijzen maar de indiening van een bezwaar ontslaat hem niet van de verplichting de belasting binnen de vastgestelde termijnen te betalen.

Artikel 15 :

Onderhavig reglement wordt van kracht na bekendmaking en heft op dezelfde dag het belastingreglement op betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg dat beraadslaagd is in de gemeenteraad van 22 juni 2006.

Zonder afbreuk te doen aan het voorgaande blijven werken die begonnen zijn voor het van kracht worden van onderhavig reglement onderworpen aan het reglement dat bekrachtigd is door de gemeenteraad op 22 juni 2006, en dit tot het einde van de werken.

**Objet 4A – 5 : Ecole maternelle de Saint-Job.- Remplacement de la chaudière.- Approbation du projet, de l'estimation, du mode de passation du marché et du financement de la dépense.**

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder au remplacement de la chaudière de l'école maternelle de Saint-Job;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les travaux précités;

Considérant que le bureau d'études Teenconsulting sprl à 7140 Morlanwelz-Mariemont, a conjointement avec le Service Maintenance des Bâtiments communaux, rédigé le cahier spécial des charges;

Considérant que le bureau d'études Teenconsulting sprl a estimé la dépense maximale à 82.644,63 € (hors tva), soit 100.000,00 € (tva 21 % comprise);

Considérant que cette dépense émerge à l'article 721/724-60/85 du budget extraordinaire 2010 où figure une allocation de 100.000,00 €;

Vu les articles 13 à 15 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale,

Approuve :

- 1) le projet de remplacement de la chaudière de l'école maternelle de Saint-Job;
- 2) le cahier spécial des charges y relatif;
- 3) l'estimation de la dépense envisagée à savoir 82.644,63 € (hors tva), soit 100.000,00 € (tva 21 % comprise) à imputer à l'article 721/724-60/85 du budget extraordinaire 2010;
- 4) le mode de passation du marché, soit une adjudication publique, à la suite de l'avis à publier au Bulletin des Adjudications conformément à l'article 12 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;
- 5) le financement de la dépense par emprunt.

**Onderwerp 4A – 5 : Kleuterschool van Sint-Job.- Vervanging van de verwarmingsketel.- Goedkeuring van het ontwerp, de raming, de gunningswijze van de opdracht en de financiering van de uitgave.**

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de vervanging van de verwarmingsketel van de kleuterschool Sint-Job;

Overwegende dat het aangewezen is een openbare aanbesteding uit te schrijven voor bovenvermelde werken;



Overwegende dat het studiebureau Teenconsulting sprl te 7140 Morlanwelz-Mariemont, in samenwerking met de dienst Onderhoud van de Gemeentegebouwen, het bijzonder lastenboek heeft opgesteld;

Overwegende dat het studiebureau Teenconsulting sprl de maximale uitgave schat op € 82.644,63 (exclusief btw), of € 100.000,00 (21 % btw inbegrepen);

Overwegende dat deze uitgave geboekt wordt op artikel 721/724-60/85 van de buitengewone begroting 2010 waar een suballocatie van € 100.000,00 is voorzien;

Gelet op de artikels 13 tot 15 van de wet van 24 december 1993 betreffende openbare aanbestedingen voor bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet,

Keurt de volgende punten goed :

1) het ontwerp om de verwarmingsketel van de kleuterschool Sint-Job te vervangen;

2) het betreffende bijzonder lastenboek;

3) de schatting van de uitgave, die € 82.644,63 bedraagt (btw exclusief), of € 100.000,00 (21 % btw inbegrepen) in te boeken onder artikel 712/724-60/85 van de buitengewone begroting 2010;

4) de sluitingswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding, ten gevolge het besluit om te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen, overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende openbare aanbestedingen van werken, leveringen en diensten en concessies van openbare werken;

5) de financiering van de uitgave door te lenen.

**Objet 4A – 6 : Ecole des Eglantiers.- Remplacement de la chaudière.- Approbation des conditions du marché et de la modification du libellé de l'article budgétaire.**

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la rénovation de la chaudière de l'école des Eglantiers;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les travaux précités;

Considérant que le bureau d'études Teenconsulting sprl à 7140 Morlanwelz-Mariemont, a conjointement avec le Service Maintenance des Bâtiments communaux, rédigé le cahier spécial des charges;

Considérant que le bureau d'études Teenconsulting sprl a estimé la dépense maximale à 115.702,48 € (majoration 10 % comprise et hors tva), soit 140.000,00 € (tva 21 % comprise);

Considérant que cette dépense émerge à l'article 722/724-60/85 du budget extraordinaire 2010 où figure une sous-allocation de 100.000,00 €;

Considérant que le supplément de crédit nécessaire, soit 40.000,00 € est disponible à la sous-allocation de 200.000,00 € prévue au même article pour "Ecoles : divers travaux de maintenance";

Vu les articles 13 à 15 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale,

Approuve :

1) le projet de remplacement de la chaudière de l'école des Eglantiers;

2) le cahier spécial des charges y relatif;

3) l'estimation de la dépense envisagée à savoir 115.702,48 € (majoration 10 % comprise et hors tva), soit 140.000,00 € (tva 21 % comprise) à imputer à l'article 722/724-60/85 du budget extraordinaire 2010 ;

4) le transfert d'un montant de 40.000,00 € de la sous allocation "Ecoles : divers travaux de maintenance" vers la sous-allocation "Ecole des Eglantiers : remplacement de la chaudière";

5) le mode de passation du marché, soit une adjudication publique, à la suite de l'avis à publier au Bulletin des Adjudications conformément à l'article 12 de l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

6) le financement de la dépense par emprunt et subsides de 30.000,00 €.

**Onderwerp 4A – 6 : School Eglantiers.- Vervanging van de verwarmingsketel.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en wijziging van de omschrijving van het begrotingsartikel.**

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de renovatie van de verwarmingsketel van de school Eglantiers;

Overwegende dat het aangewezen is een openbare aanbesteding uit te schrijven voor de bovenvermelde werken;

Overwegende dat het studiebureau Teenconsulting sprl te 7140 Morlanwelz-Mariemont, in samenwerking met de dienst Onderhoud van de Gemeentebouwen, het bijzonder lastenboek heeft opgesteld;

Overwegende dat het studiebureau Teenconsulting sprl de maximale uitgave schat op € 115.702,48 (verhoging van 10 % inbegrepen, exclusief btw), of € 140.000,00 (21 % btw inbegrepen);

Overwegende dat deze uitgave geboekt wordt op artikel 722/724-60/85 van de buitengewone begroting 2010 waar een suballocatie van € 100.000,00 is voorzien;

Overwegende dat het bijkomende nodige krediet, namelijk € 40.000,00, beschikbaar is onder de suballocatie van € 200.000,00 voorzien onder hetzelfde artikel voor "Scholen: diverse onderhoudswerken";

Gelet op de artikels 13 tot 15 van de wet van 24 december 1993 betreffende openbare aanbestedingen voor bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet,

Keurt de volgende punten goed :

1) het ontwerp om de verwarmingsketel van de École des Églantiers te vervangen;

2) het betreffende bijzonder lastenboek;

3) de schatting van de uitgave, die € 115.702,48 bedraagt (10 % verhoging inbegrepen, btw exclusief), of € 140.000,00 (21 % btw inbegrepen) in te boeken onder artikel 722/724-60/85 van de buitengewone begroting 2010;

4) de overdracht van een bedrag van € 40.000,00 van de suballocatie "Scholen: diverse onderhoudswerken" naar de suballocatie "School Eglantiers : vervanging verwarmingsketel";

5) de sluitingswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding, ten gevolge het besluit om te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen, overeenkomstig artikel 12 van het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende openbare aanbestedingen van werken, leveringen en diensten en concessies van openbare werken;

6) de financiering van de uitgave door te lenen en door subsidies van € 30.000,00.

**Objet 4A – 7 : Centre sportif André Deridder.- Rénovation de l'installation électrique.- Approbation des conditions du marché et de la modification du libellé de l'article budgétaire.**

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la rénovation de l'installation électrique du Centre sportif André Deridder;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les travaux précités;

Considérant que le bureau d'études Dapesco à 1348 Louvain-la-Neuve a, conjointement avec le Service Maintenance des Bâtiments communaux, rédigé le cahier spécial des charges;

Considérant que le bureau d'études Dapesco a estimé la dépense maximale à 74.380,17 € (hors tva), soit 90.000,00 € (tva 21 % comprise);

Considérant que cette dépense émerge à l'article 764/724-60/85 du budget extraordinaire 2010 où figure une sous-allocation de 70.000,00 €;

Considérant que le supplément de crédit nécessaire, soit 20.000,00 € est disponible à la sous-allocation de 50.000,00 € prévue au même article pour "Autres bâtiments sportifs : travaux de maintenance";

Vu les articles 13 à 15 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale,

Approuve :

1) le projet de rénovation de l'installation électrique de la salle des sports du centre André Deridder;

2) le cahier spécial des charges y relatif;

3) l'estimation de la dépense envisagée à savoir 74.380,17 € (hors tva), soit 90.000,00 € (tva 21 % comprise) à imputer à l'article 764/724-60/85 du budget extraordinaire 2010;

4) le transfert d'un montant de 20.000,00 € de la sous allocation "Autres bâtiments sportifs : travaux de maintenance" vers la sous-allocation "Salle des sports du centre Deridder : rénovation de l'installation électrique";

5) le mode de passation du marché, soit une adjudication publique, à la suite de l'avis à publier au Bulletin des Adjudications conformément à l'article 12 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

6) le financement de la dépense par emprunt.

**Onderwerp 4A – 7 : Sportcentrum André Deridder.- Renovatie van de elektrische installatie.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en wijziging van de omschrijving van het begrotingsartikel.**

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de renovatie van de elektrische installatie van de het sportcentrum Deridder;

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een openbare aanbesteding voor de bovenvermelde werken;

Overwegende dat het studiebureau Dapesco te 1348 Louvain-la-Neuve, in samenwerking met de dienst Onderhoud van de Gemeentebouwen, het bijzonder lastenboek heeft opgesteld;

Overwegende dat het studiebureau Dapesco te 1348 Louvain-la-Neuve de uitgave schat op maximaal € 74.380,17 (excl. btw), of € 90.000,00 (incl. 21 % btw);

Overwegende dat deze uitgave opgenomen is in artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2010 waar een suballocatie van € 70.000,00 is voorzien;

Overwegende dat het bijkomende nodige krediet, namelijk € 20.000,00, beschikbaar is onder de suballocatie van € 50.000,00 voorzien onder hetzelfde artikel voor "Andere sportgebouwen: onderhoudswerken";

Gelet op de artikels 13 tot 15 van de wet van 24 december 1993 betreffende openbare aanbestedingen voor bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet,

Keurt de volgende punten goed :

- 1) het ontwerp voor de vernieuwing van de elektrische installaties van het sportcentrum Deridder;
- 2) het betreffende bijzonder lastenboek;
- 3) de schatting van de uitgave, die € 74.380,17 bedraagt (btw exclusief), of € 90.000,00 (21 % btw inbegrepen) in te boeken onder artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2010;
- 4) de overdracht van een bedrag van € 20.000,00 van de suballocatie "Andere sportgebouwen: onderhoudswerken" naar de suballocatie 'Sportzaal centrum Deridder : vernieuwing elektrische installatie';
- 5) de gunningswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding, ten gevolge het besluit om te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen, overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende openbare aanbestedingen van werken, leveringen en diensten en concessies van openbare werken;
- 6) de financiering van de uitgave door te lenen.

**Objet 4A – 8 : Ecole du Homborch primaire + préguardiennat + conciergerie.-  
Rénovation des installations électriques.- Approbation des conditions du marché et  
de la modification du libellé de l'article budgétaire.**

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la rénovation des installations électriques de l'école du Homborch primaire, de son préguardiennat et de sa conciergerie;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les travaux précités;

Considérant que le bureau d'études Dapesco à 1348 Louvain-la-Neuve a, conjointement avec le Service Maintenance des Bâtiments communaux, rédigé le cahier spécial des charges;

Considérant que le bureau d'études Dapesco a estimé la dépense maximale à 206.611,58 € (hors tva), soit 250.000,00 € (tva 21 % comprise);

Considérant que cette dépense émerge à l'article 722/724-60/85 du budget extraordinaire 2010 où figure une sous-allocation de 220.000,00 €;

Considérant que le supplément de crédit nécessaire, soit 30.000,00 € est disponible à la sous-allocation de 100.000,00 € prévue au même article pour "Ecole de Verrewinkel : remplacement des canalisations d'eau sous la cour de récréation";

Vu les articles 13 à 15 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale,

Approuve :

1) le projet de rénovation des installations électriques de l'école du Homborch primaire, de son préguardiennat et de sa conciergerie;

2) le cahier spécial des charges y relatif;

3) l'estimation de la dépense envisagée à savoir 206.611,58 € (hors tva), soit 250.000,00 € (tva 21 % comprise) à imputer à l'article 722/724-60/85 du budget extraordinaire 2010;

4) le transfert d'un montant de 30.000,00 € de la sous-allocation "Ecole de Verrewinkel : remplacement des canalisations d'eau sous la cour de récréation" vers la sous-allocation "Ecole du Homborch primaire + préguardiennat + conciergerie : rénovation des installations électriques";

5) le mode de passation du marché, soit une adjudication publique, à la suite de l'avis à publier au Bulletin des Adjudications conformément à l'article 12 de l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

6) le financement de la dépense par emprunt.

Onderwerp 4A – 8 : **Homborchschool.- Basisschool + kinderdagverblijf + conciërgewoning.- Renovatie van de elektrische installaties.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en wijziging van de omschrijving van het begrotingsartikel.**

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de vernieuwing van de elektrische installaties van de Homborch basisschool, alsook van het kinderdagverblijf en de conciërgewoning ervan;

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een openbare aanbesteding voor de bovenvermelde werken;

Overwegende dat het studiebureau Dapesco te 1348 Louvain-la-Neuve, in samenwerking met de dienst Onderhoud van de Gemeentebouwen, het bijzonder lastenboek heeft opgesteld;

Overwegende dat het studiebureau Dapesco te 1348 Louvain-la-Neuve de uitgave schat op maximaal € 206.611,58 (excl. btw), of € 250.000,00 (incl. 21 % btw);

Overwegende dat deze uitgave opgenomen is in artikel 722/724-60/85 van de buitengewone begroting 2010 waar een suballocatie van € 220.000,00 is voorzien;

Overwegende dat het bijkomende nodige krediet, namelijk € 30.000,00, beschikbaar is onder de suballocatie van € 100.000,00 voorzien onder hetzelfde artikel voor "Verrewinkelschool : vervanging waterleidingen onder de speelplaats";

Gelet op de artikels 13 tot 15 van de wet van 24 december 1993 betreffende openbare aanbestedingen voor bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet,

Keurt de volgende punten goed :

1) het ontwerp voor de vernieuwing van de elektrische installaties van de Homborch basisschool, van het kinderdagverblijf en van de conciërgewoning;

2) het betreffende bijzonder lastenboek;

3) de schatting van de uitgave, die € 206.611,58 bedraagt (btw exclusief), of € 250.000,00 (21 % btw inbegrepen) te boeken onder artikel 722/724-60/85 van de buitengewone begroting 2010;

4) de overdracht van een bedrag van € 30.000,00 van de suballocatie "Verrewinkelschool : vervanging waterleidingen onder de speelplaats" naar de suballocatie "Homborch basisschool + kinderdagverblijf + conciërgewoning : vernieuwing elektrische installaties";

5) de gunningswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding, ten gevolge het besluit om te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen, overeenkomstig artikel 12 van het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende openbare aanbestedingen van werken, leveringen en diensten en concessies van openbare werken;

6) de financiering van de uitgave door een lening.

Objet 4A – 9 : **Eglise de Saint-Job.- Réparations diverses.- Corniches.- Vérification des zingueries et peinture des boiseries.- Approbation de la modification budgétaire.**

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder aux vérifications des zingueries et à la peinture des boiseries des corniches de l'église de Saint-Job;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les travaux précités;

Considérant que le Service Maintenance des Bâtiments Communaux a rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense de 60.105,18 € (htva) et portée à 80.000,00 € (majoration 10 % et tva comprises);

Considérant que cette dépense émerge au service extraordinaire du budget 2010 à l'article 790/724-60/85, libellé "Eglise de Saint-Job : Réparations diverses" où un crédit de 20.000,00 € est inscrit;

Considérant que le disponible est insuffisant pour couvrir cette dépense, il y a lieu de prévoir une modification budgétaire de 60.000,00 €, montant qui sera puisé au budget extraordinaire à l'article de dépense 137/724-60/85 intitulé "Divers bâtiments: Interventions et achats divers pour les installations techniques";

Considérant que cette modification budgétaire entraînera une réduction de crédit de 60.000,00 € de l'article de recette 137/961-51/35 alors que l'article de recette 790/961-51/35 sera augmenté du même montant;

Vu l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et plus particulièrement l'article 17, § 2, 1° a),

Approuve :

- la modification budgétaire de 60.000,00 €, montant qui sera puisé à l'article 137/724-60/85 intitulé "Divers bâtiments : Interventions et achats divers pour les installations techniques" pour être alloué à l'article 790/724-60/85 "Eglise de Saint-Job : Réparations diverses". Parallèlement l'article de recette 137/961-51/35 sera diminué du montant de 60.000,00 € alors que l'article de recette 790/961-51/35 sera augmenté du même montant;

- la transmission de la décision aux services de la tutelle de la Région de Bruxelles-Capitale pour approbation.

Onderwerp 4A – 9 : **Kerk van Sint-Job.- Verschillende herstellingen.- Kroonlijsten.- Nazicht van het zinkwerk en schilderen van het houtwerk.- Goedkeuring van de begrotingswijziging.**

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is om over te gaan tot het nazicht van het zinkwerk en het schilderen van het houtwerk van de kroonlijsten van de kerk van Sint-Job;

Overwegende dat er een overheidsopdracht uitgeschreven moet worden met de voormelde werken als onderwerp;

Overwegende dat de dienst Onderhoud Gemeentebouwen het bijzonder lastenboek heeft opgemaakt waarin een maximale uitgave is voorzien van € 60.105,18 (excl. BTW) en verhoogd naar € 80.000,00 (verhoging 10 % en BTW inbegrepen);

Overwegende dat deze uitgave onder artikel 790/724-60/85 met de omschrijving "Kerk van Sint-Job : verschillende herstellingen" van de buitengewone begroting 2010 valt waar een bedrag is voorzien van € 20.000,00;

Overwegende dat het beschikbare bedrag ontoereikend is om deze uitgave te dekken en er een begrotingswijziging van € 60.000,00 voorzien moet worden en dit bedrag gehaald moet worden uit uitgavenartikel 137/724-60/85 van de buitengewone begroting met de omschrijving "Verschillende werken en aankopen voor technische installaties";

Aangezien deze begrotingswijziging voor een krediettekort van € 60.000,00 zorgt onder ontvangstenartikel 137/961-51/35 terwijl ontvangstenartikel 790/961-51/35 met hetzelfde bedrag verhoogd zal worden;

Gelet op artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in het bijzonder artikel 17, § 2, 1° a),

Verleent zijn goedkeuring aan :

- de begrotingswijzing van € 60.000,00; dit bedrag zal gehaald worden uit artikel 137/724-60/85 met de omschrijving "Verschillende werken en aankopen voor technische installaties" om toegekend te worden aan artikel 790/724-60/85 "Kerk van Sint-Job : verschillende herstellingen". Gelijktijdig zal ontvangstenartikel 137/961-51/35 verminderd worden met € 60.000,00 en ontvangstenartikel 790/961-51/35 zal met hetzelfde bedrag verhoogd worden;

- de overmaking van de beslissing aan de toezichthoudende diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter goedkeuring.

**Objet 4A – 10 : Ecole du Centre.- Renouveaulement du réseau d'égouttage.- Travaux urgents et impérieux.- Application des articles 234, alinéa 1 et 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale.- Approbation du mode de passation du marché, de l'imputation et du financement de la dépense et de la liste des firmes à consulter.- Prise d'acte des conditions du marché et approbation de la dépense.**

Le Conseil,

Considérant que les égouts de l'école du Centre sont très vieux;

Considérant que les égouts précités sont en partie constitués de tuyaux de grès et en partie de briques;

Considérant que l'effondrement des briques à certains endroits et le bris (par des racines d'arbres, ...) des tuyaux de grès à d'autres sont les causes de l'obstruction du réseau d'égouttage provoquant des inondations par les chambres de visite dans les couloirs, la cour de récréation, les caves de l'école et dans le jardin de la conciergerie;

Considérant que cette situation présentait de nombreux risques pour l'hygiène de l'école et la sécurité des enfants et du personnel;

Considérant qu'il a été fait appel à la firme Maxi-Cleaning sprl/bvba à 1930 Zaventem afin de déboucher les égouts complètement obstrués;

Considérant que la firme précitée a effectué une inspection caméra dans les canalisations en briques qui a pu mettre en évidence de nombreux endroits où les tuyaux étaient cassés (par des racines d'arbres, ...) et les briques écroulées, provoquant des bouchons et empêchant ainsi le déversement normal des matières fécales vers les égouts dans la rue;

Considérant qu'il y a lieu de savoir que, vu ce qui précède, un marché public de service d'assistance technique a été passé en vue de désigner un bureau d'études chargé d'établir dans les meilleurs délais le cahier spécial des charges relatif au renouvellement complet du réseau d'égouts de l'école du Centre;

Considérant que le bureau d'études désigné signale dans son rapport qu'en raison de la saturation en eau usée du sol de la cave, les assises de huit colonnes en fonte se sont affaissées et qu'il est nécessaire de stabiliser cet ensemble au plus tôt;

Considérant qu'il appert à la lecture du rapport du bureau d'études désigné qu'il est impératif de procéder au renouvellement du réseau d'égouttage à l'école du Centre dans les meilleurs délais;

Vu l'article 17, § 2, 1<sup>o</sup> c) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu les articles 234, alinéa 1 et 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale;

Vu la délibération du Collège échevinal du 18 mai 2010,

Prend acte des conditions du marché et approuve la dépense.

Onderwerp 4A – 10 : **Centrumschool.- Vernieuwing van de riolering.- Dringende en noodzakelijke werken.- Toepassing van de artikels 234, alinea 1 en 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.- Goedkeuring van de gunningswijze van de opdracht, van de boeking en de financiering van de uitgave en van de lijst te raadplegen firma's.- Akteneming van de voorwaarden van de opdracht en goedkeuring van de uitgave.**

De Raad,

Overwegende dat de riolen van de Centrumschool heel oud zijn;

Overwegende dat de bovenvermelde riolen deels bestaan uit leidingen van grès en deels uit bakstenen;

Overwegende dat de instorting van de bakstenen op sommige plaatsen en de schade (door boomwortels, ...) aan de leidingen van grès op andere plaatsen er de oorzaak van zijn dat het rioolnetwerk verstopt is geraakt, wat via de inspectieputten leidt tot overstromingen van de gangen, de speelplaats, de kelders van de school en de tuin van de conciërgewoning;

Overwegende dat deze situatie vele risico's met zich meebrengt voor de hygiëne van de school en de veiligheid van de kinderen en het personeel;

Overwegende dat de firma Maxi-Cleaning sprl/bvba uit 1930 Zaventem opgeroepen is om de volledig verstopte riolen te ontstoppen;

Overwegende dat deze firma een video-inspectie heeft uitgevoerd in de bakstenen leidingen waaruit is gebleken dat de leidingen op vele plaatsen gebroken waren (door boomwortels, ...) en dat bakstenen ingestort waren, wat tot verstoppingen heeft geleid zodat het afvalwater niet op normale manier naar de riolen van de straat kan lopen;

Overwegende dat het aangewezen is te weten dat, gelet op het voorafgaande, er een openbare aanbesteding voor een opdracht van technische assistentie is uitgeschreven om een studiebureau aan te duiden dat zo vlug mogelijk een bijzonder lastenboek kan opstellen om het rioolnetwerk van de Centrumschool volledig te vernieuwen;

Overwegende dat het aangeduide studiebureau in zijn verslag te kennen heeft gegeven dat, omwille van de verzadiging van de vloer onder de kelder door het afvalwater, de bodemplaten van acht gietijzeren pilaren verzakt zijn en dat het nodig is dit geheel zo snel mogelijk te stabiliseren;

Overwegende dat uit lezing van het verslag van het studiebureau blijkt dat het dringend is zo snel mogelijk over te gaan tot het vernieuwen van het rioolnetwerk van de Centrumschool;

Gelet op artikel 17, § 2, 1° c) van de wet van 24 december 1993 betreffende openbare aanbestedingen en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op de artikels 234, alinea 1 en 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van het schepencollege van 18 mei 2010,

Neemt akte van de voorwaarden van de opdracht en keurt de uitgave goed.

Objet 4A – 11 : **Salle des sports du Zwartebeek.- Rénovation de l'installation électrique.- Approbation des conditions du marché et de la modification budgétaire.**

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la rénovation de l'installation électrique de la salle des sports du Zwartebeek;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les travaux précités;

Considérant que le bureau d'études Dapesco à 1348 Louvain-la-Neuve a, conjointement avec le Service Maintenance des Bâtiments communaux, rédigé le cahier spécial des charges;



Considérant que le bureau d'études Dapesco à 1348 Louvain-la-Neuve a estimé la dépense maximale à 107.438,02 € (hors tva), soit 130.000,00 € (tva 21 % comprise);

Considérant que, dans le cadre du plan pluriannuel des sports 2010, une demande de subsides de 60 % du montant de la dépense envisagée, soit 78.000,00 €, peut être introduite auprès de la Commission Communautaire Française (COCOF);

Considérant que cette dépense émerge à l'article 764/724-60/85 du budget extraordinaire 2010 où figure une sous-allocation de 50.000,00 €;

Considérant que le disponible à l'article précité est insuffisant en vue de couvrir la totalité de la dépense envisagée, il y a lieu de prévoir une modification budgétaire par transfert de 80.000,00 € de l'article 137/724-60/85 (sous-allocation "Interventions et achats divers pour installations techniques) vers l'article 764/724-60/85 (sous-allocation "Salle des sports du Zwartebeek : rénovation de l'installation électrique") pour la dépense et de 80.000,00 € de l'article 137/961-51/35 vers les articles 764/961-51/35 (2.000,00 €) pour la recette d'emprunt et 764/663-51/85 (78.000,00 €) pour la recette de subside;

Vu les articles 13 à 15 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale,

Approuve :

1) le projet de rénovation de l'installation électrique de la salle des sports du Zwartebeek;

2) le cahier spécial des charges y relatif;

3) l'estimation de la dépense envisagée à savoir 107.438,02 € (hors tva), soit 130.000,00 € (tva 21 % comprise) à imputer à l'article 764/724-60/85 du budget extraordinaire 2010 en prévoyant une modification budgétaire;

4) la modification budgétaire par transfert de 80.000,00 € de l'article 137/724-60/85 (sous-allocation "Interventions et achats divers pour installations techniques") vers l'article 764/724-60/85 (sous-allocation "Salle des sports du Zwartebeek : rénovation de l'installation électrique") pour la dépense et de 80.000,00 € de l'article 137/961-51/35 vers les articles 764/961-51/35 (2.000,00 €) pour la recette d'emprunt et 764/663-51/85 (78.000,00 €) pour la recette de subside;

5) le mode de passation du marché, soit une adjudication publique, à la suite de l'avis à publier au Bulletin des Adjudications conformément à l'article 12 de l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

6) le financement de la dépense par emprunt et subsides de 78.000,00 €.

Onderwerp 4A – 11 : **Sportzaal Zwartebeek.- Renovatie van de elektrische installatie.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en van de begrotingswijziging.**

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de renovatie van de elektrische installatie van de sportzaal Zwartebeek;

Overwegende dat het aangewezen is een openbare aanbesteding uit te schrijven voor de bovenvermelde werken;

Overwegende dat het studiebureau Dapesco te 1348 Louvain-la-Neuve, in samenwerking met de dienst Onderhoud van de Gemeentebouwen, het bijzonder lastenboek heeft opgesteld;

Overwegende dat het studiebureau Dapesco te 1348 Louvain-la-Neuve de uitgave schat op maximaal € 107.438,02 (excl. btw), of € 130.000,00 (incl. 21 % btw);

Overwegende dat, in het kader van het meerjarensportplan 2010, een subsidieaanvraag van 60 % van het voorziene bedrag, namelijk € 78.000,00 ingediend is bij de Franse Gemeenschapscommissie (COCOF);

Overwegende dat deze uitgave opgenomen is in artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2010 waar een suballocatie van € 50.000,00 is voorzien;

Overwegende dat wat onder dit artikel beschikbaar is onvoldoende is om de totale geplande uitgave te dekken, dat het aangewezen is een begrotingswijziging te voorzien door € 80.000,00 van artikel 137/724-60/85 (suballocatie "Interventies en diverse aankopen voor technische installaties") naar artikel 764/724-60/85 (suballocatie "Sportzaal Zwartebeek : renovatie van de elektrische installatie") voor de uitgave en van € 80.000,00 van artikel 137/961-51/35 naar de artikels 764/961-51/35 (€ 2.000,00) voor de ontvangst van de lening en 764/663-51/85 (78.000,00) voor de ontvangst van de subsidie;

Gelet op artikelen 13 tot 15 van de wet van 24 december 1993 betreffende openbare aanbestedingen voor werken en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Keurt de volgende punten goed :

- 1) het renovatieproject van de elektrische installatie van de sportzaal Zwartebeek;
- 2) het betreffende bijzonder lastenboek;
- 3) de schatting van de uitgave, namelijk € 107.438,02 (excl. btw), of € 130.000,00 (21 % btw incl.) bij artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2010 onder te brengen door een begrotingswijziging te voorzien;
- 4) de begrotingswijziging door € 80.000 over te brengen van artikel 137/724-60/85 (suballocatie "Interventies en diverse aankopen voor technische installaties") naar artikel 764/724-60/85 (suballocatie "Sportzaal Zwartebeek : renovatie van de technische installatie") voor de uitgave en van € 80.000,00 van artikel 137/961-51/35 naar de artikels 764/961-51/35 (€ 2.000,00) voor de ontvangst van de lening en 764/663-51/85 (€ 78.000,00) voor de ontvangst van de subsidie;
- 5) de sluitingswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding, ten gevolge het besluit om te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen, overeenkomstig artikel 12 van het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende openbare aanbestedingen van werken, leveringen en diensten en concessies van openbare werken;
- 6) de financiering van de uitgave door lening en subsidies van € 78.000,00.

**Objet 4A – 12 : Achat de matériel pour les élections.- Dépense urgente et impérieuse.- Application des articles 234, alinéa 1 et 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale.- Prise d'acte des conditions du marché et approbation de la dépense.**

Le Conseil,

Considérant qu'il est impératif de procéder à l'achat de matériel pour les prochaines élections législatives anticipées du dimanche 13 juin 2010;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public de fournitures subdivisé en cinq lots distincts, à savoir :

- lot n° 1 : matériel électrique;
- lot n° 2 : bois;
- lot n° 3 : isoairs;
- lot n° 4 : lettrage;
- lot n° 5 : outillage;

Lot n° 1 (matériel électrique) :

Considérant que trois firmes ont été consultées pour le lot n° 1, à savoir :

- Firme A à 1180 Bruxelles;
- Firme B à 1070 Bruxelles;
- Firme C à 1731 Zellik;

Vu les deux offres de prix reçues pour le lot n° 1, à savoir dans l'ordre croissant suivant :

- Firme B pour 2.300,58 € (hors tva);
- Firme C pour 2.356,22 € (hors tva);

Considérant que l'offre de la firme B à 1070 Bruxelles répond aux exigences du descriptif technique et est la moins disante, il y a lieu de lui attribuer le marché pour le lot n° 1;

Lot n° 2 (bois) :

Considérant que trois firmes ont été consultées pour le lot n° 2, à savoir :

- Firme A à 1020 Bruxelles;
- Firme B à 1090 Bruxelles;
- Firme C à 1000 Bruxelles;

Vu les deux offres de prix reçues pour le lot n° 2, à savoir dans l'ordre croissant suivant :

- Firme A pour 749,60 € (hors tva);
- Firme B pour 1.146,98 € (hors tva);

Considérant que l'offre de la firme A à 1020 Bruxelles répond aux exigences du descriptif technique et est la moins disante, il y a lieu de lui attribuer le marché pour le lot n° 2;

Lot n° 3 (isoloirs) :

Considérant que trois firmes ont été consultées pour le lot n° 3, à savoir :

- Firme A à 9810 Nazareth;
- Firme B à 1300 Wavre;
- Firme C à 4030 Grivegnée;

Vu la seule offre de prix reçue pour le lot n° 3, à savoir :

- Firme B pour 7.098,00 € (hors tva);

Considérant que l'offre de la firme B à 1300 Wavre répond aux exigences du descriptif technique, il y a lieu de lui attribuer le marché pour le lot n° 3;

Lot n° 4 (lettrage) :

Considérant que trois firmes ont été consultées pour le lot n° 4 et ont remis prix, à savoir dans l'ordre croissant suivant :

- Firme A à 1410 Waterloo - pour 1.350,00 € (hors tva);
- Firme B à 2800 Mechelen - pour 1.356,30 € (hors tva);
- Firme C à 2060 Antwerpen - pour 1.590,24 € (hors tva);

Considérant que l'offre de la firme A répond aux exigences du descriptif technique et est la moins disante, il y a lieu de lui attribuer le marché pour le lot n° 4;

Lot n° 5 (outillage) :

Considérant que trois firmes ont été consultées pour le lot n° 5, à savoir :

- Firme A à 1300 Wavre;
- Firme B à 1000 Bruxelles;
- Firme C à 1830 Machelen;

Vu les deux offres de prix reçues pour le lot n° 5, à savoir dans l'ordre croissant suivant :

- Firme A pour 814,02 € (hors tva);
- Firme B pour 837,12 € (hors tva);

Considérant que l'offre de la firme A à 1300 Wavre répond aux exigences du descriptif technique et est la moins disante, il y a lieu de lui attribuer le marché pour le lot n° 5;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et plus particulièrement l'article 17, § 2, 1° c);

Vu l'article 122-2° de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Vu les articles 234, alinéa 1, 249, § 1, alinéa 2 et 236 de la nouvelle loi communale;  
Vu la délibération du Collège échevinal du 18 mai 2010,  
Prend acte des conditions du marché et approuve la dépense.

**Onderwerp 4A – 12 : Aankoop van materiaal voor de verkiezingen.- Dringende en noodzakelijke uitgave.- Toepassing van de artikels 234, alinea 1 en 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.- Akteneming van de voorwaarden van de opdracht en goedkeuring van de uitgave.**

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van materiaal voor de komende wetgevende verkiezingen van zondag 13 juni 2010;

Overwegende dat het aangewezen is een openbare aanbesteding uit te schrijven voor leveringen, verdeeld in de volgende vijf aparte loten :

- lot nr. 1 : elektrisch materiaal;
- lot nr. 2 : hout;
- lot nr. 3 : stemhokjes;
- lot nr. 4 : belettering;
- lot nr. 5 : gereedschap;

Lot nr. 1 (elektrisch materiaal) :

Overwegende dat voor lot nr. 1 de volgende drie firma's geraadpleegd zijn :

- Firma A te 1180 Brussel;
- Firma B te 1070 Brussel;
- Firma C te 1731 Zellik;

Gelet op de twee ontvangens prijsoffertes voor lot nr. 1, in stijgende volgorde :

- Firma B voor € 2.300,58 (excl. btw);
- Firma C voor € 2.356,22 (excl. btw);

Overwegende dat de offerte van firma B te 1070 Brussel beantwoordt aan de vereisten van de technische omschrijving en aangezien deze offerte de laagste is, is het aangewezen de opdracht voor lot nr. 1 aan deze firma toe te wijzen;

Lot nr. 2 (hout) :

Overwegende dat drie firma's geraadpleegd zijn voor lot nr. 2, namelijk :

- Firma A te 1020 Brussel;
- Firma B te 1090 Brussel;
- Firma C te 1000 Brussel;

Gelet op de twee prijsoffertes ontvangen voor lot nr. 2, in stijgende volgorde :

- Firma A voor € 749,60 (excl. btw);
- Firma B voor € 1.146,98 (excl. btw);

Overwegende dat de offerte van firma A te 1020 Brussel beantwoordt aan de vereisten van de technische omschrijving en aangezien deze offerte de laagste is, is het aangewezen de opdracht voor lot nr. 2 aan deze firma toe te wijzen;

Lot nr. 3 (stemhokjes) :

Overwegende dat drie firma's geraadpleegd zijn voor lot nr. 3, namelijk :

- Firma A te 9810 Nazareth;
- Firma B te 1300 Waver;
- Firma C te 4030 Grivegnée;

Gelet op de enige prijsofferte ontvangen voor lot nr. 3, namelijk :

- Firma B voor € 7.098,00 (excl. btw);

Overwegende dat de offerte van firma B te 1300 Waver beantwoordt aan de vereisten van de technische omschrijving, is het aangewezen de opdracht voor lot nr. 3 aan deze firma toe te wijzen;

Lot nr. 4 (belettering) :

Overwegende dat drie firma's geraadpleegd zijn voor lot nr. 4 en zij, in stijgende volgorde, de volgende prijsoffertes hebben ingediend :

- Firma A te 1410 Waterloo - voor € 1.350,00 (excl. btw);
- Firma B te 2800 Mechelen - voor € 1.356,30 (excl. btw);
- Firma C te 2060 Antwerpen - voor € 1.590,24 (excl. btw);

Overwegende dat de offerte van firma A beantwoordt aan de vereisten van de technische omschrijving en aangezien deze offerte de laagste is, is het aangewezen de opdracht voor lot nr. 4 aan deze firma toe te wijzen;

Lot nr. 5 (gereedschap) :

Overwegende dat drie firma's geraadpleegd zijn voor lot nr. 5, namelijk :

- Firma A te 1300 Waver;
- Firma B te 1000 Brussel;
- Firma C te 1830 Machelen;

Gelet op de twee ontvangen prijsoffertes voor lot nr. 5, namelijk, in stijgende volgorde :

- Firma A voor € 814,02 (excl. btw);
- Firma B voor € 837,12 (excl. btw);

Overwegende dat de offerte van firma A te 1300 Waver beantwoordt aan de vereisten van de technische omschrijving en aangezien deze offerte de laagste is, is het aangewezen de opdracht voor lot nr. 5 aan deze firma toe te wijzen;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende openbare aanbestedingen van bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten, in het bijzonder artikels 17, § 2, 1° c);

Gelet op artikel 122-2° van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende openbare aanbestedingen van werken, leveringen en diensten en concessies van openbare werken;

Gelet op de artikels 234 alinea 1, 249, § 1, alinea 2 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van het schepencollege van 18 mei 2010,

Neemt akte van de voorwaarden voor deze opdracht en keurt de uitgave goed.

**Objet 4B – 1 : Urbanisme.- Projet de Règlement communal d'Urbanisme relatif aux enseignes commerciales et à la revalorisation des noyaux commerciaux.- Adoption provisoire et mise à l'enquête publique.**

**Mme Charlier** remercie l'échevin pour ce projet de règlement en ce qu'il lui paraît nécessaire de réglementer en cette matière, en regard des grandes enseignes qui polluent visuellement le paysage de la commune.

**Objet 4B – 1 : Urbanisme.- Projet de Règlement communal d'Urbanisme (RCU) relatif aux enseignes commerciales et à la revalorisation des noyaux commerciaux.- Adoption provisoire et mise à l'enquête publique.**

Le Conseil,

Considérant que la fonction commerciale est implantée sur le territoire communal en noyaux commerciaux à l'échelle régionale, à l'échelle communale de moyenne ou de petite importance, ou encore de façon isolée;

Considérant que le Règlement Régional d'Urbanisme prescrit les dispositions à respecter en fonction des zones (interdite, restreinte, générale ou élargie) qu'il détermine expressément;

Considérant que l'évolution de la signalétique commerciale et de l'affichage publicitaire est en constante évolution, par les nouvelles techniques et une demande de visibilité accrue de la part des commerces;

Considérant que par ailleurs les pouvoirs publics ont procédé à des rénovations d'espaces publics (trottoirs, espaces plantés, fontaines, éclairage public, mise en œuvre du plan lumière,...) notamment dans des noyaux commerciaux;

Considérant que le règlement général sur les bâtisses de la Commune d'Uccle du 14 juin 1948 comporte des dispositions régissant la signalétique commerciale qui sont désormais désuètes;

Considérant qu'il s'indique à la fois de préciser certaines dispositions du Règlement Régional d'Urbanisme en fonction de la spécificité du territoire communal et de la qualité architecturale de son bâti et de revaloriser les noyaux commerciaux par la qualité des devantures et vitrines des commerces et par l'adéquation du nombre, du type et des dimensions des dispositifs de signalisation commerciale;

Considérant qu'il s'indique d'éviter que la signalétique commerciale et son éclairage entre en concurrence avec l'éclairage public, et hypothèque la lisibilité des panneaux routiers ou les feux de gestion du trafic;

Considérant qu'il s'indique également d'inscrire cette réflexion dans la mise en œuvre de l'agenda 21 de la commune et de promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie;

Vu les articles 112, 114 et 117 de la nouvelle loi communale;

Vu les articles 91 à 93 du Code Bruxellois de l'Aménagement du territoire,

Décide, sur proposition du Collège :

- d'adopter provisoirement le projet de règlement communal d'urbanisme relatif aux enseignes commerciales et à la revalorisation des noyaux commerciaux;
- de soumettre le projet de plan à enquête publique du 7 juin au 6 juillet 2010;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins d'organiser les modalités pratique de l'enquête publique.

Onderwerp 4B – 1 : **Stedenbouw.- Ontwerp van gemeentelijk stedenbouwkundig reglement betreffende uithangborden van handelszaken en de herwaardering van handelskernen.- Voorlopige aanneming en onderwerping aan openbaar onderzoek.**

De Raad,

Overwegende dat de handelsfunctie over het grondgebied van de gemeente verspreid is in handelskernen van gewestelijke schaal, gemeentelijke schaal of van beperkter belang, of eerder geïsoleerd;

Overwegende dat de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening de na te leven bepalingen voorschrijft in functie van deze zones (verboden, beperkt, algemeen of uitgebreid) die er expliciet in worden omschreven;

Overwegende dat commerciële uithangborden en reclameborden voortdurend evolueren door nieuwe technieken en door een vraag vanwege handelszaken om steeds zichtbaarder te zijn;

Overwegende dat de overheden bovendien overgegaan zijn tot de renovatie van openbare ruimtes (trottoirs, aanplantingen, fonteinen, straatverlichting, instelling lichtplan, ...) met name in de handelskernen;

Overwegende dat de algemene bouwverordening van de gemeente Ukkel van 14 juni 1948 bepalingen bevat betreffende commerciële uithangborden die nu in onbruik zijn geraakt;

Overwegende dat het aangewezen is enerzijds bepaalde bepalingen van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening te verduidelijken in functie van de specificiteit van het gemeentelijke grondgebied en van de architecturale kwaliteit van de gebouwen in de gemeente, en anderzijds de handelskernen te herwaarderen door middel van de kwaliteit van winkelpuien en etalages van de handelszaken en door de aanpassing van het aantal, de aard en de afmetingen van de commerciële uithangborden;

Overwegende dat het aangewezen is te vermijden dat commerciële uithangborden en de verlichting ervan in concurrentie treden met de straatverlichting en de zichtbaarheid van verkeersborden of verkeersborden schaad;

Overwegende dat het eveneens aangewezen is deze denkoefening in te passen in de uitwerking van de Agenda 21 van de gemeente, om rationeel energieverbruik in de gemeente te promoten;

Gezien de artikelen 112, 114 en 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien de artikelen 91 tot 93 van het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening,

Beslist, op voorstel van het College :

- het ontwerp van gemeentelijk stedenbouwkundig reglement betreffende commerciële uithangborden en de herwaardering van handelskernen voorlopig aan te nemen;

- het ontwerp van plan te onderwerpen aan openbaar onderzoek van 7 juni 2010 tot 6 juli 2010;

- het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de organisatie van de praktische modaliteiten van het openbaar onderzoek.

**Objet 4D – 1 : Treizième renouvellement du contrat de mobilité entre la Région de bruxelles-Capitale et la Commune d’Uccle.**

Le Conseil,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996 qui prévoit l'octroi de subventions aux communes dans le cadre des contrats de mobilité;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 en ce qui concerne la subvention annuelle octroyée dans le cadre des contrats de mobilité;

Considérant les intentions du Plan Régional de Développement qui précise qu'une collaboration étroite de la Région avec les communes est indispensable, en particulier pour la gestion du stationnement, la fluidité des transports en commun et la maîtrise de la circulation automobile;

Considérant que la congestion est néfaste pour le fonctionnement socio-économique de la commune et qu'elle entraîne des effets dommageables sur la santé et l'environnement;

Considérant que le dégagement des carrefours prioritaires a un impact favorable sur la fluidité des transports publics et la vitesse commerciale de ceux-ci;

Considérant qu'un projet de contrat de mobilité a été établi avec la commune d'Uccle et que celui-ci prévoit une surveillance par la police communale deux carrefours prioritaires, à savoir :

- square Georges Marlow (rue du Postillon - avenue Brugmann - avenue Wolvendael);

- square des Héros (rue du Doyenné - avenue De Fré - avenue Brugmann);

Considérant que l'administration s'engage, à partir du 4 mai 2010, à effectuer dans ces carrefours et ce, durant les jours ouvrables (hors week-end, jours fériés et vacances scolaires), une surveillance quotidienne de 3h15 (2h45 le mercredi);

Considérant que l'administration est autorisée à déplacer les agents au carrefour du Globe ou aux carrefours Stalle/Gatti de Gamond et Stalle/Neerstalle, en fonction des nécessités de circulation;

Considérant que ces prestations donnent lieu à l'octroi d'une subvention annuelle indexée (ex. de 12.605,18 € en 2009);

Vu le procès-verbal de la réunion d'évaluation du 24 février 2010 et le rapport relatif à l'exécution du contrat en cours établi par les services de la Police,

Marque son accord sur la signature du contrat de mobilité.

Onderwerp 4D – 1 : **Dertiende vernieuwing van het mobiliteitscontract tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Ukkel.**

De Raad,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 1996, dat het toekennen van subsidies aan de gemeenten voorziet in het kader van de mobiliteitscontracten;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 juli 1997 waarbij het besluit van 18 juli 1996 gewijzigd werd wat betreft de jaarlijkse subsidie toegekend in het kader van de mobiliteitscontracten;

Overwegende de opzet van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan wat vermeldt dat een hechte samenwerking tussen het Gewest en de gemeenten onontbeerlijk is, in het bijzonder voor het parkeerbeheer, de vlotheid van het openbaar vervoer en het regelen van het autoverkeer;

Overwegende dat opstoppingen nadelig zijn voor de socio-economische werking van de gemeente en dat ze schadelijke effecten hebben op gezondheid en milieu;

Overwegende dat het vrijmaken van voorranghebbende kruispunten een positief effect heeft op de vlotheid van het openbaar vervoer en de commerciële snelheid ervan;

Overwegende dat een ontwerp van mobiliteitscontract opgemaakt werd met de gemeente Ukkel en dat dit een toezicht door de gemeentepolitie voorziet voor twee voorranghebbende kruispunten, namelijk :

- Georges Marlowsquare (Postiljonstraat - Brugmannlaan - Wolvendaellaan);
- Heldensquare (Dekenijstraat - De Frélaan - Brugmannlaan);

Overwegende dat het bestuur zich ertoe verbindt vanaf 4 mei 2010 op deze kruispunten een dagelijks toezicht te houden van 3u15 (2u45 op woensdag), en dit op werkdagen (buiten weekends, feestdagen en schoolvakanties),

Overwegende dat het bestuur toestemming heeft om agenten naar het Globe-kruispunt of de Stalle/Gatti de Gamond- en Stalle/Neerstalle-kruispunten te verplaatsen, in functie van de behoeften van het verkeer;

Overwegende dat deze prestaties aanleiding geven tot het toekennen van een jaarlijkse geïndexeerde subsidie (vb. van 12.605,18 € in 2009);

Gelet op het proces-verbaal van de evaluatievergadering van 24 februari 2010 en het verslag betreffende de uitvoering van het lopende contract opgemaakt door de Politiediensten,

Verklaart zich akkoord om het mobiliteitscontract te ondertekenen.

Objet 4D – 2 : **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications;

Que certains articles doivent être abrogés, demandent une réactualisation ou une nouvelle disposition,

Décide de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit :

Abrogations :

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.132.- Rue Roberts Jones, au carrefour avenue Léo Errera;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.50.- Rue Roberts Jones, 71-73 (deux zones);



Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.4.- aux autocars.

17.II.4.26.- Rue Roberts Jones, face au n° 26, du lundi au vendredi, de 8h00 à 17h00, sur une distance de 25 m;

Rectifications :

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.63.- Rue Roberts Jones, 38;

Article 19.- Le stationnement est interdit aux endroits suivants :

19.115.- Rue Roberts Jones, du côté opposé au n° 65, sur une distance de 13 m;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits suivants :

22.E.94.- Rue Roberts Jones;

Nouvelles dispositions :

Article 10.- Des ronds-points prioritaires sont instaurés aux endroits ci-après :

10.13.- Rue Roberts Jones, au carrefour avenue Léo Errera;

Article 13.A.- Un îlot directionnel est établi sur les voies suivantes :

13.A.40.- Avenue Adolphe Dupuich, à son débouché sur l'avenue Léo Errera;

Article 13.B.- La chaussée est divisée en deux bandes de circulation par des lignes blanches aux endroits suivants :

13.B.63.- Avenue Adolphe Dupuich, 2 : continue et discontinue;

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.413.- Rue Roberts Jones, 26;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.250.- Rue Edith Cavell, n° 29 (2 zones);

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1.- à certaines catégories de véhicules.

17.II.1.d.- Handicapés.

17.II.1.d.218.- Rue Victor Allard, 247;

17.II.1.d.219.- Rue François Vervloet, au mitoyen des n°s 141/143;

Article 17.III.- Le stationnement est obligatoire :

17.III.1.- sur le trottoir ou sur l'accotement.

17.III.1.30.- Avenue Adolphe Dupuich, en face du n° 24;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits suivants :

22.E.218.- Avenue Léo Errera;

22.E.219.- Avenue Adolphe Dupuich.

Onderwerp 4D – 2 : **Politie van het wegverkeer.- Aanvullend algemeen reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen, rechtzettingen en nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Overwegende dat het aanvullend algemeen reglement betreffende de gemeentewegen, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 7 september 2000, verschillende wijzigingen vereist;

Dat bepaalde artikels ingetrokken dienen te worden, een aanpassing of een nieuwe bepaling vereisen;

Beslist het aanvullend algemeen reglement betreffende de gemeentewegen als volgt aan te vullen :

Intrekkingen :

Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend:

13.E.132.- Roberts Jonesstraat, aan het kruispunt met de Léo Erreralaan;

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, hetzij anders bepaald :

13.J.50.- Roberts Jonesstraat, 71-73 (twee zones);

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.4.- autocars.

17.II.4.26.- Roberts Jonesstraat, tegenover nr. 26, van maandag tot vrijdag, van 8u.00 tot 17u.00, over een lengte van 25 m;

Wijzigingen :

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, hetzij anders bepaald :

13.J.63.- Roberts Jonesstraat 38;

Artikel 19.- Op navolgende plaatsen is het parkeren verboden :

19.115.- Roberts Jonesstraat, de zijde tegenover nr. 65, over een lengte van 13 m;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30 km/u zijn voorzien op navolgende plaatsen :

22.E.94.- Roberts Jonesstraat;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 10.- Op navolgende plaatsen worden prioritaire rotondes ingevoerd :

10.13.- Roberts Jonesstraat, aan het kruispunt met de Léo Erreralaan;

Artikel 13.A.- Op navolgende wegen wordt een verkeersgeleider aangebracht :

13.A.40.- waar de Adolphe Dupuichlaan op de Léo Erreralaan uitkomt;

Artikel 13.B.- Op navolgende plaatsen wordt de rijbaan verdeeld in twee rijstroken door witte strepen :

13.B.63.- Adolphe Dupuichlaan 2 : onderbroken en ononderbroken;

Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.413.- Roberts Jonesstraat, 26;

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, hetzij anders bepaald :

13.J.250.- Edith Cavellstraat nr. 29 (2 zones);

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1.- bepaalde categorieën van voertuigen.

17.II.1.d.- Gehandicapten.

17.II.1.d.218.- Victor Allardstraat, 247;

17.II.1.d.219.- François Vervloetstraat, aan de scheiding van de nrs. 141/143;

Artikel 17.III.- Op navolgende plaatsen is het parkeren verplicht :

17.III.1.- op het voetpad of op de berm.

17.III.1.30.- Adolphe Dupuichlaan, tegenover nr. 24;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30 km/u zijn voorzien op navolgende plaatsen :

22.E.218.- Léo Erreralaan;

22.E.219.- Adolphe Dupuichlaan.

**Objet 4D – 3 : Règlement d'administration intérieure.- "En ville sans ma voiture" du 19 septembre 2010.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment son article 117;

Vu l'accord conclu le 24 mars 2010 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

Considérant que le 19 septembre 2010 aura lieu la "journée sans voiture" et qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes;

Considérant qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations; qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder,

Décide de prendre le règlement d'administration intérieure instaurant ce qui suit :

Article unique : L'accord conclu le 24 mars 2010 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Onderwerp 4D – 3 : **Reglement van intern bestuur.- "Autoloze zondag" van 19 september 2010.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name artikel 117;

Gelet op het akkoord dat op 24 maart 2010 gesloten werd tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratief arrondissement Brussel Hoofdstad;

Overwegende dat op 19 september 2010 de "autoloze zondag" zal plaatsvinden en bij deze gelegenheid enkel gemachtigde personen en voertuigen zullen mogen rijden op het gehele grondgebied van de negentien gemeenten;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is, coherentie te verzekeren bij het afgeven van machtigingen, dat hierbij een vermenigvuldiging van de stappen voor een persoon die een machtiging wenst te verkrijgen, deze dreigt te ontmoedigen het reglement te volgen, en hem er bijgevolg toe aanzetten te frauderen,

Beslist het reglement van intern bestuur aan te nemen waarbij wat volgt wordt ingevoerd :

Enig artikel : Het akkoord gesloten op 24 maart 2010 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratief arrondissement Brussel Hoofdstad is goedgekeurd.

Objet 6A – 1 : **Approbation du Budget 2010.- Prise d'acte.**

**Mme Charlier** tient à souligner que la Région lui donne raison quant à la propension de la Commune à augmenter le déficit de la dette et à emprunter trop largement.

Maintenant que l'impôt foncier a été augmenté, il serait nécessaire de puiser l'argent sur les fonds propres, plutôt que d'augmenter encore ces charges d'emprunts, dit-elle.

**M. l'échevin Dilliès** répond que le débat sur la question a déjà eu lieu et considère qu'à l'heure actuelle, on devrait encore davantage investir qu'on ne le fait au niveau des infrastructures et notamment les infrastructures routières où l'on se doit de faire les travaux nécessaires.

Quant à la prise d'acte du commentaire de la Région, il se réjouit plutôt de constater que les remarques s'amenuisent par rapport au passé et fait observer par ailleurs que si celle-ci détenait la solution miracle, elle serait dans une meilleure situation qu'elle ne l'est actuellement.

**Mme Charlier** rétorquant que c'est le verre à moitié plein et le verre à moitié vide, **M. le Président** fait observer que le Collège a élaboré le budget avec la volonté de diminuer la charge de la dette à l'avenir.

Objet 6A – 1 : **Approbation du Budget 2010.- Prise d'acte.**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 21 janvier 2010 relative au vote du budget de l'exercice 2010;

Vu la notification de la Tutelle invitant à une meilleure estimation des dépenses de fonctionnement et à la prise de mesures afin de réduire les dépenses de dette et les charges d'emprunts;

Vu les prescriptions de l'article 7 du Règlement général de la Nouvelle Comptabilité Communale,

Prend acte de ce que sa délibération du 21 janvier 2010 est devenue exécutoire par expiration du délai.

Onderwerp 6A – 1 : **Goedkeuring van de Begroting 2010.- Kennisneming.**

De Raad,

Gezien zijn beraadslaging van 21 januari 2010 betreffende de stemming van de begroting van het dienstjaar 2010;

Gezien de kennisgeving van de Voogdij die aandringt op een betere inschatting van de werkingskosten en verzoekt verdere maatregelen te nemen die de terugdringing van de schulduitgaven en leningenlast mogelijk maken;

Gezien de voorschriften van artikel 7 van het algemeen reglement op de Nieuwe Gemeentelijke Boekhouding,

Neemt kennis van het feit dat zijn beraadslaging van 21 januari 2010 uitvoerbaar geworden is door verstrijking van de termijn.

Objet 6B – 1 : **Règlement relatif aux magasins de nuit et aux bureaux privés pour les télécommunications.**

Le Conseil,

Vu la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services et notamment ses articles 6 et 18;

Vu la nouvelle loi communale, notamment son article 117;

Vu la Directive Services 2006/123/CE du parlement Européen du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur;

Etant donné que ce Règlement a été repris sur la liste "positive" des règlements et qu'il doit donc correspondre à la Directive Européenne Services,

Arrête :

**Article 1 :**

§ 1. Le présent règlement vise tout magasin de nuit ou bureau privé pour les télécommunications qui a fait l'objet d'un permis d'urbanisme délivré par le Collège des Bourgmestre et Echevins conformément à l'article 98 § 1, 5° du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire et l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002 relatif aux changements d'utilisation soumis à un Permis d'Urbanisme.

§ 2. On entend par :

1) magasins de nuit : toute unité d'établissement

a. qui ne peut être exploitée avant 18 heures et après 7 heures,

b. dont la surface commerciale nette ne peut dépasser 150 m<sup>2</sup>,

c. qui n'exerce aucune autre activité que la vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers,

d. qui doit afficher de manière permanente et apparente la mention "Magasin de nuit".

- 2) bureaux privés pour les télécommunication : toute unité d'établissement
- a. accessible au public pour la prestation de services de télécommunications,
  - b. dont l'accès au consommateur est interdit avant 5 heures et après 20 heures.

**Article 2 : Autorisation d'exploitation**

L'exploitation d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications est soumise à l'autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et échevins.

**Article 3 : Procédure d'introduction de la demande**

§ 1. Une demande doit être introduite par la personne, physique ou morale, souhaitant commencer l'exploitation d'un établissement visé à l'article 1er.

§ 2. La demande d'autorisation doit être adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins par lettre recommandée ou être déposée à l'administration communale contre une preuve de dépôt.

§ 3. Cette demande contient les indications suivantes :

1. Si le demandeur est une personne physique: ses nom, prénom et domicile.

S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social, ainsi que la preuve que la personne physique qui introduit la demande est le représentant légal de la personne morale;

Le numéro d'entreprise sera dans tous les cas mentionné ainsi la mention du type d'établissement projeté.

2. Une copie des avis et attestations des institutions suivantes :

a) l'avis du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente;

b) pour les établissements mettant des denrées alimentaires à la consommation : la preuve d'affiliation à l'Agence fédérale de Sécurité de la Chaîne Alimentaire ou d'un expert accrédité par cette Agence.

Dans les trente jours de la réception de la demande, la commune adresse au demandeur, par pli recommandé à la poste, un accusé de réception si le dossier est complet.

Dans le cas contraire, elle l'informe, dans les mêmes conditions que son dossier n'est pas complet en indiquant les documents ou renseignements manquants. Le dossier devra être complété dans les trente jours à compter de la date d'envoi de l'accusé de réception "dossier incomplet".

§ 4. Le collège des Bourgmestre et Echevins statue sur la demande d'autorisation dans les 60 jours à compter de la date d'envoi de l'accusé de réception "dossier complet".

**Article 4 : Refus de l'autorisation d'exploitation**

§ 1. Le Collège des Bourgmestre et échevins peut refuser d'accorder l'autorisation d'exploiter un magasin de nuit ou un bureau privé pour les télécommunications pour des raisons fondées sur des considérations liées au maintien de l'ordre public, de la sécurité et de la tranquillité publique.

§ 2. Cette autorisation peut être refusée par le Collège des Bourgmestre et Echevins dans les conditions suivantes :

1. Présence d'un autre établissement de même nature dans un rayon de 200 mètres du lieu d'exploitation de l'établissement introduisant la demande d'exploitation;

2. Absence d'avis ou avis négatif du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente

3. Pour les établissements mettant des denrées alimentaires à la consommation, absence de preuve d'affiliation auprès de l'agence fédérale de Sécurité de la chaîne Alimentaire ou d'un expert accrédité par cette agence ou avis contenant des observations sur un problème de salubrité publique;

4. Si le demandeur omet de régulariser son dossier incomplet dans les trente jours à compter de la date d'envoi de l'accusé de réception "dossier incomplet".

**Article 5 : Sanctions**

Le Bourgmestre peut ordonner la fermeture des magasins de nuit et des bureaux privés pour les télécommunications exploités en contravention avec le règlement communal ou la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins prise en exécution de celui-ci.

Onderwerp 6B – 1 : **Reglement inzake nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie.**

De Raad,

Gelet op de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening en meer bepaald artikels 6 en 18;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de dienstenrichtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt;

Aangezien dit reglement opgenomen werd op de positieve lijst van reglementen en dus aan de Europese Dienstenrichtlijn moet beantwoorden,

Besluit :

**Artikel 1** :

§ 1. Het onderhavige reglement betreft alle nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie die over een stedenbouwkundige vergunning beschikken, uitgereikt door het college van burgemeester en schepenen overeenkomstig artikel 98 § 1, 5° van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2002 betreffende de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik.

§ 2. Men verstaat onder :

1) nachtwinkel : iedere vestigingseenheid

a. die niet uitgebaat mag worden vóór 18 uur en na 7 uur,

b. waarvan de netto verkoopoppervlakte niet groter dan 150 m<sup>2</sup> is,

c. die geen andere activiteiten uitoefent dan de verkoop van algemene voedingswaren en huishoudelijke artikelen,

d. die op duidelijke en permanente manier de vermelding "Nachtwinkel" draagt.

2) privaat bureau voor telecommunicatie : iedere vestigingseenheid

c. voor het publiek toegankelijk voor het verlenen van telecommunicatiediensten,

d. die niet toegankelijk is voor consumenten vóór 5 uur en na 20 uur.

**Artikel 2** : Uitbatingstoelating

Voor de uitbating van een nachtwinkel of een privaat bureau voor telecommunicatie is de voorafgaande toelating van het college van burgemeester en schepenen vereist.

**Artikel 3** : Procedure om een aanvraag in te dienen

§ 1. De aanvraag moet ingediend worden door de persoon (natuurlijk persoon of rechtspersoon) die wil starten met de uitbating van een in artikel 1 vermelde inrichting.

§ 2. De aanvraag moet aangetekend opgestuurd worden naar het college van burgemeester en schepenen of afgegeven worden aan het gemeentebestuur tegen een ontvangstbewijs.

§ 3. De aanvraag moet het volgende vermelden :

1. Voor natuurlijke personen: naam, voornaam en woonplaats.

Voor rechtspersonen: de benaming of handelsnaam, de juridische vorm, het adres van de maatschappelijke zetel en het bewijs dat de natuurlijke persoon die de aanvraag indient de wettelijke vertegenwoordiger is van de rechtspersoon;

Het ondernemingsnummer en het geplande vestigingstype moeten in alle gevallen vermeld worden.

2. Een kopie van de adviezen en attesten van de volgende instellingen :

a) het advies van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp;

b) voor de vestigingen die levensmiddelen aanbieden: het bewijs van de aansluiting bij het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen of van een door dit agentschap erkend expert.

Indien het dossier volledig is, stuurt de gemeente binnen de 30 dagen na de ontvangst van de aanvraag een ontvangstbewijs naar de aanvrager via een aangetekende brief.

In het andere geval brengt de gemeente de aanvrager op dezelfde wijze op de hoogte dat zijn dossier onvolledig is met vermelding van de ontbrekende documenten of inlichtingen. Het dossier moet vervolledigd worden binnen de 30 dagen na de verzendingsdatum van het ontvangstbewijs "onvolledig dossier".

§ 4. Het college van burgemeester en schepenen spreekt zich uit over de toelatingsaanvraag binnen de 60 dagen, te rekenen vanaf de verzendingsdatum van het ontvangstbewijs "volledig dossier".

**Artikel 4 : Weigering van een uitbatingstoelating**

§ 1. Het college van burgemeester en schepenen kan weigeren om een uitbatingstoelating te verlenen aan een nachtwinkel of een privaat bureau voor telecommunicatie wegens overwegingen die te maken hebben met de openbare orde, de veiligheid en de openbare rust.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen kan een toelating weigeren om de volgende redenen:

1. Aanwezigheid van een andere gelijkaardige vestiging binnen een straal van 200 meter van de vestiging waarvoor de toelating werd aangevraagd;

2. Geen of een negatief advies van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp;

3. Voor de vestigingen die levensmiddelen aanbieden: afwezigheid van het bewijs van de aansluiting bij het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen of van een door dit agentschap erkend expert of een advies met opmerkingen over problemen met de volksgezondheid;

4. Indien de aanvrager zijn onvolledig dossier niet heeft vervolledigd binnen de 30 dagen na de verzendingsdatum van het ontvangstbewijs "onvolledig dossier".

**Artikel 5 : Sancties**

De burgemeester kan nachtwinkels of private bureaus voor telecommunicatie laten sluiten die in overtreding zijn met het gemeentelijk reglement of de beslissing van het college van burgemeester en schepenen die in uitvoering hiervan werd genomen.

**Objet 6C – 1 : Service Vert.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, § 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 9 mars 2010 - Plantation des carrés et replantation d'arbres dans les avenues - € 14.994,32 (T.V.A. comprise) - Article 766/721-60/83 - Emprunt;

- 11 mai 2010 - Placement de poubelles au Parc de Wolvendael - € 6.443,25 (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/85 - Fonds de réserve.

**Onderwerp 6C – 1 : Groendienst.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 9 maart 2010 - Aanplantingen van de boomspiegels in de lanen - € 14.994,32 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/721-60/83 - Lening;

- 11 mei 2010 - Plaatsing van vuilnisbakken in het Wolvendaelpark - € 6.443,25 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/85 - Reservefonds.

Objet 7A – 1 : **Croix-Rouge de Belgique.- Subside 2009.**

Le Conseil,

Vu sa décision du 26 novembre 2009 d'accorder un subside de € 2.200 à la Croix-Rouge de Belgique - section Uccle;

Attendu que fin 2009, nous avons été informé que la Croix-Rouge de Belgique avait décidé de suspendre les mandataires locaux de tout mandat et de toute activité au sein de la Croix-Rouge de Belgique,

Décide de ne pas liquider le montant du subside 2009 accordé à la section d'Uccle de la Croix-Rouge.

Onderwerp 7A – 1 : **Rode Kruis van België.- Toelage 2009.**

De Raad,

Gezien zijn beslissing van 26 november 2009 om aan de afdeling Ukkel van het Rode Kruis van België, een toelage van € 2.200 toe te kennen;

Aangezien we eind 2009 vernomen hebben dat het Rode Kruis van België de lokale mandatarissen ontzet hebben van elk mandaat en van elke activiteit in de schoot van het Rode Kruis van België,

Besluit om het bedrag van de toelage 2009 toegekend aan de afdeling Ukkel van het Rode Kruis niet uit te keren.

Objet 7A – 2 : **Service Prévention.- Sécurisation des Logements sociaux.**

Le Président expose :

"Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 novembre 2009 accordant un subside de 51.729 € à la commune d'Uccle pour des projets de sécurisation des logements sociaux (protection matérielle susceptible d'améliorer la sécurité des biens et des personnes);

Vu la circulaire ministérielle n° 200/10 du 23 novembre 2001 précisant les modalités d'octroi et de liquidation du subside;

Vu la décision du Collège du 27 avril 2010 d'affecter le subside 2009 à la S.U.L."

Le Conseil,

Vu la décision du Conseil d'administration de la S.U.L. du 24 mars 2010;

Entendu l'exposé ci-dessus,

Marque son accord :

1) pour adhérer à ce projet pour l'année 2009;

2) d'affecter l'intégralité du subside à la S.U.L. moyennant l'acceptation de cette société par son conseil d'administration via une convention à signer;

3) de solliciter du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (service des travaux subsidiés) le subside de 51.729 €.



Onderwerp 7A – 2 : **Preventiedienst.- Beveiliging van de sociale woningen.**

De Voorzitter licht toe :

"Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 12 november 2009 waarbij een toelage van 51.729 € aan de gemeente Ukkel wordt toegekend voor beveiligingsprojecten van de sociale woningen (materiële bescherming welke de veiligheid van de goederen en de personen kan verbeteren);

Gelet op het ministeriële rondschrijven nr 200/10 van 23 november 2001 die de toekennings- en de afrekeningsmodaliteiten verduidelijkt;

Gelet op de beslissing van het Schepencollege van 27 april 2010 om de toelage voor 2009 aan de U.H.M. toe te kennen,

Gelet op de beslissing van de Administratieraad van de U.H.M. van 24 maart 2010."

De Raad,

Gehoord deze toelichting,

Verklaart zich akkoord :

1) tot dit project voor 2009 toe te treden;

2) om het bedrag van de toelage aan de U.H.M. toe te kennen, op voorwaarde van de goedkeuring van het Raad van bestuur van de U.H.M. via een overeenkomst die ondertekend moet worden;

3) om de toelage van 51.729 € bij de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest aan te vragen.

Objet 7A – 3 : **ASBL A.L.E. d'Uccle.- Compte 2009.**

Le Conseil,

Vu que l'A.S.B.L. A.L.E. d'Uccle a été constituée par le Conseil communal en date du 24 novembre 1995;

Attendu que cette A.S.B.L. présente son compte 2009 arrêté par l'Assemblée Générale en séance du 29 mars 2010;

Vu le programme établi par cette A.S.B.L.,

Décide d'approuver le compte 2009 de l'A.S.B.L. A.L.E. d'Uccle.

Onderwerp 7A – 3 : **V.Z.W. P.W.A. van Ukkel.- Rekening 2009.**

De Raad,

Gezien de V.Z.W. P.W.A. van Ukkel door de gemeenteraad werd opgericht in zitting van 24 november 1995;

Aangezien dat deze V.Z.W. haar rekening voor 2009 door de Algemene vergadering vastgelegd in zitting van 29 maart 2010 voorstelt;

Gezien het programma opgesteld door de V.Z.W.,

Beslist de rekening 2009 van de V.Z.W. P.W.A. van Ukkel goed te keuren.

- M. de Heusch rentre -

- M. de Heusch komt terug binnen -

Objet 7A – 4 : **Commission "Pauvreté".- Edition d'une brochure.**

**M. Hayette** expose que la crise financière avec ses conséquences sociales dramatiques ne pouvait que mobiliser les édiles. Soulignant qu'il ne suffisait pas d'aller loin pour constater que la pauvreté est toujours présente dans nos rues, la Commission Pauvreté défendue par le Collège et proposée par Mme l'échevin de l'Action sociale tombait donc à point nommé, face à une situation économique de plus en plus dégradée pour les concitoyens, dit-il.

Cette commission spéciale a patiemment établi la situation de la pauvreté à Uccle pour informer, conscientiser au phénomène et pour mobiliser les énergies.

L'idée d'une brochure à destination des concitoyens s'est donc très rapidement imposée et constitue un outil précieux à offrir à des personnes qui ne savent pas où aller chercher de l'aide, sont trop souvent jugées sur leur découragement et pour qui il n'est pas toujours aisé de reconnaître une situation de précarité, dans une commune où toutes les apparences pourraient laisser croire à un certain confort.

L'intéressé remercie dès lors l'échevin pour cette initiative.

Objet 7A – 4 : **Commission "Pauvreté".- Edition d'une brochure.**

Le Conseil,

Vu le déroulement des différentes commissions "Pauvreté" et l'obtention d'un subside pour éditer une brochure visant à aider les habitants les plus démunis de notre commune;

Attendu que suite à la dernière réunion de cette commission qui a eu lieu le 17 septembre 2009, il a été convenu de rassembler différents renseignements utiles qui constitueront ladite brochure;

Que quelques conseillers ont souhaité faire partie d'un comité de lecture qui a eu lieu le 19 avril 2010;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,  
Prend connaissance de la brochure.

Onderwerp 7A – 4 : **Commissie "Armoede".- Uitgave van een brochure.**

De Raad,

Gezien het verloop van de verscheidene commissies "Armoede" en het bekomen van een subsidie om een brochure op te stellen om de armste inwoners van onze Gemeente te helpen;

Overwegende dat ingevolge de laatste vergadering van deze commissie op 17 september 2009, besloten werd de nuttige inlichtingen te verzamelen, die in deze brochure zullen voorkomen;

Dat enkele raadsleden wensten deel te nemen aan een leescomité welke plaats heeft gehad op 19 april 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,  
Neemt kennis van deze brochure.

Objet 7A – 5 : **Crèche communale du Homborch.- Acquisition de matériel de premier équipement.- Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale, de la décision du Collège échevinal qui fixe les conditions du marché.**

Le Conseil,

Attendu qu'au budget 2010, il a été prévu un crédit de 60.000 € à l'article 84401/744-51/90 pour l'acquisition de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation pour les crèches et haltes-accueil;

Qu'il y a lieu de prévoir l'achat de matériel de premier équipement pour la nouvelle crèche du Homborch;

Considérant que la dépense peut être estimée à 50.781,88 € (TVAC);

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment son article 17, § 2, 1° a);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment son article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Attendu que ces acquisitions peuvent faire l'objet d'un marché par procédure négociée sans mesures de publicité;

Vu la nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 et 234, remplacé par l'article 27 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 2003;

Vu la décision du Collège échevinal du 11 mai 2010,

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins, après en avoir délibéré, prend pour information, à l'unanimité :

- 1) l'acquisition de matériel de premier équipement pour la crèche du Homborch prévue au budget extraordinaire;
- 2) la passation d'un marché par procédure négociée sans mesures de publicité;
- 3) le cahier des charges y relatif;
- 4) la dépense globale estimée à 50.781,88 € (TVAC) à imputer à l'article 84401/744-51/90;
- 5) le financement de la dépense par un emprunt.

**Onderwerp 7A – 5: Gemeentelijk kinderdagverblijf Homborch.- Aankoop van materiaal.- Kennisneming, in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, van de beslissing van het Schepencollege die de voorwaarden van de opdracht vaststelt.**

De Raad,

Aangezien dat op de begroting van 2010 een bedrag van 60.000 € op artikel 84401/744-51/90 voorbehouden is voor de aanschaffing van machines, exploitatiematerieel en uitrusting voor de kinderdagverblijven en onthaalhalten;

Aangezien er moet worden overgegaan tot de aankoop van het materiaal voor de eerste aankoop voor het kinderdagverblijf Homborch;

Overwegende dat de globale uitgave op 50.781,88 € (BTW inbegrepen) kan geschat worden;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, in het bijzonder artikel 17, § 2, 1<sup>o</sup> a);

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, in het bijzonder artikel 120;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Aangezien deze aanschaffingen via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmakingsregels kunnen gebeuren;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, namelijk de artikelen 117 en 234, vervangen door artikel 27 van de Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 juli 2003;

Gelet op de beslissing van het Schepencollege van 11 mei 2010,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen, en na er over beraadslaagd te hebben, besluit eenstemmig kennis te nemen van het volgende :

- 1) de aankoop van materiaal voor eerste uitrusting van het kinderdagverblijf Homborch, voorzien op de buitengewone begroting;
- 2) het afsluiten van een opdracht via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmakingsregels;
- 3) het hieraan verbonden lastenboek;
- 4) de globale uitgave, geschat op 50.781,88 € BTWI, aan te rekenen op het artikel 84401/744-51/90;
- 5) de financiering van de uitgave via lening.

**Objet 7B – 1 : C.P.A.S.- Demande de subsides à la Région de Bruxelles-Capitale pour les investissements prévus dans le cadre de la réalisation de la crèche Asselbergs.**

Le Conseil,

Vu la réunion du Comité de concertation commune/C.P.A.S. du 29 avril 2010 actant la volonté du C.P.A.S. de créer une crèche à la cité Asselbergs et de répondre à un appel à projet pour subside auprès de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2010 accordant des subventions aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour des projets d'infrastructures consacrés aux crèches. Que celui-ci prévoit que l'appel à projet pour le budget 2010 se clôture le 10 mai 2010 et que le projet fut introduit le 7 mai 2010;

Vu l'article 3 de l'arrêté prévoyant que les projets seront présentés au Gouvernement par délibération du Conseil communal ou à défaut par un engagement du Collège des Bourgmestre et échevins ratifié par le Conseil communal dans les 40 jours;

Vu que le Collège en séance du 4 mai 2010 a décidé de présenter au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale la demande de subside du C.P.A.S. pour l'année budgétaire 2010 pour les investissements prévus dans le cadre de la réalisation de la crèche Asselbergs,

Décide de ratifier la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 mai 2010.

**Onderwerp 7B – 1 : O.C.M.W.- Vraag van subsidies aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de voorziene investeringen in het kader van de realisatie van het kinderdagverblijf Asselbergs.**

De Raad,

Gezien de vergadering van het overlegcomité gemeente/OCMW van 29 april 2010 waar de wens van het O.C.M.W. werd genoteerd voor het oprichten van een kinderdagverblijf in de Asselbergssite en hiervoor te beantwoorden aan de oproep tot betoelaging uitgaande van het Brusselse Gewest;

Gelet op het ontwerp van besluit van de Brusselse hoofdstedelijke regering van 7 april 2010 waarbij aan de Brusselse gemeenten toelagen worden toegekend voor projecten tot oprichting van kinderdagverblijven;

Aangezien dit besluit voorziet dat de oproep voor de begroting 2010 afloopt op 10 mei 2010 en dat het project werd ingediend op 7 mei 2010;

Aangezien dat artikel 3 van het besluit voorziet dat de aanvragen dienen ingediend te worden onder de vorm van een beraadslaging van de Gemeenteraad of bij gebrek door een beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen bekrachtigd door de Gemeenteraad binnen de 40 dagen;

Aangezien het College op 4 mei 2010 besloten heeft aan de Brusselse Gewestregering de aanvraag over te maken tot betoelaging van het O.C.M.W. voor de begroting 2010 voor de voorziene investeringen in het kader van de oprichting van het kinderdagverblijf Asselbergs,

Beslist het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 mei 2010 te bekrachtigen.

Objet 8 – 1 : **Prégardiennats communaux.- Personnel.- Approbation du cadre.**

Le Conseil,

Attendu que le Collège a donné son accord en date du 12 février 2010 afin de modifier le cadre du personnel travaillant dans les préguardiennats;

Que ce projet a été présenté en séance du Comité Particulier de Négociation le 26 avril 2010;

Que les organisations syndicales ont marqué leur accord sur la proposition de modification du cadre des préguardiennats proposée,

Décide d'approuver le cadre du personnel travaillant dans les préguardiennats communaux ci-annexé.

Expédition de la présente délibération sera transmise en double exemplaire au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Onderwerp 8 – 1 : **Gemeentelijke peupertuinen.- Personeel.- Goedkeuring van het kader.**

De Raad,

Aangezien het college in zitting van 12 februari 2010 zijn goedkeuring heeft verleend om het kader van het personeel van de peupertuinen te wijzigen;

Aangezien dit ontwerp werd voorgesteld op het Bijzonder Onderhandelingscomité in zitting van 26 april 2010;

Aangezien de vakorganisaties hun goedkeuring hebben verleend aan het voorstel om het kader van de peupertuinen te wijzigen,

Beslist het bijgevoegde kader van het personeel van de gemeentelijke peupertuinen goed te keuren.

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal in twee exemplaren naar het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet 9 – 1 : **Exposition "Kitty Crowther" au Doyenné.- Convention de prêt de l'exposition.**

Le Conseil,

Vu que le Collège a donné son accord en date du 6 avril 2010 pour l'organisation d'une exposition de l'auteur et illustratrice Kitty Crowther au Doyenné du 1er au 13 décembre 2010;

Considérant qu'à cette occasion, il y a lieu de signer une convention de prêt de l'exposition avec la Communauté française;

Attendu qu'il y aura lieu de se charger du transport des œuvres et de l'assurance de celles-ci;

Sur proposition du Collège,

Décide de signer la convention reprise en annexe.

Onderwerp 9 – 1 : **Tentoonstelling "Kitty Crowther" in de Dekenij.- Uitleenovereenkomst van de tentoonstelling.**

De Raad,

Gezien het College zijn akkoord heeft gegeven op 6 april 2010 om een tentoonstelling te houden van de auteur en tekenaarster Kitty Crowther in de Dekenij van 1 tot 13 december 2010;

Overwegende dat te dezer gelegenheid een overeenkomst dient te worden getekend voor het uitlenen van de tentoonstelling met de Franse Gemeenschap;

Op voorstel van het College,

Beslist de hierbijgevoegde overeenkomst te ondertekenen.

**Objet 9 – 2 : Association Philharmonique d'Uccle.- Fête de la Musique du 20 juin 2010.- Subside extraordinaire.**

**Mme Charlier** fait remarquer que chaque année, ce dossier revient et qu'elle s'étonne que cet orchestre reçoive chaque année des subsides pour couvrir son déficit et signale qu'elle proposera donc de subsidier à l'avenir, toutes les chorales qui accusent un déficit.

**Mme l'échevin Gol-Lescot** répond que cela n'a rien à voir avec un déficit récurrent mais qu'il s'agit de l'octroi d'un subside extraordinaire pour un événement.

Elle souligne par ailleurs que les chorales reçoivent un subside extraordinaire lors de l'événement "Uccle chante Noël" et que pour les 40 ans de La Pavane qui auront lieu ce week-end, la Commune a accordé à celle-ci, des prêts en matériel et en aide technique.

**M. Desmet** souhaite revenir d'une manière plus générale sur l'aspect "Fête de la Musique" en ce que systématiquement l'activité initiée ou soutenue par l'Orchestre Philharmonique est subventionnée, alors que la seconde activité qui draine également pas mal de monde et qui se déroule à la Ferme Rose doit se débrouiller pour s'autofinancer.

L'intervenant considère que l'on pourrait donner davantage de retentissement à cette activité, notamment en lui donnant plus de visibilité, via le mensuel communal, des calicots communaux, voire une subvention complémentaire et exceptionnelle.

**Mme l'échevin Gol-Lescot** répond que l'activité de l'Orchestre Philharmonique d'Uccle n'a pas un caractère plus officiel que l'autre et que pour le "Fête de la Musique" la Cocof aide la Ferme Rose.

A l'exception d'une année où celle-ci a reçu un subside plus important mais où le matériel nécessaire était assez onéreux, la Ferme Rose n'a jamais été en déficit à l'occasion de cet événement.

**Objet 9 – 2 : Orchestre Philharmonique d'Uccle.- Fête de la Musique du 20 juin 2010.- Subside extraordinaire.**

Le Président expose :

"Vu que l'Association Philharmonique d'Uccle sollicite l'intervention de l'administration communale pour l'organisation du concert de la Fête de la Musique;

Que le concert se donnera le 20 juin prochain à 18h dans la salle du Conseil communal;

Considérant que l'accès aux différents concerts organisés dans tout le pays et également à l'étranger à l'occasion de la Fête de la Musique est gratuit;

Vu que le budget prévisionnel de cette manifestation s'élève à 1.695 €;

Attendu que le programme se compose comme suit : *1er Mouvement du Concerto pour 2 Flûtes en Sol Majeur de Domenico Cimarosa (1749 – 1801) , 1er Mouvement du Concerto pour 2 Clarinettes en Mi b Majeur de Franz Vincenz Krommer (1759 - 1831), Invitation à la Valse Op 65 de Carl Maria von Weber (1786 - 1826), Habanera - Extrait de Carmen de Georges Bizet (1838 - 1875), Polka Tchèque de Johann Strauss (1804 - 1849) et L'Entrée des Gladiateurs op. 68 de Julius Ernst Wilhelm Fucik (1872 - 1916)*

Que notre Administration accorde régulièrement un subside d'encouragement aux cercles culturels locaux subsidiés destinés à couvrir les frais de telles manifestations.

Que conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée fournira toutes les pièces probantes relatives aux dépenses occasionnées par cette manifestation;

Le Collège propose d'accorder un subside extraordinaire de € 700,00 à cette occasion.

Cette dépense sera imputée à l'exercice 2010 Article 775/332-02/70.

Allocation : € 26.000 – Disponible: € 25.500."

Le Conseil,  
Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Etant donné que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité nous seront fournis,

Décide d'accorder à l'Orchestre Philharmonique un subside exceptionnel de € 700,00 couvrant une partie du déficit occasionné par cette manifestation.

**Onderwerp 9 – 2 : Filharmonisch orkest van Ukkel.- Feest van de Muziek van 20 juni 2010.- Buitengewone toelage.**

De Voorzitter zet uiteen :

"Gelet dat het Filharmonisch Orkest van Ukkel de tussenkomst verzoekt van het Gemeentebestuur voor hun traditioneel concert dat op zondag 20 juni om 18u zal gegeven worden in de Raadzaal van de Gemeentehuis van Ukkel;

Gelet dat de inkom van de verschillende concerten in het hele land en ook in het buitenland voor de Feest van de Muziek gratis is;

Dat op het programma van dit concert, onder leiding van André Philippe o.m. staat *het eerste stuk van het Concerto voor 2 fluiten in Sol Groot van Domenico Cimarosa (1749 – 1801), het eerste stuk van het Concerto 2 klarinetten in Mi b Groot van Franz Vincenz Krommer (1759 - 1831), "Invitation à la Valse" Op 65 van Carl Maria von Weber (1786 - 1826), Habanera - uit Carmen van Georges Bizet (1838 - 1875), Tsjechische Polka van Johann Strauss (1804 - 1849) en "L'Entrée des Gladiateurs" op. 68 van Julius Ernst Wilhelm Fucik (1872 - 1916);*

Dat de raming van de kosten € 1.695,00 bedraagt;

Gelet dat ons Gemeentebestuur regelmatig een aanmoedigingstoelage toekent aan de plaatselijke gesubsidieerde culturele verenigingen, bestemd om een deel van de kosten, veroorzaakt door dergelijke organisaties te dekken;

Dat overeenkomstig de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van dergelijke toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven, de betrokken vereniging ons de rechtvaardigende stukken zal laten worden;

Het College stelt voor een buitengewone toelage van € 700,00 toe te kennen;

Deze uitgave zal in de begroting 2010 ingeschreven worden onder artikel 775/332-02/70.

Toelage € 26.000 - Beschikbaar : € 25.500."

De Raad,

De voorgaande uiteenzetting gehoord hebbend;

Gelet op de wet van 16 juli houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelage voorzien voor de culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering der overheid behoort;

Dat op het gemeentelijk vlak deze vergadering wordt gevormd door de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van dergelijke toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven;

Aangezien de documenten en de bewijsstukken betreffende de inrichting van deze activiteit ons zullen bezorgd worden,

Beslist een buitengewone toelage van € 700,00 aan het Filharmonisch Orkest toe te kennen teneinde een gedeelte van het tekort van deze manifestatie, te dekken.

### Objet 9 – 3 : Gemeentelijke Plaatselijke Openbare Bibliotheek Ukkel.- Modification du règlement.

Le Président expose :

"Vu le règlement de la bibliothèque arrêté par le conseil communal le 23 janvier 2003 et complété par décision du Conseil du 26 juin 2003 qui fixait principalement les jours de fermeture;

Vu la modification du règlement arrêtée par le Conseil du 18 décembre 2008;

Considérant que les media d'information, documentaires, cours de langues etc. sont gratuits, et qu'il convient d'étendre la gratuité aux supports CDROM;

Vu la demande des lecteurs de pouvoir emprunter dix media au lieu de cinq;

Vu le nouveau projet de règlement élaboré et avisé favorablement par le Comité de gestion en date du 19 novembre 2009 modifiant comme suit l'article 6 "Emprunter et délais d'emprunt" : (~~barré~~ = ancien / **gras** = nouveau)

« *L'emprunt des livres est gratuit. Emprunter et prolonger ~~des CDROM et des fictions sur DVD~~: € 1 par exemplaire; pour un CD: € 0,50 par exemplaire. Sont gratuits: les cours ~~linguistiques~~ **de langues**, les documentaires sur DVD, les **CDROM** et les livres d'écoute.*

*Le nombre d'œuvres et de matériaux pouvant être emprunté simultanément avec une carte d'emprunt est limité à ~~dix cinq~~ **dix**. Le délai d'emprunt est de trois semaines...*

Sur proposition du Collège,

Décide d'approuver le nouveau règlement de la bibliothèque communale neerlandophone.

Des expéditions de la présente délibération seront transmises au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'à la "Vlaamse Overheid".

### Onderwerp 9 – 3 : Gemeentelijke Plaatselijke Openbare Bibliotheek Ukkel.- Wijziging van het reglement.

De Voorzitter zet uiteen :

"Gelet op het reglement van de bibliotheek vastgesteld door de Gemeenteraad van 26 juni 2003 en vervolledigd door beslissing van de Raad van 26 juni 2003;

Gelet op de wijziging van het reglement vastgesteld door de Gemeenteraad van 18 december 2008;

Gelet op het feit dat alle informatieve multimedia zoals documentaires dvd's en taalcursussen gratis zijn,

Gelet op de wens van de lezers om tien media te kunnen lenen in plaats van vijf;

Gelet op het nieuwe reglementontwerp gunstig geadviseerd door het beheersorgaan op 19 november 2009 die artikel 6 wijzigt als volgt : "*Lenen en leentermijn*" *Het lenen van boeken is gratis. Voor het lenen en verlengen van ~~cd-rom's en~~ **speelfilms** op dvd's wordt € 1 per exemplaar aangerekend; voor een cd is het tarief € 0,50 per stuk. Taalcursussen, documentaire dvd's, **cd-roms** en luisterboeken zijn gratis.*

*Het aantal werken en materialen dat tegelijkertijd op één lenerskaart kan worden uitgeleend, is beperkt tot ~~tien vijf~~ **tien**. De leentermijn bedraagt drie weken...* "



Op voostel van het College,  
Beslist het nieuwe reglement van de gemeentelijke nederlandstalige bibliotheek goed te keuren.

Uitgiften van onderhavige beraadslaging zullen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de Vlaamse Overheid toegezonden worden.

**Objet 9 – 4 : A.S.B.L. Association Culturelle et Artistique d'Uccle.- Vernissage de l'exposition de Thierry Bosquet "Versailles : La vie dans le Grand Parc au temps de Louis XIV".- Subside extraordinaire.**

**Mme Charlier** s'interroge sur l'opportunité de subsidier davantage le Centre culturel pour effectuer finalement une mission qui est courante pour un centre culturel, comme l'accueil d'une exposition, d'autant que la Commune lui octroie déjà pas mal d'argent et que d'autres associations auraient davantage besoin d'un soutien financier.

**Mme l'échevin Gol-Lescot** souligne qu'il ne s'agit pas d'un événement banal en ce que cette exposition est totalement particulière, se déroule depuis 7 mois à Versailles et repart en France après.

Il s'agit de montrer le travail d'un peintre ucclois qui s'est consacré en 100 œuvres sur un seul sujet, à savoir Versailles au temps de Louis XIV.

Le Centre culturel assume totalement l'exposition sur le plan financier mais la Commune accorde un subside extraordinaire pour le vernissage spécial qui reçoit le soutien de l'Ambassade de France.

**Objet 9 – 4 : A.S.B.L. Association Culturelle et Artistique d'Uccle.- Vernissage de l'exposition de Thierry Bosquet "Versailles : La vie dans le Grand Parc au temps de Louis XIV".- Subside extraordinaire.**

Le Président expose :

"Vu que le Centre Culturel et Artistique d'Uccle accueillera, du 17 au 29 juin 2010, une exposition des œuvres de l'artiste Thierry Bosquet;

Vu que c'est un fait exceptionnel qu'un même artiste réalise 100 tableaux sur le même sujet et dans une même unité de temps et de style;

Vu que Thierry Bosquet est Ucchois, mais aussi un artiste de renommée internationale, connu aux quatre coins du monde pour les somptueux décors et costumes qu'il a créés pour l'opéra et le théâtre, de Baalbeck à Milan, de New-York à Munich, de Paris à Saint-Petersbourg;

Qu'il collabora à de nombreux ballets de Béjart et fit la scénographie de "L'Enfant-Roi", présenté à Versailles en 2000;

Que c'est lui aussi qui créa "Le Grand Carrousel" le spectacle phare des festivités de Bruxelles 2000;

Vu qu'outre son caractère artistique, l'exposition revêt un caractère historique et didactique. En effet elle retrace la vie quotidienne sous Louis XIV dans le Grand Parc de Versailles qui recouvrait 8.600 hectares et englobait 8 villages et illustre la vie de Cour comme la vie paysanne;

Vu que ces 100 gouaches constituent une collection unique qui est exposée à Versailles et environs depuis 7 mois sans discontinuer et attire des milliers de spectateurs;

Qu'elle sera montrée en Belgique pour la première fois en juin, dans les espaces du Centre Culturel, avant de repartir en France puis dans d'autres pays où elle est demandée;

Vu que ce sujet historique est de nature à séduire le grand public mais aussi en particulier les Français résidant dans notre commune;

Que cette exposition est donc l'occasion idéale pour attirer ce public au Centre Culturel d'Uccle et de lui faire découvrir les lieux et la programmation;

Vu qu'en ouverture de la soirée de vernissage à 18H30 est prévu un "Enlivrons-nous avec Thierry Bosquet" un entretien public destiné à mieux faire connaître cet artiste uclois et sa carrière vouée à la beauté, à l'élégance et au raffinement;

Vu la réception de vernissage qui s'en suivra;

Que notre Administration accorde régulièrement un subside d'encouragement aux cercles culturels locaux subsidiés destinés à couvrir les frais de telles manifestations;

Que conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée fournira toutes les pièces probantes relatives aux dépenses occasionnées par cette manifestation;

Le Collège propose d'accorder un subside extraordinaire de € 1.000,00 à cette occasion.

Cette dépense sera imputée à l'exercice 2010 - Article 775/332-02/70

Allocation : € 26.000 – Disponible: € 24.400."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Etant donné que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité nous seront fournis,

Décide d'accorder à l'A.S.B.L. Association Culturelle et Artistique d'Uccle un subside exceptionnel de € 1.000,00 couvrant une partie du déficit occasionné par cette manifestation.

**Onderwerp 9 – 4 : V.Z.W. Association Culturelle et Artistique d'Uccle.- Vernissage van de tentoonstelling van Thierry Bosquet "Versailles : La vie dans le Grand Parc au temps de Louis XIV."- Buitengewone toelage.**

De Voorzitter zet uiteen :

"Gezien het Cultureel Centrum van 17 tot 29 juni 2010 een tentoonstelling van de werken van de kunstenaar Thierry Bosquet organiseert;

Gezien het uitzonderlijk is dat één en dezelfde kunstenaar 100 schilderijen over hetzelfde thema realiseert en die een unieke verzameling vormen;

Gezien dat Thierry Bosquet een Ukkelaar is, maar ook kunstschilder en decorontwerper die wereldwijd gekend is voor onder meer de prachtige decors en kostuums die hij voor de opera en het toneel heeft ontworpen: van Baalbeck tot Milaan, van New York tot Munchen, van Parijs tot Sint-Petersburg;

Gezien hij deel nam aan verschillende balletten van Béjart en de decors ontwierp van "L'Enfant Roi" die in Versailles in 2000 voorgesteld werd;

Gezien dat hij de bedenker van de voorstelling "Le Grand carrousel" is die plaatsvond in het kader van de festiviteiten van Brussel 2000;

Gezien dat naast het artistieke karakter van de tentoonstelling er ook een didactisch aspect is. Het dagelijks leven tijdens Lodewijk XIV in het Grote Park van Versailles, dat 8.600 hectaren in beslag nam met eveneens 8 dorpen wordt voorgesteld : zowel aan het hof als op het platteland;

Gezien dat deze 100 schilderijen een unieke verzameling vormen die sinds 7 maanden in Versailles en omstreken voortdurend tentoongesteld is en die duizenden bezoekers aantrekt;

Gezien deze tentoonstelling in juni voor de eerste keer in België plaatsvindt, in de lokalen van het Cultureel centrum en daarna terug naar Frankrijk gaat en naar andere landen waar ze gevraagd werd;

Gezien dit historisch onderwerp het grote publiek maar ook de Fransen die in ons land vertoeven zal aantrekken;

Gezien deze tentoonstelling de ideale gelegenheid is om het publiek naar het Cultureel centrum te lokken en aldus het centrum en het programma te laten ontdekken;

Gezien bij de opening om 18u30 een vernissage voorzien is en een "Enlivrons-nous" met Thierry Bosquet, een publieke voorstelling, om deze Ukkelse artiest, die zijn carrière aan de schoonheid, de elegantie en de verfijning besteedde, beter te leren kennen;

Gelet op de receptie van de vernissage die hierop volgt;

Gezien ons gemeentebestuur regelmatig een aanmoedigingstoelage toekent aan de plaatselijke gesubsidieerde culturele verenigingen, bestemd om een deel van de kosten veroorzaakt door dergelijke organisaties te dekken;

Gezien overeenkomstig de wet van 14 november 1983, aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd, teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven, de vereniging ons de rechtvaardigende stukken zal laten worden;

Het College stelt voor om een buitengewone subsidie van € 1.000,00 ter dezer gelegenheid toe te kennen.

Deze uitgave zal op artikel 775/332-02/70 van 2010 ingeschreven worden

Toekenning : € 26.000 – Beschikbaar : € 24.400."

De Raad,

De voorgaande uiteenzetting gehoord hebbend;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen, waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelage voorzien voor de culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering der overheid behoort;

Dat op het gemeentelijk vlak deze vergadering wordt gevormd door de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteiten te staven;

Aangezien de vereniging ons de nodige bewijsstukken zal bezorgen waarbij de inrichting van deze activiteit wordt gestaafd,

Beslist aan de V.Z.W. Association Culturelle et Artistique" een buitengewone toelage van € 1.000,00 toe te kennen om een deel van het verlies opgelopen door deze manifestatie te dekken.

**Questions orales/Mondelinge vragen :**

**M. de Lobkowicz :**

**Conférence des Bourgmestres.- Communication d'un compte des recettes (et surtout) des dépenses.**

**Conferentie van de Burgemessters.- Medeling van een rekening van de inkomsten en (vooral) de uitgaven.**

**M. Lobkowicz** signale qu'il a obtenu une réponse sur un point qui lui tenait à cœur, en rappelant que M. le Président lui avait suggéré de s'adresser à M. Didier Gosuin pour avoir la réponse à sa question relative à la communication des comptes et recettes de la Conférence des Bourgmestres. Il y a deux mois, M. Gosuin a donc écrit à M. de Lobkowicz pour lui signaler qu'il avait transmis ladite réponse à M. le Bourgmestre.

Après avoir lu la teneur de la lettre qui lui a été adressée, en date du 24 mars 2010, M. de Lobkowicz fait observer qu'il pensait que M. le Président allait lui transmettre lesdits renseignements.

**M. le Président** déclare qu'il n'a pas reçu cette lettre et Mme le Secrétaire communal corrobore ses dires.

**M. Wyngaard :**

**Terminus provisoires des trams 3, 23 et 24 au Rond-point Churchill et à Vanderkindere (suivi du dossier) et suppression de la ligne de bus De Lijn 134.**

**Tijdelijke terminus van de tramlijnen 3, 23 en 24 aan het Rondpunt Churchill en Vanderkindere (opvolging van het dossier) en afschaffen van de buslijn 134 van De Lijn.**

**M. Wyngaard** rappelle qu'il a déjà eu l'occasion d'interroger le Collège à deux reprises (novembre 2009 et mars dernier) au sujet de l'avancement du dossier des terminus provisoires des trams 3, 23 et 24 au rond-point Churchill.

Le Conseil communal avait voté une motion en juin 2008, au sujet de la décision de la S.T.I.B. de créer un terminus provisoire des trams à hauteur de la place Vanderkindere et au milieu du rond-point Churchill et demandant à la S.T.I.B. de réaliser les aménagements nécessaires à la station Albert ou gare du midi, afin d'y déplacer lesdits terminus endéans 4 ans.

En réponse à l'interpellation de M. Wyngaard et à sa question orale, M. l'Echevin Cools avait indiqué qu'une réunion serait organisée prochainement avec la nouvelle Ministre en charge de la Mobilité, Brigitte Grouwels, au cours de laquelle cette question serait traitée.

Qu'en est-il ressorti de cet entretien, demande M. Wyngaard ?

Concernant le rond-point Churchill, la dangerosité du site reste particulièrement inquiétante.

Il serait utile de réfléchir à nouveau sur la question de l'aménagement de ce rond-point et de voir comment on peut concrètement, sécuriser les abords de celui-ci, car en cas de mauvais temps, les gens sont tentés de traverser.

Par ailleurs, M. Wyngaard profite de cette question orale pour s'inquiéter de la disparition de la ligne de bus De Lijn n°134, ligne quasi centenaire reliant le Vivier d'Oie et la gare du midi.

Souhaitant savoir si le Collège en a été averti, il considère que si la décision est irrévocable, ledit Collège devrait faire pression sur la S.T.I.B. afin d'augmenter l'offre du bus 60 dont le parcours correspond à peu près à celui de la ligne 134, pour pallier en quelque sorte cette suppression.

**M. l'échevin Cools** répond que le Collège a adressé de nombreuses lettres concernant le terminus et la sécurité aux autorités régionales et à l'administrateur-directeur général de la S.T.I.B. en particulier.

Ayant rencontré la Ministre Grouwels en compagnie du Bourgmestre, celle-ci leur a déclaré, en ce qui concerne le terminus des lignes 3, 23 et 24, qu'elle était convaincue que ce n'était en effet pas une bonne solution.

Au précédent Gouvernement régional, il a été annoncé que c'était provisoire, en attendant la création de la station Albert.

La meilleure solution serait une fusion du tram 3, 23 et 24, mais à la réunion précitée, assistait également l'administrateur-directeur général de la S.T.I.B. qui estime que c'est impossible.

On a annoncé que d'autres propositions seront faites afin de trouver d'autres solutions mais on les attend.

Ces propositions pourraient aussi englober un réaménagement de la place Vanderkindere qui est aussi à souhaiter, parce que s'il y a une dangerosité au rond-point Churchill aujourd'hui, la situation de cette place Vanderkindere est également extrêmement dangereuse, notamment pour les piétons.

Toute une réflexion Commune-Région doit avoir lieu à ce propos, différentes pistes sont évoquées pour diminuer le nombre de points de conflit dans cette place et pour en faire un réaménagement.

En ce qui concerne la ligne du bus 134, la Commune n'a jamais été ni avertie et encore moins consultée par la société De Lijn.

Ce qui pose problème, c'est la suite de la suppression de la S.N.C.V., lorsque l'on a régionalisé la Société nationale de chemin de fer et vicinaux et que les lignes ont été reprises, soit par la S.T.I.B., soit par T.E.C., soit par De Lijn.

L'accord de coopération qui a été conclu était que les lignes restaient tel quel et que s'il y avait un changement, il devait y avoir un accord de coopération entre les régions concernées.

Théoriquement, quand De Lijn veut modifier, créer ou supprimer ses lignes, il devrait demander un nouvel accord de coopération. Il ne le fait jamais parce que la Région bruxelloise qui légalement devrait être avertie, n'est pas plus avertie ou consultée que la Commune.

Il y a eu, il y a une quinzaine de jours, une première réunion du Conseil consultatif de la mobilité qui a été mis sur pied au niveau de la Commune à toute une série d'interlocuteurs représentant l'Association des Commerçants, des comités de quartiers, polices et Région, mais aussi les sociétés de transport en commun et notamment le représentant de De Lijn.

Après la réunion, il était important de lui parler de ce problème et également lui demander que l'on soit averti quand ils changent un certain nombre de choses, car on ne dispose d'aucune information.

A propos du bus 60 qui a été évoqué par M. Wyngaard, il y a peut-être une autre possibilité, à savoir la modification du parcours du bus 43, souhaité par certains habitants.

Ce bus pourrait très bien continuer jusqu'à l'avenue De Fré et il faut donc en parler avec la S.T.I.B., pour voir ce qui peut être fait pour pallier cette modification de la ligne De Lijn 134.

**M. Wyngaard** fait observer que le hasard a voulu que la Ministre Grouwels a été amené à répondre à cette question en Commission du Parlement bruxellois, hier, et qu'elle a effectivement confirmé la suppression de la ligne De Lijn. Il se réjouit par conséquent de savoir que la Commune prendra langue avec la S.T.I.B. pour envisager des solutions, que ce soit par le biais d'un renforcement de l'offre de la ligne 60 ou par une modification du parcours du bus 43.

Evoquant également la Bascule où la situation pourrait évoluer favorablement, selon certains échos, **M. l'échevin Cools** précise que le souhait a été émis par la Commune, qu'il y ait une réflexion sur un réaménagement mais qu'aucune décision n'est encore prise.

Un bureau a été chargé d'élaborer des plans et une fois ces plans établis, le réaménagement sera à discuter, mais il faut aussi que la Région dégage les budgets.

**M. le Président** ajoute que lors de sa visite, la Ministre a été amenée à la Bascule, au rond-point Churchill et à la place Vanderkindere. Il a été insisté, à cette occasion, sur l'importance de réhabiliter la Bascule située sur la chaussée de Waterloo, voirie régionale qui touche à plusieurs communes à la fois. Celle-ci a décidé de mener une réflexion sur le sujet, ainsi que pour la place Vanderkindere.

- **Mmes Cattoir-Jacobs et de T'Serclaes quittent la séance -**
- **Mevr. Cattoir-Jacobs en de T'Serclaes verlaten de zitting -**

**Objets inscrits à la demande de Conseillers communaux :**

**Onderwerpen op de agenda ingeschreven op aanvraag van gemeenteraadsleden :**

1. **M. Cohen :**

**Quartier Neerstalle : problèmes d'insécurité.**  
**Neerstallewijk : onveiligheid.**

Le point est remis à une séance ultérieure.

Dit punt wordt overgedragen naar een volgende zitting

2. **MM. De Bock et Biermann :**

**Motion relative à la prise en compte de la commune d'Uccle dans l'Espace de développement renforcé du logement et de la rénovation (EDRLR).**

**Motie betreffende het opnemen van de gemeente Ukkel in de Ruimten met Versterkte Ontwikkeling van Huisvesting en Renovatie (RVOHR).**

**M. De Bock** précise que la motion qu'il a déposée conjointement avec M. Biermann est d'actualiser l'espace de développement renforcé du logement et de la rénovation (EDRLR). C'est une réflexion qui s'inscrit dans la continuité de l'action communale, notamment le travail qui a été organisé en commission de pauvreté où l'on s'est posé un certain nombre de questions et de savoir comment faire face aux grands enjeux qui sont ceux de la Région et de la Commune, face au défi qu'est la pauvreté et la revitalisation urbaine.

Le EDRLR, rappelle-t-il, est un espace qui a été défini et qui regroupe des quartiers où une action renforcée du secteur public permet d'intensifier la rénovation mais pas seulement.

Certains opérateurs publics doivent agir prioritairement dans cet espace EDRLR, par exemple la SDRB qui agit prioritairement dans l'espace développement renforcé du logement et de la rénovation.

Ainsi, tout bruxellois qui achète un bien dispose d'un abattement des droits de l'enregistrement pour les 60.000 premiers Euros, cet abattement étant augmenté pour les biens situés dans un espace de développement renforcé du logement et de la rénovation.

Il en est de même pour les primes à la rénovation qui sont augmentées si le bien situé dans cet espace.

La Commune d'Uccle, comme d'autres, ne voit aucun de ses quartiers éligibles à cet espace, alors même qu'elle a profondément vécu des transformations sociales mais aussi urbaines selon certaines études.

L'objectif de cette motion est donc :

- d'actualiser les statistiques socio-économiques conduisant à l'éligibilité de la Commune et de certains de ses quartiers;

- d'établir des projets. Il faut rencontrer les objectifs du EDRLR et peut-être introduire des contrats de quartier, car la pauvreté ne s'arrête pas aux frontières de la commune.

En conclusion de sa propre introduction, M De Bock soumet cette motion, conjointement avec Biermann, en souhaitant qu'elle soit ouverte à l'ensemble des groupes du Conseil communal.

**M. Biermann** fait observer que cette démarche fait suite à une interpellation adressée au Collège au mois de septembre dernier, avec un engagement du Collège et plus précisément de Mme Dupuis, de contribuer à la mise en place de projets dans la commune qui permettraient de solliciter le financement du pouvoir subsidiant en la matière, à savoir la Région.

La Commune d'Uccle et son Conseil communal se positionnent donc ici à l'égard de la Région, sans polémiquer mais en disant simplement, qu'ils ont des besoins et la volonté de répondre aux attentes de la population en la matière.

Les initiateurs considèrent que certaines zones sont éligibles dans le cadre de l'EDRLR, en espérant que le message réunira une forte majorité du Conseil communal, pour que concrètement avec la Région, l'on puisse définir les programmes les plus utiles pour les quartiers qui en ont besoin.

**Mme Fremault** signale qu'elle a voulu se renseigner et a fait l'analyse suivante, par rapport à l'ensemble du contexte de l'EDRLR.

Ainsi en ce qui concerne la répartition, on a une approche basée sur différents critères pour déterminer la zone :

- la zone à protéger et à rénover;
- la concentration d'immeubles sans petit confort;
- la concentration d'immeubles fortement dégradée;
- l'analyse des services de logement et de rénovation urbaines.

Il n'y a pas de critères fixes qui feraient qu'un quartier serait éligible un jour et ne le serait pas l'autre jour, c'est fixé dans le PRD et ce n'est pas quelque chose de mouvant, contrairement à ce que l'on pourrait laisser sous-entendre dans la motion.

Par contre, ce qui est certain, c'est que cette zone qui a été définie en 2000, ne correspond plus tout à fait à la zone la plus défavorisée de Bruxelles, selon différentes études qui le démontrent.

Par exemple, selon une étude de Mme Romainville par rapport à des octrois SDRB, en disant qu'il y a des quartiers qui dans cette zone se sont déjà gentrifiés et d'autres qui pourraient revendiquer de l'aide et qui ne le sont pas.

En 2005, le Gouvernement bruxellois a initié un monitoring des quartiers pour avoir la vision la plus précise de la situation socio-économique de la région, quartier par quartier.

Cela a été présenté au Gouvernement bruxellois en février 2008.

Sur base de ce monitoring des quartiers, il fallait revoir le périmètre, via le prochain Plan Régional de Développement Durable. Donc, c'est une norme juridique.

L'analyse du monitoring des quartiers montre que si à Uccle, on prend comme critère qu'un quartier potentiellement éligible sur base d'une des analyses, c'est-à-dire que 40% de sa population est défavorisée, seulement le Nord de la chaussée d'Alseberg est éligible et ce, pour les problèmes de logement.

Dans l'analyse 2008, les chercheurs n'ont pas repris la zone Alseberg et l'ensemble des zones et quartiers avec des logements sociaux plus concentrés, ne font pas parties de ce périmètre et ne sont pas éligibles, en fonction du nouveau monitoring.

Donc, les critères qui vont déterminer la future zone et sont en plus, et noté comme suit : "*demande à la région bruxelloise d'actualiser les statistiques socio-économique*", [c'est en cours et ça risque d'arriver avant la fin de l'été], et à lire aussi "*le cas échéant, inclure les quartiers fragilisés ucclais désormais éligibles*", mais "*désormais éligibles*" au regard de quoi, demande Mme Fremault ? Des anciens critères, auquel cas ça ne pourrait être qu'Alseberg et ce ne serait pas alors "les quartiers éligibles", cela n'en laisserait que potentiellement un.

Il est demandé également au Collège d'établir des projets qui rencontrent des objectifs et pourraient bénéficier de son financement. Cela a peu de sens, à partir du moment où tous les critères sont en voie d'être rediscutés, re-débattus au niveau de la Région.

La motion peut avoir du sens, mais n'en a absolument pas à l'heure actuelle, dans la mesure où il n'y a qu'un segment et pas le segment envisagé.

On parle de poches de pauvreté, mais on ne parle pas de la même chose que ce qui est éligible au monitoring des quartiers.

Par ailleurs, sur le fond, Mme Fremault n'a aucun problème au niveau régional, à proposer de dire qu'on va tout mettre en œuvre, lors de la discussion, pour que le quartier le plus défavorisé, si tel est le cas avec les critères combinés, qui serait le Nord de la chaussée d'Alseberg, soit repris dans le prochain PRDD au regard de cela.

L'intéressée signale qu'elle a donc un problème avec cette motion, dans la mesure où elle est tout à fait décalée dans le temps. Elle se construit sur base d'arguments qui n'ont pas été pris en compte et qui est le monitoring des quartiers 2008 et elle n'est absolument pas prospective, par rapport à ce qui va arriver dans les mois prochains.

**Mme l'échevin Dupuis** trouve la situation délicate car, dit-elle, on a créé dans cette commune un tout nouvel échevinat du logement et de la rénovation urbaine.

C'est la première fois que nous avons, grâce ou à cause de M. De Bock, une discussion à ce sujet. Laissons-la se développer, déclare-t-elle. Vu qu'elle est en charge de ce "malheureux département", elle pense qu'elle a "une petite de chance de se diriger à travers tout cela".

**M. le Président** souhaite poser la question à Mme Frémaut de savoir si elle est solidaire d'une politique qui cherche à pouvoir avoir des contrats de quartiers à Uccle et quelle est la portée juridique d'un monitoring de quartier fait par des experts et qui est un élément parmi d'autre ?

**Mme Frémaut** explique que la motion, telle qu'elle est proposée dans ses objectifs, ne répond absolument pas au développement précédent. Elle est décalée sur le plan juridique, répète-t-elle.

Il n'y a aucun problème à ce qu'Uccle soit éligible, répond-elle, déclaration dont M. le Président prend acte, mais elle insiste sur le fait qu'elle était prête à défendre au niveau régional, que le quartier le plus défavorisé, par rapport à tout ce qui a été dit notamment lors des travaux parlementaires.

Dans le cadre d'une discussion future, Mme Frémaut n'a pas de problème à défendre Uccle par rapport à cela, mais si les critères le permettent.

Actuellement, le seul tronçon qui le permet, c'est le Nord d'Alseberg, mais elle n'a aucun problème à le défendre, répétant que la motion, telle qu'elle est présentée aujourd'hui, n'est pas complète et est décalée.

Contrairement à Mme Frémaut, **M. Biermann** a le sentiment que la motion a un sens particulier, à ce stade du travail de la Région en la matière, pour une raison très simple.

Il est exact de citer le monitoring des quartiers, puisque c'est la base sur laquelle la Région établira le prochain PRDD, mais le problème est le suivant, dit-il, il existe des études comme l'étude du SPF intégration sociale et politique des grandes villes d'avril 2007.

Celles-ci démontrent qu'en vertu de critères qui sont effectivement des critères pris en compte dans le monitoring des quartiers, on peut considérer qu'il existe des poches de pauvreté dans plusieurs quartiers de la Région et en outre, dans plusieurs quartiers de la commune, en ce compris le quartier cité par Mme Fremault et repris dans le monitoring de la Région, mais dans d'autres quartiers également.

Ce qui est dit dans la motion, c'est qu'au moment où on établira un nouveau PRD, on espère avoir très rapidement des annonces sur l'éventualité d'ouvrir des projets à Uccle, dans l'unique quartier pris en considération.



Il existe une étude d'un service public fédéral, démontrant qu'il existe d'autres zones qui mériteraient des contrats ou des projets qui devraient entrer dans les critères. Loin de l'idée de discuter, au niveau du Conseil communal, des critères établies par la Région, cette Assemblée peut par contre attirer l'attention sur le fait qu'en vertu d'autres critères repris dans des études reconnues et publiques, d'autres zones présentent des problèmes de pauvreté extrêmement importants.

M. Biermann espère donc, au travers de cette motion, attirer l'attention de la Région sur le fait qu'il n'y a pas qu'un seul quartier à Uccle et que s'il n'y en avait qu'un, on espère être pris en considération.

**Mme Frémault** n'a pas de problème sur ce point, mais répète à nouveau ce qu'elle a dit à plusieurs reprises à M. De Bock que dans le développement de la motion, il n'est pas fait mention au monitoring des quartiers.

M. Biermann n'étant pas opposé à ce que ce soit précisé, Mme Frémault répond qu'on met un groupe de travail en place et on revient dans un an.

**M. De Bock** intervient à ce propos en soulignant qu'il a transmis depuis plus d'un mois, la motion initiale qui a été retravaillée, qu'il a proposé au groupe CdH et au groupe d'Ecolo, non pas seulement de la co-signer, mais également qu'on était preneurs de travailler ensemble, mais qu'il n'a rien reçu comme amendement de leur part.

M. Frémault réfutant ces déclarations en ce qu'elle avait fait savoir qu'elle était prête à coopérer et à amender la motion, M. De Bock fait observer que la réalité est telle qu'aujourd'hui, jusqu'à Forest, on aide tous les habitants de la chaussée de Neerstalle par rapport à l'abattement qu'ils peuvent avoir, primes d'habitation, droits d'enregistrement augmentés, contrairement à une personne habitant juste à côté, qui veut rénover sa maison à peine achetée et qui n'est pas aidée.

Ce n'est pas seulement la Commune, ce sont les habitants qui vont venir vivre à côté de la chaussée de Neerstalle ou chaussée d'Alseberg et parce qu'ils sont deux numéros à côté de la frontière communale de Forest, ne seront pas aidés.

L'intéressé estime qu'en tant que pouvoir communal, il est important de demander au pouvoir régional d'actualiser au plus vite et que ce ne soient plus des anciennes données qui prévalent en la matière.

**Mme Fremault** souligne qu'elle n'a jamais dit le contraire mais dit simplement que les développements de la motion ne correspondent absolument pas à l'état de la question et qu'un certain nombre de sous-développement sont inexacts.

Elle n'a toutefois aucun problème à la retravailler puisqu'elle est même disposée à le porter au niveau régional et travailler dans ce sens-là.

**M. Wynngaard** convient que la pauvreté et l'exclusion sociale ne connaissent pas de frontière et sur le fait que Uccle ne doit pas être oubliée, mais partage toutefois les réserves émises par Mme Frémault. Cela pourrait être une bonne solution en se disant qu'on avance et que ça n'est pas simplement dans le but de reporter pour reporter, dit-il, il faut mettre en place un groupe de travail avec l'ensemble des partis présents sur cette question.

**M. Desmet** abonde également en ce sens, en expliquant qu'il ne faudrait pas que par un empressement, cette motion n'aboutisse pas, car le but est précisément qu'elle aboutisse. Il faut parvenir à résoudre et à bien cibler et que cette motion soit suffisamment complète pour faire réagir les collègues du parlement bruxellois.

Il convient pour sa part, de prendre le temps d'être le plus précis possible, en ne perdant pas trop de temps afin que cette motion puisse être portée par Uccle, mais aussi par d'autres communes bruxelloises qui se retrouvent dans une situation identique à celle qu'Uccle connaît.

Nous n'avons pas le monopole au niveau de certains îlots de pauvreté au niveau de la seconde couronne et il faut essayer de donner encore plus de portée à cette motion, en travaillant avec des collègues d'autres conseils communaux qui se retrouvent dans une situation semblable, déclare-t-il.

**M. De Bock** tient à justifier le fait qu'il a déposé la motion à l'heure actuelle et non pas dans trois mois ou dans six mois, en ce qu'il y a eu certaines déclarations du Gouvernement actuel comme quoi on allait actualiser ces critères. Le Ministre-Président a fait un certain nombre de commentaires et a mentionné aussi qu'il n'y aurait aucun glissement entre les communes, de part et d'autre, par rapport à celles qui sont bénéficiaires ou pas aujourd'hui.

M. De Bock ne voudrait pas qu'on donne du temps au temps pour finalement se voir imposer et revenir au final, dans un dossier où l'on ne disposerait plus de la moindre marge de manœuvre et qu'en septembre ou octobre, tout sera décidé sans la Commune.

Il n'y a pas de volonté politique à ce que certains quartiers fragilisés à Uccle puissent être repris dans la zone de l'EDRLR au niveau régional, il y a eu des déclarations dans ce sens, à plusieurs acteurs associatifs travaillant notamment en cohésion sociale, déclare-t-il.

M. De Bock peut donner les références et considère qu'il est donc important pour Uccle, de défendre rapidement l'actualisation de ces critères et la défense de ces quartiers fragilisés, tant pour les habitants que pour les finances publiques communales.

**M. de Halleux** constate qu'en d'autres temps, la Commune d'Uccle était un peu isolée par rapport à la Région mais que depuis maintenant plus de dix ans, elle s'insère dans le tissu bruxellois. Cela fait maintenant près de 20 ans qu'il y a des programmes au niveau des contrats de quartier, et il est vrai, dit-il, que notre commune à la particularité, après Bruxelles-Ville, d'avoir des écarts de revenus de la population qui sont les plus grands. On peut voir une évolution criante de nos quartiers et lorsqu'on œuvre au niveau du C.P.A.S., on peut constater les poches de pauvreté gagner sur la commune.

Il est temps de donner un signal clair à la Région et dire c'est vrai que sur Uccle, il y a des problèmes de rénovation, de pauvreté dans les quartiers mais il y a un désir de collaborer.

Il y a effectivement une demande de changer certains critères, de les adapter pour pouvoir faire en sorte que des réalités puissent être rencontrées.

Il serait dommageable que ce dialogue avec la Région ne soit pas entendu, conclut-il.

**Mme l'Echevin Dupuis** rappelle que dans cette nouvelle Majorité, il y a eu un nouvel échevinat qui se nomme "Logement et Rénovation urbaine", du fait qu'un certain nombre de mandataires avaient en effet déjà observé un certain type d'évolution de la commune.

Mme Dupuis ne compare pas les quartiers, même le haut de la chaussée d'Alsemberg, à certains autres quartiers qu'elle connaît bien dans la région mais c'est clair que c'est la première fois qu'il y a un débat à ce sujet, dit-elle, regrettant toutefois que celui-ci ait pris cette tournure.

Elle pense néanmoins que M. De Bock n'a pas tout à fait bien abordé ce dossier, quoiqu'il ait eu raison de l'aborder. C'est en discussion et que ça soit sous cette forme là, un monitoring, l'EDLR, une autre forme d'intervention, des contrats de quartiers ou n'importe quoi, ce débat va s'ouvrir et nous aurions tort de le conserver comme un débat technique, déclare-t-elle.

Comme pour beaucoup d'autres champs d'investigations communales, et ça a été le cas, à l'époque, pour l'urbanisme ou d'autres compétences qui sont des évolutions de la législation, de la société et des interventions communales, nous ne sommes pas prêts dans cette commune et nous ne disposons pas d'un département capable de faire de la rénovation urbaine.

Il y a 15 ans, il n'y avait pas un vrai département de l'urbanisme, alors que maintenant il est très grand, comme il y a quelques années, il n'y avait pas un gros ministère de l'environnement. Toutes ces choses vont lentement et il faut prendre un peu de temps.

Découvrir la pauvreté à Uccle, malgré sa réputation, ce n'est pas nouveau, poursuit-elle, rappelant à ce propos qu'elle est devenue échevin de l'Action sociale en 1988 et que le premier article dans Le Soir posait la question de savoir comment elle allait faire de l'action sociale à Uccle, vu que tout le monde y est riche ?

Sa réponse consistait à dire qu'il y avait déjà à cette époque, 25.000 personnes qui n'étaient pas dans des situations consistant à vivre dans certaines grosses propriétés situés dans des lieux cossus de la commune.

La pauvreté existe donc à Uccle, la seule chose est qu'elle se cache un peu, déclare-t-elle, il n'y a pas que la chaussée d'Alseberg, mais également le quartier de la Bascule.

Mme l'Echevin Dupuis note cependant avec satisfaction qu'on exprime, au sein de l'Assemblée, un intérêt pour les contrats de quartiers. La stratégie des contrats de quartiers est une excellente stratégie qui a fait ses preuves et crée progressivement le terreau sur lequel on peut vivre ensemble à Bruxelles, mais les contrats de quartiers ne sont pas les logements sociaux.

Le contrat de quartier est une dynamique totalement différente, par rapport à celle qui consisterait à intervenir dans les logements sociaux où, par ailleurs, les sociétés de logements sociaux, le Ministère du logement ont des crédits et peuvent intervenir.

Il pourrait y avoir des stratégies encore plus offensives de la part de nos sociétés de logement sociaux, elles ne passeraient pas par la Commune.

Un contrat de quartier est un investissement en entreprises, en infrastructures collectives et ce n'est pas uniquement de permettre aux gens d'avoir une prime majorée pour un logement ou d'avoir un abattement.

C'est donc le point d'origine qui fausse la présentation de la motion et qu'il faut élargir, Mme Frémault a raison, c'est un peu plus large que ce qui est dit.

Par rapport à ce qu'on postule ici, à savoir que nous entrions facilement dans ce système, il faut faire preuve de sang froid. Si la pauvreté s'est accrue à Uccle, elle s'est malheureusement également accrue ailleurs et si on a une analyse qui est faite avec un ensemble dit de moyenne régionale, on va avoir un curseur.

Si ce curseur descend plus bas et vient jusque chez nous, pourquoi n'irions nous pas dans ces programmes, mais pour cela, il faut évidemment re-financer Bruxelles, déclare-t-elle.

Si on devait descendre le curseur pour prendre en compte les difficultés d'un certain nombre de quartiers supplémentaires, ce n'est pas en allant enlever l'argent que l'on investit, là où c'est encore plus nécessaire.

Il faut donc réclamer de l'argent et un refinancement de Bruxelles, aussi pour ce type d'investissement.

Ce débat ne peut pas avoir lieu autrement, parce que c'est une affaire de curseur. Là où nous serions éligibles à certaines conditions qui auraient été celles de X, nous ne le serons plus, car nous serons toujours un peu mieux achalandés que certains autres.

On doit absolument dire qu'on va aller à la Région, parce que l'on se rend compte que certaines de nos populations sont en difficultés et pas tenir un discours par lequel on réclame des moyens supplémentaires.

Si on tient ce discours-là, on a beaucoup plus de chances d'y arriver, déclare-t-elle.

En conclusion, si on s'en tient au mécanisme actuel de calcul, il n'est pas sûr du tout, nonobstant les promesses que les uns et les autres font, qu'on "sera dedans", parce qu'on sera toujours en-dessous de la moyenne régionale, mais c'est certain qu'on pourrait dire que c'est nécessaire et donc argumenter qu'il faut mettre plus d'argent dans ces systèmes et venir jusqu'à nous, quand on aura objectivé un certain nombre d'éléments.

Les motions, c'est l'expression de volonté politique et la rédaction technique, c'est tout autre chose. Notre volonté politique aujourd'hui, consiste à dire au Gouvernement bruxellois : "Nous avons l'humilité de constater qu'il y a des quartiers qui s'appauvrissent chez nous. Vous devriez constater qu'il y a des quartiers qui se gentrifient chez vous. Cela bouge un peu...toute comparaison faite, est-ce que l'on peut venir aussi ?".

Il ne faut pas faire état d'éléments partiels d'études car cela ne marchera pas, on pourra toujours nous en imposer une autre.

Si on pose le problème ainsi, on sera à cette table assez vite car ce sont des dossiers qui vont malheureusement assez vite évoluer.

Mme l'Echevin Dupuis est donc tout à fait disposée à monter un dossier et à proposer un projet, mais dans les limites ainsi exposées.

Pas besoin du monitoring pour savoir que c'est à la chaussée d'Alseberg qu'il faut aller, dit-elle, ajoutant que cela fait plusieurs années qu'elle demande à l'instrument d'intervention, l'A.S.B.L. "Animation- prévention", de remonter la chaussée d'Alseberg et de sortir du Merlo.

Ceux-ci aussi doivent à un moment donné, sortir des logements sociaux pour aller à l'encontre de ce qui sera, à un moment donné, la vraie pauvreté.

Mme l'Echevin votera donc la motion et ne se préoccupera pas des détails, car elle a du sens en soi, mais il faudra la présenter avec finesse, conclut-elle.

**Mme Fremault** ne voit pas quel est le souci de prendre un peu de temps pour avoir une motion qui peut être votée à l'unanimité. M. le Président rétorquant qu'elle a déjà été reportée de deux mois afin précisément de la retravailler, l'intéressée se déclare disposée à revenir avec un texte, fin juin, étant entendu que cela aurait beaucoup plus de portée, lorsqu'une commune postule à ce genre de modification, que ce soit fait à l'unanimité. Si la Majorité, n'en veut pas, elle en prendra donc acte.

**Monsieur le Président** constate que les explications données par l'Echevin chargée de la matière définissent très bien l'objet de la motion qui est un acte politique qui consiste, d'une part, de demander à la Région d'actualiser ses statistiques par rapport à notre commune. Le cas échéant, sur base des chiffres réactualisés, d'inclure les quartiers fragilisés ucclois et demande, d'autre part, au Collège d'établir un ou des projet(s) qui rencontre(nt) les objectifs de l'EDRLR.

M. le Bourgmestre croit que c'est un geste politique d'attirer l'attention des autorités régionales sur notre analyse de la situation sociologique réelle de notre commune, par rapport à cette politique sociale importante qui est celle des projets de quartier.

**Mme Dupuis** émet l'avis que s'il faut faire une rédaction technique qui est "au-dessus de tout soupçon", il faut effectivement la réécrire un peu. Mais cela en vaut-il la peine, s'interroge-t-elle, laissant le soin aux initiateurs.

M. le Président, proposant de passer au vote sur la motion présentée, celle-ci est adoptée par 22 voix pour et 10 abstentions.

Se sont abstenus : MM. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Broquet, Mmes Charlier, Fremault, M. Van Outryve d'Ydewalle, Mme Roba-Rabier, MM. Wyngaard, Kirkpatrick, Mme Francken.

### **Motion relative à la prise en compte de la commune d'Uccle dans l'Espace de développement renforcé du logement et de la rénovation (EDRLR).**

Vu la mise en place d'une commission spéciale "pauvreté" à l'initiative de l'Echevin de l'Action sociale pour lutter contre la pauvreté, contre l'exclusion sociale, en faveur de l'égalité des chances et des conditions, pour le bien-être économique, social et culturel;

Vu que la pauvreté et l'exclusion sociale ne connaissent pas de frontières et doivent être combattues dans toutes les communes bruxelloises, en ce compris à Uccle;

Vu que le revenu moyen bruxellois a diminué de 21 % en 20 ans par rapport à la moyenne nationale, que le revenu moyen ucclois a diminué de 27 % sur la même période;

Vu que la coexistence de populations très fragilisées à côté de populations plus aisées est un enjeu majeur du "vivre ensemble";

Vu que la commune d'Uccle recueille 6 % de la population régionale disposant de moins de 800 € de revenus par mois, soit 1 bruxellois sur 15;

Vu l'étude du Service Public Fédéral Intégration sociale et politique des grandes villes du 20 avril 2007 intitulée "Analyse dynamique des quartiers en difficulté : la délimitation des quartiers urbains à problèmes", constatant qu'il existe des poches de pauvreté dans toutes les communes de la Région Bruxelloise en ce compris dans la seconde couronne, en particulier dans les cités de logements sociaux, citant la commune d'Uccle;

Considérant que l'EDRLR (Espace de développement renforcé du logement et de la rénovation) regroupe les quartiers où une action renforcée du secteur public permet d'intensifier la rénovation;

Considérant que l'EDRLR a été réalisé sur base d'indicateurs socio-économiques qui ont plus de 20 ans, qu'un appauvrissement et des mouvements ont été constatés en sens divers, certains quartiers s'étant appauvris, d'autres s'étant "gentrifiés";

Le Conseil communal,

Demande à la Région bruxelloise d'actualiser les statistiques socio-économique conduisant à l'éligibilité de la commune dans le cadre des mécanismes de financement tels que l'Espace de développement renforcé du logement et de la rénovation (EDRLR);

Le cas échéant, inclure les quartiers fragilisés uclois désormais éligibles afin qu'ils puissent ainsi bénéficier de nouvelles ressources;

Demande au Collège d'établir des projets qui rencontrent les objectifs de l'EDRLR et pourraient bénéficier de son financement.

La présente motion sera transmise au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette motion est adopté par 22 voix pour et 10 abstentions (MM. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Broquet, Mmes Charlier, Fremault, M. van Outryve d'Ydewalle, Mme Roba-Rabier, MM. Wyngaard, Kirkpatrick et Mme Francken).

### **Motie inzake de socio-economische toestand van de gemeente Ukkel voor de Ruimte voor Versterkte Ontwikkeling van de Huisvesting en de Renovatie (RVOHR).**

Gelet op de creatie van een speciale armoedecommissie op initiatief van de schepen van Sociale Actie om armoede en sociale uitsluiting te bestrijden en om gelijke kansen en het economisch, sociaal en cultureel welzijn te bevorderen;

Aangezien armoede en sociale uitsluiting geen grenzen kennen en in alle Brusselse gemeentes bestreden moet worden, dus ook in Ukkel;

Aangezien het gemiddeld Brussels inkomen in 20 jaar met 21% is gedaald ten opzichte van het nationaal gemiddelde en het gemiddeld Ukkels inkomen met 27 %;

Aangezien het een grote uitdaging is om een samenleving te scheppen die bestaat uit zwakkere en sterkere bevolkingsgroepen;

Aangezien 6 % van de gewestelijke bevolking met een maandinkomen van minder dan € 800 (ofwel 1 Brusselaar op 15) in de gemeente Ukkel woont;

Gelet op de studie van de Federale Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie en Grootstedenbeleid van 20 april 2007 met de titel "Dynamische analyse van de buurten in moeilijkheden in de Belgische stadsgewesten" waarin wordt vastgesteld dat er armoede is in alle gemeentes van het Brussels Gewest, ook in de tweede gordel en in het bijzonder in de sociale woonwijken zoals in de gemeente Ukkel;

Overwegende dat de RVOHR (Ruimte voor Versterkte Ontwikkeling van de Huisvesting en de Renovatie) de wijken groepeerd waar een intensieve renovatie mogelijk is door een versterkte actie van de overheid;

Overwegende dat de RVOHR werd verwezenlijkt op basis van socio-economische indicatoren van meer dan 20 jaar oud, dat er verarming werd vastgesteld en allerlei wijzigingen, met sommige wijken die armer of rijker zijn geworden;

De Gemeenteraad,

Verzoekt het Brussels Gewest de socio-economische statistieken te actualiseren zodat de gemeente in aanmerking kan komen voor financieringsmechanismen zoals de Ruimte voor Versterkte Ontwikkeling van de Huisvesting en de Renovatie (RVOHR);

Desgevallend de Ukkelse zwakkere wijken in aanmerking te laten komen zodat ze kunnen genieten van nieuwe middelen;

Verzoekt het college projecten op te zetten die tegemoetkomen aan de doelstellingen van de RVOHR en erdoor gefinancierd zouden kunnen worden.

De onderhavige motie zal overgemaakt worden aan de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze motie werd goedgekeurd met 22 stemmen voor en 10 onthoudingen (de hh. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Broquet, mevr. Charlier, Fremault, de h. van Outryve d'Ydewalle, Mevr. Roba-Rabier, de hh. Wyngaard, Kirkpatrick en Mevr. Francken).

3. **Mme/Mevr. Delwart** :  
**Le Pavillon Louis XV.**  
**Het Paviljoen Lodewijk XV.**

6. **Mme/Mevr. Charlier** :  
**Le Pavillon Louis XV.**  
**Het Paviljoen Lodewijk XV.**

**Mme Delwart** souhaite aborder le point du Pavillon Louis XV qui n'est plus utilisé à la hauteur de son potentiel, puisqu'on n'y voit aucune activité. C'est d'autant plus dommageable qu'une rénovation a eu lieu il y a quelques temps.

Cela a duré un certain temps et cette rénovation avait pour objectif d'ouvrir ce très beau lieu à tout qui voudrait en profiter, mais il faut constater que c'est fermé, dit-elle.

En regard de cette situation l'intéressée pose donc les questions suivantes :

- y a-t-il une convention qui liait la Commune avec l'exploitant du lieu?

- si oui, dans cette convention, y avait-il une obligation d'exploitation dans le chef du locataire ?

- celle-ci prévoit-elle un loyer ou une rémunération et est-il régulièrement payé?

En résumé, quelle est l'attitude du Collège par rapport à cette non-exploitation d'un très beau lieu de notre Commune ?

**Mme Charlier** constatait qu'au mois de mai 2008, le pavillon Louis XV rénové à grand frais et à juste titre par la Commune était peu fréquenté par les promeneurs, du fait que le gérant estimait que seul un restaurant puisse se concevoir. Pas de possibilité de petite restauration, encore moins l'opportunité de simplement prendre un verre.

Depuis, deux ans ont passé et maintenant ce pavillon est fermé depuis plusieurs mois.

L'intéressée aimerait donc savoir si le loyer est toujours payé et si le Collège compte réduire ce loyer, afin d'avoir dans ce pavillon, de la petite restauration.

Va-t-on enfin avoir un lieu adapté à l'endroit, à savoir un lieu où une petite restauration est possible pour un prix familial et quelles sont les intentions du Collège, demande-t-elle ?

**- M. Beyer de Ryke quitte la séance -**

**- M. Beyer de Ryke verlaat de zitting -**

**Mme l'échevin Dupuis** explique que le pavillon Louis XV fait l'objet d'une concession domaniale qui prenait cours le 1er juillet 2006 et finissait le 30 juin 2015, de plein droit et sans tacite reconduction. En effet, l'article 18 du contrat de concession stipule qu'une activité de débit de boisson devra obligatoirement être exploitée et accessible, de manière régulière et continue du 1er avril jusqu'à la fin du mois de septembre au minimum. C'est donc bien l'animation d'été.

La redevance était fixée au départ à € 500 par mois et aujourd'hui elle s'élève, du fait de l'indexation, à 535 € par mois.

Le gérant actuel a été désigné par le Collège, dans le respect des conditions arrêtées par voie réglementaire par le Conseil communal sans aucun problème.

Il y a eu un appel, une dizaine de candidats et deux dossiers complets ont été présentés, mais cela n'a jamais été brillant sur le plan de la réponse que le candidat sélectionné a apporté, déclare-t-elle.

L'actuel gérant n'a pas rempli ses obligations financières et on n'est pas très sûr de savoir s'il a rempli toutes ses obligations du point de vue de l'utilisation des locaux, car on n'a pas pu y entrer jusqu'à présent.

On a constaté une absence systématique de paiement depuis le troisième trimestre de l'année dernière. Vers le début de l'année, les Propriétés communales ont mis la pression et finalement, le service du Contentieux a mis les gestionnaires en demeure.

Normalement, on devrait suspendre cette concession domaniale au 31 mai et le renon a donc été donné à cette date.

Depuis quelques semaines, toutefois, des associés se sont manifestés avec le souhait de payer les arriérés et de s'engager également sur la saison d'été.

Mme Dupuis pense que s'ils peuvent donc reprendre l'exploitation, assurer la recette jusqu'au mois d'août et faire une exploitation, même minimale pendant l'été, il s'agirait de la meilleure solution.

Selon plusieurs mails du services du Contentieux, ces associés expliquaient clairement qu'ils seront présents dans le courant de cet après-midi même ou de demain matin au plus tard, pour apporter la preuve de paiement.

Dans le cas contraire, on tentera de trouver rapidement une autre solution et un nouvel appel sera lancé pour assurer une exploitation du bien.

#### 4. **M. Wyngaard** :

a) **Organisation du vote lors des prochaines élections fédérales.**

a) **Komende federale verkiezingen.- Organisatie.**

**M. Wyngaard** expose qu'Uccle est amenée, comme les 588 autres communes du Royaume, à organiser le 13 juin prochain, les élections législatives fédérales dans des délais beaucoup plus serrés qu'à l'accoutumée.

On entend régulièrement que de nombreux appareils devant servir au vote électronique en Région bruxelloise sont obsolètes et on sait également que le fédéral n'interviendra pas dans la mise à niveau (upgrade) ou la réparation des machines existantes, et n'interviendrait à concurrence de 20 % que pour l'acquisition de nouveau matériel.

On apprend également, dit-il, que le Parlement bruxellois a adopté il y a quelques semaines une résolution préconisant pour 2012, le vote électronique amélioré (ticketing) ou le retour au vote papier.

Compte tenu de ces différents éléments, il souhaiterait donc poser les questions suivantes :

- quel est l'état exact des appareils de vote électronique de la Commune et sera-t-il possible de les utiliser tels quels ?

- une mise à niveau (upgrade) de tout ou partie des appareils existants ou l'acquisition de nouveau matériel informatique est-elle/seront-elles nécessaire(s) ?

- quel sera le coût de l'organisation de ces élections et en particulier, quels seront le cas échéant, les coûts de la mise à niveau ou de l'acquisition de nouveau matériel ?

- le Collège peut-il dès lors informer le Conseil sur la manière dont s'exprimera le vote dans la commune, le 13 juin prochain ?

**M. l'échevin Sax** tient à rassurer l'intéressé en ce que le matériel se trouve en excellent état, vu que lors des tests effectués en début de ce mois, il n'a été relevé que 2 % de défauts parmi les 359 appareils.

Ceux-ci seront réparés par la société désignée à cet effet par le service Fédéral.

Il sera effectivement possible de les utiliser tels quels, étant entendu qu'en plus des machines à voter qui seront utilisées le 13 juin, l'on disposera par ailleurs d'une réserve dans chaque section et l'on bénéficiera d'une assistance technique gratuite, le jour du scrutin.

Une mise à niveau ne sera pas nécessaire et sur base des coûts des élections européennes et régionales de 2009, la dépense envisagée s'élève à environ € 97.420.

Aucun crédit n'était inscrit au poste relatif aux élections, mais le disponible globalisé est suffisant. Toutefois, une modification budgétaire sera ultérieurement soumise au Conseil communal.

Pour les élections de 2012, un tout autre concept sera envisagé, le marché public lancé fin 2008 pour le développement d'un nouveau système de vote électronique est toujours en cours et la poursuite ou non d'un vote automatisé au sein de la Commune devra être revu en 2012.

b) **La mobilité dans le quartier Château d'Eau-Fauvette.**

b) **Wijk Waterkasteel-Grasmus.- Mobiliteit.**

**M. Wyngaard** précise d'emblée que la présente interpellation doit évidemment être sortie du contexte actuel des travaux intervenant avenue Wolvendael.

Il souhaite une nouvelle fois intervenir au sujet des problèmes aigus liés au trafic automobile de transit que connaît le quartier situé entre les artères Dieweg, chaussée d'Alseberg et avenue Brugmann. Il vise plus précisément les nuisances que subissent les riverains résidant au cœur de ce triangle, à savoir les habitants de la rue du Château d'eau, de la rue du Coq, de l'avenue Vanderaey, de la rue de la Fauvette, de la rue des Moutons, de la rue des Poussins.

Ce quartier, au caractère social marqué (école, église, mouvements de jeunesse...), relève de la Maille 5 du Plan communal de mobilité. Ce plan, établi par la société Tritel, contient parmi ses principes d'intervention «le ralentissement des vitesses et des volumes de trafic dans les quartiers résidentiels». Les principes visés dans ce plan n'ont à ce jour toujours pas été intégralement appliqués au quartier Château d'Eau/Fauvette. Si des mesures ont certes été prises, force est de reconnaître qu'elles ne sont pas suffisamment dissuasives pour lutter efficacement contre le trafic automobile de transit.

Le groupe Ecolo s'était déjà abstenu en son temps (à l'occasion du Conseil communal du 13 décembre 2007) face aux aménagements proposés. On leur avait promis des contrôles, ont-ils été effectués et dispose-t-on de chiffres ?

Certains riverains ont dorénavant le sentiment de vivre, à certaines heures de la journée, face à une véritable autoroute urbaine (près de 400 véhicules à l'heure en période de pointe dans des artères étroites et sinueuses).

L'un d'eux est même venu, le 24 janvier 2008, faisant usage du mécanisme d'interpellation des habitants, exposer la situation lors d'une séance du Conseil communal.

Il s'agit d'un quartier où l'associatif est particulièrement dynamique, ce dont on ne peut que se réjouir. Une pétition à l'initiative du Comité de quartier fut ainsi signée par près de 400 personnes, en octobre-novembre 2007, avec des demandes de compléments d'aménagement précises.

En mars 2009, fut créée l'asbl «Oxy 15, mon quartier, ma vie». Un livre blanc exposant les priorités de cette association fut publié en avril 2009. Cette dernière a milité afin que le quartier soit reconnu comme quartier durable, ce qui est dorénavant le cas. Les habitants du quartier et les édiles communaux (les échevins Cools et Dilliès étaient présents) furent d'ailleurs conviés à la soirée de lancement du quartier durable le mois dernier. Cette soirée a rassemblé près de 70 personnes, ce qui constitue immanquablement une réussite.



Outre leur action visant à faire reconnaître le quartier comme «quartier durable», les membres de l'association ont également formulé des propositions alternatives en termes de mobilité. Il s'agit d'un document de qualité, étayé d'arguments convaincants et intitulé «projet pilote d'aménagement du quartier dans le cadre de la mobilité».

Près de 20 pages agrémentées de cartes et de légendes...

Ce dossier a été transmis en février dernier aux membres du Collège. Les échevins Cools et Dilliès en ont accusé réception, mais depuis, plus rien. Voilà près de trois mois que ces habitants attendent une prise en considération de leurs propositions et lui ont fait part de leur découragement qui lui apparaît légitime, déclare-t-il.

Au niveau des propositions formulées par les habitants de ce quartier, il est notamment demandé de mettre l'ensemble du quartier en zone 30 (à l'heure actuelle, seules certaines artères le sont) et de diminuer le nombre d'accès au quartier, afin de réduire le flot automobile.

Pour ce faire, deux alternatives sont mises sur la table.

On retiendra que la première suggère «la division du quartier en îlots indépendants sur base d'un principe utilisé dans de nombreuses communes et grandes villes étrangères : on entre par un axe, on sort par ce même axe» tandis que la deuxième consiste en «la suppression des axes de transit en intérieur de maille en fermant le Dieweg au trafic montant et descendant».

De deux choses l'une, conclut M. Wyngaard :

- soit le Collège est favorable à l'une des alternatives. Si tel est le cas, il souhaite savoir laquelle des deux propositions (moyennant le cas échéant, l'un ou l'autre amendement ne portant pas atteinte à la philosophie du système) a la faveur du Collège et connaître l'éventuel calendrier de mise en œuvre de celle-ci;

- soit le Collège envisage d'autres solutions à étudier avec les habitants et il lui revient, lui semble-t-il, de le dire clairement, d'en aviser les habitants et, là encore, de leur faire connaître un éventuel calendrier pour les rencontrer.

**M. l'échevin Cools** répond que c'est le quartier qui a probablement reçu le plus grand nombre d'aménagements qui ont été réalisés de toute la Commune, en application du plan communal de mobilité, à tel point que des habitants d'autres quartiers demandent régulièrement à la Commune quand de pareils aménagements vont être réalisés chez eux.

Ainsi, des sens uniques ont été créés, y compris des sens uniques en sens contraire et le plan communal de mobilité a donc été très largement mis en œuvre.

Il y a des oreilles qui ont été créées et des coussins berlinois qui ont été installés, notamment rue du Coq.

La plus grande partie du quartier a été mise en zone 30 et des règlements ont encore été votés au sein de ce Conseil, il y a un mois ou deux.

Tout le quartier n'a toutefois pas encore été mis en zone 30, mais il faut encore mener une réflexion, d'autant que pour créer une zone pareille, il faut également réunir un certain nombre de conditions comme des portes d'entrée de la zone.

Par ailleurs, il convient d'examiner si la rue de la Fauvette doit être traitée de la même façon que la rue Colonel Chaltin par exemple.

On a suivi un certain nombre de priorités mais dans les faits, de très nombreuses rues du quartier sont déjà mises en zone 30 ou le seront très prochainement.

D'autre part, au sujet des propositions concrètes qui semblent "tenir la route", l'échevin fait observer que le Collège fait preuve de plus de prudence que M. Wyngaard.

Ainsi, au sujet de la première, les sens uniques restreints comme proposés dans le document, le service Mobilité fait observer que ce n'est pas possible en fonction du Code de la route. Quand bien même ce serait possible, poursuit-il, cela voudrait dire que l'on ne permet qu'aux habitants de la rue d'y circuler, ce qui nécessiterait la présence d'un policier pour vérifier si les personnes y habitent ou non.

L'autre proposition qui vise à empêcher d'emprunter l'avenue Vanderaey, à partir du Dieweg, ou inversement, signifierait que l'on devrait fermer l'accès à hauteur du Dieweg par une barrière, la même chose étant réalisée au niveau de la rue du Château d'Eau, ne constituent pas des propositions aussi appropriées qu'il n'y paraît, d'autant qu'il y a l'école du Wolvenberg et une église dans la rue du Coq, ce qui nécessite d'en garantir l'accès.

Si toutes les propositions émises dans le document ne sont pas à rejeter d'emblée et qu'il convient de les examiner, ajoute l'échevin, celui-ci rappelle néanmoins qu'il a reçu le comité de quartier et lui a clairement fait part que rien de nouveau ou de supplémentaire aux aménagements déjà réalisés ne serait fait dans le quartier, avant la fin des travaux dans l'avenue Wolvendael.

Les choses seront examinées, mais en contact direct avec les habitants de chaque rue concernée.

**M. Wyngaard** reconnaît que de nombreux principes du Plan communal de Mobilité ont été concrétisés dans ce quartier, mais ajoute que certains éléments comme ce sens interdit sur lequel on est revenu, dénature quelque peu les propositions du plan en question pour cette maille-là.

Selon les échos qui lui sont parvenus au sujet des coussins berlinois de la rue du Coq, ceux-ci ne sont pas particulièrement positif, dit-il, ajoutant qu'il n'est toutefois pas totalement d'accord avec les propositions formulées, mais considérait que le document était particulièrement fouillé et méritait que l'échevin se positionne à son égard.

Enfin, l'intéressé se réjouit de ce que M. l'échevin Cools se déclare prêt à examiner certaines propositions, en contact étroit avec les habitants, ajoutant que la situation telle qu'elle pose problème n'est pas liée aux travaux dans l'avenue Wolvendael mais perdure depuis déjà un certain temps.

5. **Mme/Mevr. Delwart et M. Toussaint :**  
**Avenir du piétonnier de la rue Xavier De Bue.**  
**Toekomst als wandelstraat van de Xavier De Buestraat.**

**M. Toussaint** rappelle qu'après des travaux d'aménagement et d'embellissement du parvis Saint-Pierre et de l'avenue Xavier de Bue, il a été décidé de laisser cette dernière aux piétons, tous les samedis du printemps et de l'été, afin de rendre une convivialité au quartier d'Uccle-Centre. Cependant, il semblerait que les commerçants ne soient pas satisfaits de cette initiative, c'est la raison pour laquelle certains d'entre eux ont réalisé un sondage il y a peu.

Les résultats de celui-ci sont assez éloquentes : 12 seraient pour son maintien et 94 souhaiteraient la réouverture de la rue Xavier de Bue.

Ces résultats s'expliquent sans doute par le fait que la plupart des commerces auraient vu leurs chiffres d'affaires fortement diminuer les samedis pour une raison assez simple selon eux, l'accès en voiture au centre d'Uccle serait devenu trop difficile, notamment suite à la fermeture de ce tronçon de rue, qui a malgré tout une densité de passage assez importante.

En outre, il faut constater que la rue des Fidèles connaît une circulation beaucoup plus dense le samedi, en raison du piétonnier, sans que sa configuration (étroitesse de la rue et des trottoirs) ne soit adaptée à un tel charroi.

On peut aisément imaginer la situation d'un client qui doit encore trouver une place de parking, sans oublier bien évidemment le ticket de stationnement et le risque est donc réel que celui-ci fuie purement et simplement le centre de notre commune pour des zones commerciales plus faciles d'accès, conclut-il.

**Mme Delwart** explique qu'ils ne sont pas opposés au principe d'un piétonnier, bien au contraire, car il est incontestablement très agréable de pouvoir se promener dans une rue commerçante sans voiture, surtout lors d'événements festifs et exceptionnels où ce piétonnier est réellement mis en valeur, mais s'interrogent sur le fait que ce piétonnier serait suffisamment attractif pour compenser les difficultés d'accès pour les clients potentiels ?

Il serait peut-être nécessaire de ré-analyser le plan de circulation du quartier, afin d'en améliorer l'accès et par ailleurs, le parking Saint-Pierre mériterait d'être mieux mis en évidence.

Le souhait est donc que le Collège puisse sereinement analyser cette situation, en collaboration avec l'Association des commerçants, comme le prévoit le Plan de Mobilité et ainsi faire une proposition pour l'avenir du piétonnier de la rue Xavier de Bue.

**- M. Vanraes entre en séance -**

**- M. Vanraes komt de zitting binnen -**

**Mme Charlier** s'étonne de cette interpellation, car il lui semble que si le piétonnier n'est pas encore acquis dans l'habitude, il faudrait plutôt étendre le nombre de week-end concernés plutôt que de restreindre. Elle pense que les piétons ont toujours attiré le chaland et que si les commerçants se plaignent, c'est peut-être parce que ce n'est pas encore inscrit dans les habitudes.

Le nombre de places de parking reste identique, il faut faire des petits détours, mais Mme Charlier doute que ça puisse diminuer le nombre de personnes chez les commerçants.

**M. Desmet** : complète l'intervention de Mme Charlier en rappelant que les piétons sont des succès dans toutes les villes d'Europe. Il appelle cela un semi-piétonnier et pense aussi qu'il faudrait peut-être analyser le moindre succès de ce piétonnier, au vu de la décision finale qui a été prise par le Collège et auquel le groupe Ecolo n'avait pas tout à fait souscrit en regrettant que ça ne soit pas un vrai et de tout temps piétonnier.

Sachant bien qu'il avait été dit qu'il n'y avait pas d'autres solutions en ce qu'il fallait laisser cette artère accessible aux voitures, il rappelle néanmoins qu'une autre proposition qui permettait de désengorger la circulation, était de modifier le sens de circulation au niveau de la rue du Doyenné. On avait parlé de la présence de deux écoles, mais il rappelle aussi que dans toutes les rues d'Uccle où il y a des écoles, la circulation existe sans danger pour les enfants. Il suffit tout simplement d'aménager.

L'intervenant se pose dès lors la question de savoir si l'analyse ne devrait pas être plus généralement ouverte à l'ensemble de la perte de succès des commerces ucclois, en tout cas, dans ce quartier-là ?

M. Desmet a l'impression que c'est plutôt l'ensemble des commerces et pas spécifiquement ceux de la rue Xavier de Bue qui sont en déclin, rappelant qu'il avait introduit une proposition pour relancer l'activité commerciale dans les commerces ucclois, ce qui n'a pu être concrétisé.

Il faudrait plutôt ouvrir la discussion et non pas la focaliser sur ce simple piétonnier et peut-être pas l'en-commissionner.

**M. de Halleux** pense qu'il est toujours utile d'examiner, lorsqu'il y a un problème avec les principaux intéressés, d'avoir une concertation avec les commerçants.

Il y a des initiatives de commerçants, par rapport à l'animation du quartier, il y a un flux et une forte rénovation de magasins ces dernières années.

Il lui paraît nécessaire de trouver des solutions afin de rencontrer les problèmes qui sont évoqués. En cet égard, il relève la problématique du parking situé rue du Doyenné, à 100 m. de la rue Xavier de Bue et qui s'avère être sous-employé.

Celui-ci devrait être rentabilisé davantage et mieux connu, car c'est un endroit pourvu de places.

De même, il conviendrait de donner les moyens aux commerces de renforcer des initiatives d'animation qui donneraient à la fois un éclat "culturel" et qui attire du monde à des moments opportuns comme le samedi matin.

**M. Biermann** constate depuis un moment déjà dans ce quartier, l'installation de nombreux commerces de qualité et confirme par ailleurs qu'il y aurait pas mal de locaux inoccupés pour l'instant dans la rue Xavier de Bue. Il ne pense pas que l'on puisse objectivement faire une corrélation avec la question du piétonnier durant le week-end.

L'intéressé considère pour sa part qu'il n'est pas certain qu'une extension du piétonnier soit une solution raisonnablement envisageable. Où seraient les limites, demande-t-il ?

Connaissant Mme Charlier, il s'imagine que son souhait serait peut-être de mettre l'ensemble de la commune en piétonnier pendant le week-end ou peut-être pas uniquement pendant le week-end.

M. Biermann souhaite également relever que, mis à part le dynamisme des commerçants du quartier et la qualité des commerces qu'on y retrouve, le Collège a pris une initiative nouvelle.

Qu'on puisse de manière objective, dorénavant, analyser l'impact positif ou négatif de ce type d'initiative, lui paraît par contre extrêmement important et il pense que c'est une initiative salubre des commerçants d'avoir lancé cette démarche.

**- Mme Gustot entre en séance -**

**- Mevr. Gustot komt de zitting binnen -**

**M. l'échevin Cools** rappelle que ce n'est pas la première fois que l'on débat au sein de cette Assemblée, sur la rue Xavier de Bue et plus particulièrement du tronçon compris entre la chaussée d'Alseberg et le Parvis Saint-Pierre, soulignant qu'à son estime, cela fait au moins une trentaine d'années qu'il y a des débats sur l'avenue.

Il a d'ailleurs retrouvé des débats sur le piétonnier de la rue Xavier de Bue dans les années 70, y compris dans des procès-verbaux de la Commission consultative des Classes Moyennes de l'époque. Plusieurs essais ont été faits, on a d'abord mis la rue Xavier de Bue à sens unique, mais on a constaté que cela ne fonctionnait pas. Puis, on a mis un sens unique dans l'autre sens, ce qui n'allait pas non plus.

Par la suite on n'a plus circulé dans un sens ou dans l'autre, pendant les travaux.

Ce n'était pas facile pour les piétons, mais ce n'était pas l'idéal non plus au niveau de l'organisation de la circulation, en raison du tissu urbain ancien, tel qu'il se présente.

Il y a eu également, y a quelques années, des débats à l'occasion de l'adoption du Plan communal de la Mobilité et ce que l'on met en œuvre ici, n'est qu'une des propositions qui avaient été débattues et approuvées par le Conseil communal.

Sous la présente législature, on a décidé d'aller de l'avant, mais pas sous la forme d'un piétonnier intégral, 7 jours sur 7 qui poserait effectivement des problèmes en semaine, quel que soit le sens dans lequel on mettrait la rue du Doyenné.

On a une réalité, des écoles là-bas et la première voiture qui s'arrête bloque tout.

Renvoyer la circulation qui n'emprunterait, plus en semaine, la rue Xavier de Bue dans la rue du Doyenné et dans la rue des Fidèles, les deux seules rues, quelle que soit l'organisation des sens uniques où c'est possible de renvoyer, serait invivable.

Par contre, ajoute-t-il, la circulation est moins forte le samedi. On n'est pas confronté au problème des écoles et des blocages éventuels de la rue du Doyenné qui en découleraient.

Il a été décidé effectivement de créer le piétonnier, rue Xavier de Bue le samedi, c'est donc une expérience encore récente et il est encore sans doute trop tôt pour pouvoir en dresser un bilan définitif.

La première année que l'on a fait l'expérience, l'idée était que 12 mois sur 12, le samedi, on ne pouvait pas y circuler. Il y a eu un certain nombre de commerçants qui ont fait valoir que cela posait de gros problèmes en ce qu'en hiver et à cause du mauvais temps, les gens ne se promènent pas beaucoup. Ceux-ci ont donc demandé de ne pas le maintenir durant la saison hivernale, ce que le Collège a décidé de faire l'année suivante.

Avant de créer le piétonnier, il y a eu des réunions de la Commission de concertation et on savait qu'il y avait une opposition d'un certain nombre de commerçants, mais cela avait été discuté avec eux et leurs associations à l'époque. L'aménagement de la voirie a été conçue en fonction du piétonnier du samedi, c'est la raison pour laquelle les trottoirs sont munis de toutes petites bordures. On constate qu'à la belle saison, beaucoup de monde se promène, y compris sur la partie carrossable de la voirie. Est-ce à dire que rien ne doit jamais changer point de vue du Collège ? Il doit y avoir une réflexion là-dessus, dit-il.

Pour le moment, le Collège souhaite donc continuer l'expérience limitée, d'autant que c'est le seul piétonnier qui existe à Uccle et ce serait un mauvais geste d'arrêter purement et simplement l'expérience.

Par contre, pour qu'elle soit une pleine réussite, il faut notamment une participation positive des commerçants pour animer la rue Xavier de Bue, le samedi et donc avoir un certain nombre d'animations culturelles.

Une remarque à laquelle le Collège souscrit totalement, c'est de voir ce qui pourrait encore être fait pour améliorer la signalisation du parking Saint-Pierre.

L'échevin a donc fait un tour du quartier avec le Président de l'Association des comités de commerçants, ainsi que les services de la Mobilité et de la Voirie, afin de déterminer là où on pourrait rajouter des panneaux signalétiques, à la suite de quoi, dix panneaux ont été commandés et on attend les livraisons pour pouvoir les placer.

D'autre part, quand on parle de difficultés d'un certain nombre de commerces de la rue Xavier de Bue, il est vrai qu'un certain nombre de commerces sont vides et il y a effectivement un certain nombre de raisons bien précises à cela.

Il y a visiblement deux ou trois promoteurs immobiliers qui ont racheté la plupart des commerces et parfois donné à des commerçants indépendants qui vendaient à un prix assez élevé leur commerce et réalisaient leur patrimoine, ce qui est leur droit.

Il y a donc eu des mutations, avec probablement des loyers parfois assez élevés qui y sont liés, on peut le regretter car cela a un effet sur la diversité de l'offre commerciale, mais en tout cas, c'est une réalité étrangère à celle du piétonnier, sans compter les effets qu'a certainement également la crise économique, dit-il.

On va donc mieux signaler le parking et on verra, à moyen terme, les conclusions que l'on doit en tirer, mais à court terme, on compte continuer en tout cas l'expérience telle qu'elle est menée aujourd'hui, au moins une partie de l'année.

**M. l'échevin Dilliès** confirme qu'il y a énormément de choses qui ont été faites pour rénover cette rue et qu'au départ, ce n'était pas gagné parce que certains commerçants ne voulaient pas qu'on touche à ces trottoirs qui n'en étaient pas.

Aujourd'hui, c'est une rénovation réussie et il y a beaucoup de choses que réalise la Commune pour aider le quartier. Il y a une dynamique et un bon ordre qui ont été mis par rapport à l'association des commerçants. Il y a aujourd'hui une association des commerçants avec qui on a un contact vraiment permanent et qui est extrêmement dynamique.

Force est de constater que beaucoup de commerçants viennent les trouver uniquement lorsqu'il y a des soucis, dit-il.

Il y a aussi, sous la houlette du Bourgmestre et de l'échevin Cools, un travail important qui est fait par rapport à tout ce qui est enseigne et notamment au niveau de l'esthétique, à la demande de beaucoup de commerçants.

On a réalisé aussi un travail important en matière d'embellissement floral et une vigilance importante par rapport à la propreté, car on a même installé des cendriers publics.

La suggestion de M. Desmet qui était de proposer aux commerçants d'accorder des ristournes au personnel communal était effectivement une très bonne idée, mais n'a malheureusement pas eu assez de répondants, alors que c'était vraiment dans leur intérêt.

Par ailleurs, la manifestation que l'on va organiser pour la première fois le 3 juillet, en collaboration avec la Jeunesse, la Culture et le commerce et qui se fera en parallèle avec une nocturne des soldes jusqu'à 22 heures, ira également dans le sens de la promotion du commerce et de la dynamique de ce quartier.

**M. l'échevin Cools** ré-intervient en soulignant qu'il est intéressant de recueillir les avis des commerçants par pétition, en ce que lorsqu'on analyse les signatures, c'est que dans la rue Xavier de Bue même, les avis sont partagés.

La grande masse des "contre", ce sont toutefois les commerces qui ne sont pas situés dans la rue Xavier de Bue mais qui sont effectivement établis chaussée d'Alseberg.

**M. le Président** ayant fait observer que le Collège reste très attentif aux problèmes d'accès à Uccle-centre, du commerce chaussée Alseberg ou rue Vanderkindere **Mme Delwart** précise qu'à aucun moment, l'objet de leur interpellation n'était de demander la fin de ce piétonnier, mais simplement d'identifier des efforts qui avaient été faits et de demander d'aller encore plus loin.

La réponse est satisfaisante de ce point de vue-là, puisque la signalisation du parking va être améliorée et que le dialogue avec les commerçants va être poursuivi.

Il faut malgré tout souligner, dit-elle, que sur 106 personnes qui se sont exprimées dans la pétition, on parle de 94 personnes qui ont des difficultés avec le piétonnier. On ne peut pas parler d'une certaine opposition. Sur ce plan, Mme Delwart tenait à insister mais est ravie d'entendre de la part de chacun, tout l'attrait que ce piétonnier représente et qui mériterait d'être alors encore mieux mis en valeur et promu.

- M. de Lobkowicz et Mme Fraiteur quittent la séance -
- M. de Lobkowicz en Mevr. Fraiteur verlaten de zitting -

#### 7. **Mme/Mevr. Francken** :

##### **Les projets immobiliers dans le quartier Bourdon-Calevoet.** **De vastgoedprojecten in de wijk Horzel-Calevoet.**

**Mme Francken** expose qu'actuellement, dans le quartier Bourdon - Calevoet, on peut relever :

- un projet immobilier régional chaussée d'Alseberg;
- un projet immobilier régional plaine du Bourdon;
- un projet immobilier privé plaine du Bourdon;
- le projet immobilier «Les hauts prés» en cours de construction;
- un projet immobilier privé de logements rue du Roseau;
- un projet immobilier de logements, le long de la rue du Wagon;

En plus de ce nombre de projets impressionnants, il faut ajouter des prévisions tout aussi importantes qui pourraient se concrétiser dans ce même quartier,

- sur le site Illochroma : un futur projet immobilier, dans le cadre d'un P.P.A.S. à réaliser;
- le projet d'un hôtel et d'un building multifonctionnel de 8 étages sur le site Schlumberger;
- le projet d'une maison de repos (253 lits) à côté de la gare de Calevoet;
- un projet de centre commercial également à côté de la gare de Calevoet (à l'emplacement du marchand de matériel de construction).

Un tel nombre de projets sur un même quartier, cela mérite un temps de réflexion, dit-elle, souhaitant dans cette optique, que le Collège puisse communiquer aux membres du Conseil communal, le nombre total de logements de l'ensemble des projets énumérés, le nombre total de lits de maisons de repos, ainsi que les superficies de bureau et de commerces concernées.

Certains de ces projets semblent tout à fait pertinents pour son groupe, parce qu'ils répondent à une demande bien réelle de logement, notamment social.

Mais par contre, si l'on regarde l'ensemble de ces projets pour un même quartier, ajoute-t-elle, on ne peut qu'être inquiet, voire sceptique sur les possibilités dont ce quartier dispose pour les accueillir en terme d'infrastructures et de mobilité.

Le quartier supporte beaucoup de nuisances dues au trafic automobile, provenant notamment des navetteurs. Le trafic ne va faire que s'accroître, si rien n'est fait pour le limiter.

Bien-entendu, nous savons que ces zones sont de forte mixité au PRAS, c'est-à-dire la présence de différentes fonctions proches l'une de l'autre, ce qui est positif d'un point de vue urbanistique, mais faut-il pour autant accepter qu'au nom d'un statut de forte mixité, se multiplient des surfaces de bureau dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont déjà suffisantes dans une commune comme la nôtre ?

Il suffit pour s'en convaincre de penser aux bureaux vides à louer rue Egide Van Ophem et rue de Stalle, déclare l'intéressée.

Faute d'un Plan Communal de Développement pour cette législature, la Commune lui semble se trouver sans orientation stratégique urbanistique depuis 2007. Elle dispose par contre d'un Agenda 21 dont les grands principes de développement durable pourraient servir de référence pour orienter les décisions du Collège, dans le sens d'un réexamen de l'ensemble des projets en cours qui tiennent compte de leurs effets cumulatifs dans le quartier.

Une vue globale de l'ensemble de ces projets est pour le groupe Ecolo indispensable, si l'on veut que ce quartier reste vivable pour ses habitants actuels et futurs.

Enfin, le Collège peut-il apporter son soutien à la démarche des habitants qui avec l'appui de l'Association de Comités de Quartier Ucclois et Inter-Environnement Bruxelles, tentent en ce moment d'élaborer une réflexion globale, dans le but d'allier le développement de ce quartier et la préservation de sa qualité de vie, demande-t-elle ?

**M. l'échevin Cools** répond que le Collège est également très soucieux d'une réflexion globale et d'un développement harmonieux du quartier.

Le Collège a d'ailleurs tenu une séance spéciale pour débattre des projets autour du quartier de Calevoet. Il tient néanmoins à rassurer Mme Francken quant au fait que cette Assemblée continue à avoir des orientations stratégiques en matière d'urbanisme, vu que le dossier de base du Plan communal de développement continue à la guider.

A ce propos, il rappelle que l'objectif du plan était d'atteindre 80.000 habitants, qu'à l'époque, l'on se situait aux alentours de 74.000 et qu'actuellement, on se situe à 77.000. La Commune se situe donc approximativement à mi-course et continuera à progresser à une croissance modérée.

Quant aux questions posées par Mme Francken, l'échevin se réfère notamment à l'article paru dans le *Wolvendael* du mois de mars, où il exposait notamment le point de vue du Collège et le sien, en tant qu'échevin de l'Urbanisme.

La conclusion de ce texte était libellée comme suit : "Dans tous les projets concernant le quartier de Calevoet, le souci du Collège est de promouvoir un urbanisme de qualité à l'échelle du quartier. Une certaine densification est possible mais elle doit rester raisonnable. Nous sommes en particulier très attentifs à la reconversion du site Illochroma. L'élaboration en cours d'un Plan Particulier d'Affectation du Sol permettra de planifier le futur de ce site.

Les réalités en matière de mobilité, les besoins en matière d'équipements publics et de commerces de proximité devront également être pris en compte dans les divers projets d'urbanisation du quartier de Calevoet."

En ce qui concerne le P.P.A.S., son élaboration suit son cours et M. Cools devrait encore revoir un certain nombre de représentants du quartier, le mois prochain.

Détaillant les projets immobiliers, l'échevin précise qu'en ce qui concerne le projet régional de la chaussée d'Alsemberg, celui-ci se composera de 86 ou 87 logements, pour moitié de logements sociaux et moitié logements moyens.

Quant au projet régional à la plaine du Bourdon qui comprenait environ 90 logements avec une partie en gabarit allant de rez-de-chaussée jusque 8 étages, celui-ci a reçu un avis défavorable de la Commission de concertation et du Collège.

Suite à cet avis défavorable, la Région a remis l'ouvrage sur le métier et une série de contacts ont lieu. Prochainement, un nouveau projet plus léger, de l'ordre de 68 logements de l'ordre de rez + 3 étages + un étage en recul, voire ponctuellement rez + 4 étages devrait donc être réintroduit.

Le projet privé sur la plaine qui à l'origine concernait un home de 150 lits, 77 logements et d'autres activités, un avis favorable assorti de tellement de conditions a nécessité une refonte complète du projet et un allègement tels que le promoteur a également annoncé un nouveau projet qui n'a toutefois pas encore été réintroduit.

En ce qui concerne le projet "les hauts prés", le permis de lotir permet de construire jusqu'à 138 logements, les permis d'urbanisme introduits jusqu'à présent ne concernent encore à ce stade que 95 logements en cours de construction.

Le projet de la rue du Roseau, d'une dizaine de logements, nécessite un certificat d'urbanisme qui a toutefois reçu un avis défavorable et devra donc être revu entièrement et allégé.

D'autre part, deux projets sont en discussion, de l'autre côté de la gare de Calevoet, qui passent en concertation le 2 juin, l'un des deux dossiers passant pour la seconde fois.

L'autre projet, du côté de la rue de Stalle, prévoit l'un des deux immeubles de gabarit rez + 8 étages pour lequel le service a déjà fait savoir à plusieurs reprises à l'architecte du demandeur que ce gabarit semblait excessif.

Le demandeur a toutefois déposé la demande qui devra donc très probablement être revue.

Quant au nombre total de lits de maisons de repos et pour autant qu'ils soient tous acceptés, celui-ci s'élève à 150 lits pour la plaine du Bourdon et 253 lits pour la demande qui concerne le projet prévu à côté de la gare de Calevoet.

- La séance est levée à 22h 50. - De zitting wordt opgeheven om 22u 50 -

Par ordonnance - Op bevel :  
Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,